
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

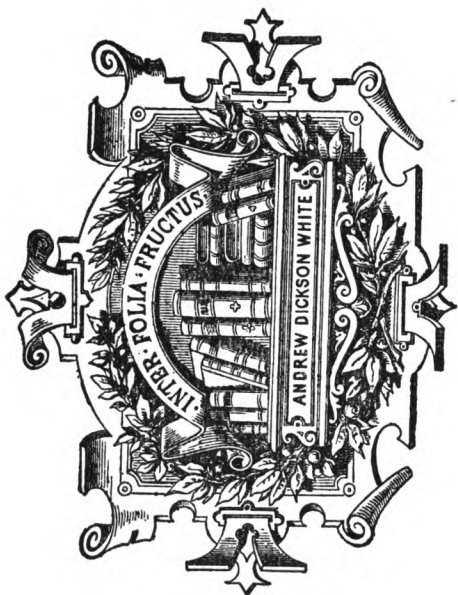
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



DATE DUE

JAN 9 1964 A P

GAYLORD

PRINTED IN U.S.A.



2

2

4

L'HISTOIRE DE FRANCE

RACONTÉE

PAR LES CONTEMPORAINS

OUVRAGES DE M. B. ZELLER

A LA LIBRAIRIE HACHETTE

LA GAULE ET LES GAULOIS. 1 vol. petit in-16, avec grav.	» 50
LA GAULE ROMAINE. 1 vol. petit in-16, avec 31 grav.	» 50
LA GAULE CHRÉTIENNE. 1 vol. petit in-16, avec 38 grav.	» 50
LES INVASIONS BARBARES EN GAULE. 1 vol. petit in-16, avec 11 gravures.	» 50
LES FRANCS MÉROVINGIENS : CLOVIS ET SES FILS. 1 vol. petit in-16, avec 14 gravures.	» 50
LES FILS DE CLOTAIRE. 1 vol. petit in-16, avec 9 gr.	» 50
ROIS FAINÉANTS ET MAIRES DU PALAIS. 1 vol. petit in-16, avec 14 gravures.	» 50
CHARLEMAGNE. (En collaboration avec M. Darsy.) 1 vol. petit in-16, avec 10 gravures.	» 50
LA SUCCESSION DE CHARLEMAGNE. LOUIS LE PIEUX. 1 vol. petit in-16, avec 8 gravures.	» 50
LA SUCCESSION DE CHARLEMAGNE. CHARLES LE CHAUVE. 1 vol. petit in-16, avec 12 gravures.	» 50
LES DERNIERS CAROLINGIENS. (En collaboration avec M. Bayet.) 1 vol. petit in-16, avec 11 gravures.	» 50
LES PREMIERS CAPÉTIENS. (En collaboration avec M. Luchaire.) 1 vol. petit in-16, avec 15 grav.	» 50
LES CAPÉTIENS DU XII ^e SIÈCLE : LOUIS VI ET LOUIS VII. (En collaboration avec M. Luchaire.) 1 vol. petit in-16, avec 15 gravures.	» 50
PHILIPPE-AUGUSTE ET LOUIS VIII. (En collaboration avec M. Luchaire.) 1 vol. petit in-16, avec 18 grav.	» 50
SAINT LOUIS. 1 vol. petit in-16, avec 24 gravures.	» 50
PHILIPPE LE HARDI. Mœurs et institutions du XIII ^e siècle. 1 vol. petit in-16, avec 27 gravures.	» 50
PHILIPPE VI ET ROBERT D'ARTOIS. 1 v. petit in-16, av. 15 gr.	» 50
RICHELIEU. 1 vol. in-16.	1 fr.
HENRI IV. 1 vol. in-16.	1 fr.
RICHELIEU ET LES MINISTRES DE LOUIS XIII. (Ouvrage couronné par l'Académie française. Second prix Gobert 1881 et 1882.) 1 vol. in-8.	6 fr.

A LA LIBRAIRIE DIDIER ET cie.

HENRI IV ET MARIE DE MÉDICIS. (Ouvrage couronné par l'Académie française.) 1 vol. in-8.	6 fr.
LE CONNÉTABLE DE LUYNES, MONTAUBAN ET LA VALTELINE. (Ouvrage couronné par l'Académie française. Second prix Gobert 1881 et 1882.) 1 vol. in-8.	6 fr.

COULOMMIERS. — Typ. P. BRODARD et GALLOIS.

PHILIPPE LE BEL

ET SES TROIS FILS

LES ROIS ADMINISTRATEURS

EXTRAITS

DES CHRONIQUES DE GUILLAUME DE NANGIS,
DE RYSHANGER, DE FLANDRE, DE SAINT-DENIS,
DE JEAN DE SAINT-VICTOR, DES MÉMOIRES DE PIERRE DUBOIS,
DES CHARTES ET ORDONNANCES DE PHILIPPE LE BEL,
DU RECUEIL DE DUPUY, ETC.

PUBLIÉS PAR

B. ZELLER ET A. LUCHAIRE

Docteurs ès lettres.

Ouvrage contenant 28 gravures



PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

—
1885

Droits de propriété et de traduction réservés



4097A18 A. 6574.

L'HISTOIRE DE FRANCE

RACONTÉE PAR LES CONTEMPORAINS

L'histoire de notre pays a été présentée sous bien des formes. Mais c'est dans les écrivains contemporains des événements dont ils sont les narrateurs, qu'elle se montre plus vivante et plus vraie. A une époque où le goût public s'est épris des recherches exactes et tend à remonter dans toutes les sciences aux sources mêmes de la vérité, une histoire de France dans laquelle les contemporains seuls ont la parole pour raconter ce qu'ils ont vu par eux-mêmes, ou appris soit de témoignages authentiques, soit de traditions très rapprochées du temps où ils écrivent, doit être bien accueillie.

L'HISTOIRE DE FRANCE RACONTÉE PAR LES CONTEMPORAINS se compose déjà de dix-sept volumes : 1° *La Gaule et les Gaulois*; 2° *La Gaule romaine*; 3° *La Gaule chrétienne*; 4° *Les invasions barbares en Gaule*; 5° *Les Francs Mérovingiens, Clovis et ses fils*; 6° *Les fils de Clotaire*; 7° *Les Rois fainéants et les maires du palais*; 8° *Charlemagne*; 9° *La succession de Charlemagne, Louis le Pieux*; 10° *La succession de Charlemagne, Charles le Chauve*; 11° *Les derniers Carolingiens*; 12° *Les premiers Capétiens*; 13° *Les Capétiens du XII^e siècle, Louis VI et Louis VII*; 14° *Philippe-Auguste et Louis VIII*; 15° *Saint Louis*; 16° *Philippe le Hardi, Mœurs et institutions du XIII^e siècle*; 17° *Philippe VI et Robert d'Artois*. Sous une forme commode et économique, elle présente un tableau suivi, quoique emprunté à des auteurs différents, des événements, des mœurs, des institutions. De courtes notes explicatives, des analyses aussi succinctes que possible, font connaître les auteurs cités et rattachent les uns aux autres les morceaux qui leur sont empruntés. Cette petite collection vulgarisera la connaissance de nos historiens nationaux; elle en donne la substance et les rend accessibles à tous.

Le choix des gravures qui accompagnent le texte est inspiré du même esprit. On s'est attaché à ne donner que des images authentiques, tirées aussi, autant que possible, des documents contemporains.

Chaque année verra paraître trois ou quatre nouveaux volumes.

PHILIPPE LE BEL

ET SES TROIS FILS

I

LE RÈGNE DE PHILIPPE LE BEL (1285-1314). — CE ROI A ENTREPRIS DE DONNER A LA FRANCE SES FRONTIÈRES NATURELLES. — TENTATIVES POUR ANNEXER AU ROYAUME LES POSSESSIONS DES ANGLAIS EN FRANCE. — LUTTE AVEC L'ANGLETERRE (1292-1303).

Philippe le Bel, qui succéda à son père le 5 octobre 1285, changea le caractère et la direction de la politique extérieure qui avait prévalu avant son avènement. La guerre entreprise par Philippe le Hardi contre l'Aragon avait pour objet de placer sur le trône aragonais son fils, Charles de Valois. Philippe le Bel ne put moins faire, au début de son règne, que de continuer cette guerre pendant quelque temps. Mais il s'empressa de signer le traité de Tarascon (1291) par lequel Charles de Valois renonçait à ses prétentions sur l'Aragon et la Sicile et recevait en échange l'investiture de l'Anjou et du Maine. Le nouveau roi comprenait qu'au lieu de

s'épuiser à créer et à soutenir des dynasties françaises dans les pays avoisinants, il fallait avant tout chercher à constituer l'unité territoriale de la France en l'agrandissant dans le sens de ses frontières naturelles. Ainsi s'expliquent ses guerres avec les Anglais, possesseurs d'une grande partie de l'Aquitaine, et avec les Flamands, et ses efforts pour soustraire à la domination allemande les territoires dépendants des anciens royaumes de Lorraine et d'Arles.

§ 1. — FIN DES AFFAIRES D'ESPAGNE ET D'ITALIE (1285-1291).

(Continuateur de Girard de Frachet,
dans les *Historiens de France*, t. XXI, p. 7.)

Avant de mourir, Philippe III fit jurer à Philippe, son fils aîné, qu'il aiderait fidèlement son frère Charles, suivant son pouvoir, à acquérir le royaume d'Aragon.... Aussitôt après la mort de son père, Philippe, voulant être couronné, laisse l'invasion du royaume d'Aragon, où il était allé en personne, et revient en France. Pour réprimer et mettre à bas la perfidie et l'insolence des Aragonais qui s'était accrue après la mort du feu roi, il envoya dans ces contrées, avec le roi de Majorque, son oncle, et ses sénéchaux de Toulouse et de Carcassonne, de nombreux soldats français. Quant à lui, le jour de l'Épiphanie suivante, il fut couronné à Reims.

§ 2. — ÉDOUARD 1^{er} FAIT HOMMAGE A PHILIPPE IV (1288).

(*Chronique de Rishanger*, à l'année 1288.)

Cette année le roi d'Angleterre, passant en France, vint à Amiens avec une escorte d'honneur. Le roi de

France alla au-devant de lui pour lui faire également honneur. Le roi d'Angleterre fit hommage au roi de France à Paris pour les terres qu'il devait tenir de lui en France; et il assista au parlement que le roi de



Sceau de Charles de Valois.
(Arch. nat. n° 1033.)

France tint alors à Paris. Il y obtint beaucoup de concessions relatives à la liberté de ses terres, bien que la concession du roi de France et de ses pairs ne dût pas conserver longtemps sa force. Le roi Édouard attendit à Paris jusqu'à la fête de la Pentecôte. Vers ce temps les frères prêcheurs tinrent leur

chapitre général qui fut à plusieurs reprises honoré de la présence du roi des Français et du roi des Anglais et des deux reines. Après la Pentecôte, le roi d'Angleterre partit de Paris pour la Gascogne.

§ 3. — CONFLITS SANGLANTS ENTRE LES MARINS FRANÇAIS
ET ANGLAIS (1291-1292 ¹).

(*Chronique de Rishanger.*)

Cette année-là s'éleva la discorde entre les Anglais et les Français. En voici l'occasion. Deux matelots, dont l'un était Anglais et l'autre Français de Normandie, se trouvèrent ensemble en Gascogne ², près d'une fontaine pour y prendre de l'eau. De là dispute, chacun d'eux s'efforçant de puiser le premier. La lutte se prolongeant et les deux adversaires échangeant de mutuelles injures, le Français fit mine de percer l'Anglais de son poignard. L'Anglais, évitant le péril, tint le poing du Français qui tenait son arme en l'air, et chercha à la lui arracher. Dans la bataille le Normand tomba sur son poignard, fut transpercé et mourut ainsi de son propre fait. Cet accident ayant été porté à la connaissance des Normands, ils donnèrent la chasse aux Anglais pour venger la mort de leur camarade. Mais les marins anglais, faisant cause commune, résistent aux Normands et un conflit des

1. Depuis que Jean sans Terre, considérant les Normands et les Rouennais particulièrement comme traîtres, les avait chassés des ports d'Angleterre et d'Irlande; depuis surtout que l'association des « cinq ports » faisait aux Normands une concurrence redoutable, il y avait souvent guerre ouverte entre un port normand et un port anglais sans que les gouvernements se mêlassent de la querelle.

2. Près de Bayonne.

plus graves éclate entre eux. Les Anglais se tirèrent de là sans grand dommage. Les autres allèrent trouver Philippe, roi de France, et excitèrent sa bile contre les Anglais. Le roi ordonna à ses marins de tirer vengeance de la mort de leur compatriote sur les Anglais partout où ils les rencontreraient. Ainsi fut enflammée la fureur des Français; altérés du sang des Anglais, ils leur causent de graves dommages. Un jour donc, pendant qu'ils explorent l'étendue de la mer, ils aperçoivent au loin des navires anglais, courent sur eux à toutes voiles et engagent le combat. Pendant l'action, les Français attirent au milieu d'eux avec des crocs un bateau anglais et, s'emparant d'un Anglais, le pendent en haut du mât d'un bateau normand. Cela fait, comme les Français étaient alors plus puissants et plus nombreux, ils s'éloignèrent sans grande avarie. Ces causes accrurent la terreur et la haine chez les peuples des deux royaumes.

§ 4. — CAPTURE PAR LES ANGLAIS D'UNE FLOTTE NORMANDE
DANS LE PORT DE SAINT-MATHIEU (1293).

(*Chronique de Rishanger.*)

Dans le même temps les marchands anglais; harcelés sur la mer par mille dangers, se plaignent au roi d'Angleterre de la perte de leurs marchandises. Celui-ci envoya le comte de Lincoln, Henry de Lacy, au roi de France pour le supplier de consentir à ce qu'il fût pourvu par les deux rois et leurs conseils, au moyen d'un remède convenable, à l'empêchement de ces désastres maritimes. Pendant que le comte attend la réponse, une flotte de deux cents vaisseaux normands et plus qui s'étaient rassemblés afin d'être en

•

force soit pour attaquer les Anglais, soit pour résister à leurs attaques, était partie pour la Gascogne, livrant au pillage ou mettant à mort tout ce qu'ils rencontraient de la partie adverse. Cette flotte revenait chargée de vin et enflée de gloriole comme si la liberté de la mer fût devenue sa propriété à elle seule, lorsqu'elle fut prise dans le port Saint-Mathieu de la petite Bretagne par soixante navires anglais, et amenée en Angleterre; les hommes qui la montaient avaient été ou noyés ou tués, à l'exception de ceux qui avaient pu à grand'peine se sauver en fuyant sur des barques. Les Français perdirent quinze mille hommes dans ce combat.

§ 5. — NÉGOCIATIONS ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE. —
ÉDOUARD 1^{er}, CITÉ AU PARLEMENT, NE COMPARAÎT PAS. —
EDMOND DE LANCASTRE DÉSESPÈRE DE LA PAIX (1294).

(Chronique de Rishanger.)

Le bruit de cet événement se répand en France, et remplit le roi et son conseil d'étonnement et d'indignation. Des ambassadeurs sont envoyés pour demander de la part du roi de France au roi d'Angleterre de restituer sans délai les navires et les marchandises enlevés par ses hommes et mis en sûreté dans son royaume, s'il voulait que ses affaires pour la terre de Gascogne fussent favorablement expédiées dans la cour du roi de France. Le roi d'Angleterre, ayant délibéré en son conseil sur ce message, envoya au roi de France et à son conseil Richard, évêque de Londres, accompagné d'autres prud'hommes pour porter la réponse dont voici le sens : La cour du roi d'Angleterre n'était subordonnée

à personne; que si quelqu'un se croyait lésé par des hommes de son royaume, il n'avait qu'à se présenter par-devant sa cour, à y dénoncer les injustices dont il était victime, et il y recevrait bonne et prompte justice. Pour qu'on pût le faire en toute sécurité, le



Sceau d'Édouard, roi d'Angleterre.
(Arch. nat. n° 10016.)

roi promettait un sauf-conduit pour aller et revenir à travers ses terres, à tous ceux qui voudraient se plaindre. Si cette proposition n'agréait pas au roi des Français, on pourrait choisir de part et d'autre des arbitres, qui estimeraient les pertes des deux parties et pourvoiraient à la satisfaction des plaignants. Le

roi d'Angleterre, pourvu d'un sauf-conduit, viendrait à un port quelconque et, d'accord avec lui, mettrait fin aux difficultés qui pourraient survenir; que si cette proposition n'agréait pas non plus au roi de France, l'affaire pourrait être déférée au souverain pontife, qui a pour mission de faire régner la paix entre les rois et les royaumes, ou, comme le saint-siège était alors vacant, aux cardinaux ou à quelques-uns d'entre eux, pour que, toute matière de litige et de discorde étant supprimée, la paix pût refleurir entre les rois et leurs peuples, comme c'était leur habitude.

Le conseil de France ne tint aucun compte de ces propositions et ne daigna rien répondre aux instances des ambassadeurs. Le roi des Français envoya enfin à la cité d'Agen, qui fait partie du duché d'Aquitaine, et y fit citer nominativement le roi d'Angleterre à comparaître à jour fixe à Paris pour y répondre des injustices et rébellions qui avaient eu lieu dans la terre de Gascogne. Le roi d'Angleterre n'ayant pas comparu ce jour, le roi des Français, siégeant en personne sur son tribunal, jugea la cause en prononçant le défaut contre Édouard I^{er}. Il ordonna au connétable de France ¹ d'occuper à main armée le duché d'Aquitaine au nom du roi de France. Peu auparavant, le roi d'Angleterre y avait envoyé Jean de Saint-Jean, chevalier expert aux armes; il pourvut toutes les villes et châteaux du duché d'armes, de vivres et d'hommes exercés à combattre.

Toutefois le roi d'Angleterre, désireux d'adoucir l'esprit du roi de France, ordonna à son frère Edmond, qui était alors en France, d'aller au conseil de France et d'essayer d'obtenir une forme de paix qui, tout en

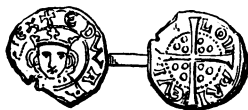
1. Le connétable Raoul de Nesle.

agréant au roi de France, ne fût pas trop déshonorante pour lui-même. Celui-ci, après des négociations nombreuses poursuivies en vain, reprit la route d'Angleterre désespérant profondément de la paix et de la concorde.

§ 6. — ÉDOUARD D'ANGLETERRE ABJURE L'HOMMAGE FAIT
AU ROI DE FRANCE (1294).

(*Chronique de Rishanger.*)

Le roi d'Angleterre convoqua à Londres un parlement auquel assistait le roi des Écossais, Jean, et, de



Monnaie d'Édouard I^{er}, roi d'Angleterre.

l'avis des prélats et barons qui décidèrent que la terre enlevée par la fraude devait être recouvrée par l'épée, le roi d'Angleterre envoya des ambassadeurs au roi de France : à savoir Hugues de Manchester, de l'ordre des Prêcheurs, et Guillaume de Ginesburn, de l'ordre des Mineurs, docteurs en théologie, pour mander au roi Philippe que, puisqu'il avait violé les traités conclus entre leurs pères et eux-mêmes, et de plus les conventions secrètes qui avaient été arrêtées par l'intermédiaire de son frère Edmond, il ne voyait pas pourquoi il considérait le roi d'Angleterre et duc d'Aquitaine comme son homme, et déclarait que quant à lui il ne se croyait plus tenu par son serment d'hommage.

§ 7. — PRÉPARATIFS DIPLOMATIQUES ET MILITAIRES
D'ÉDOUARD 1^{er} CONTRE LA FRANCE.

(Chronique de Rishanger.)

Le roi d'Angleterre envoya dans le même temps en Allemagne l'évêque Antoine pour s'allier avec Adolphe, roi des Romains ¹. Puis il ordonne de concentrer une armée, qu'il veut faire passer en Gascogne, à Portsmouth et lui donne comme chef Jean de Bretagne, son neveu, comte de Richemont, auquel il adjoint comme conseillers Jean de Saint-Jean et Robert Typetot, chevaliers prudents et experts dans les choses de la guerre. Pour garder la mer, il divise sa flotte en trois escadres sous le commandement de trois amiraux, savoir : Jean de Boteturte pour les vaisseaux de Gernemouth et de ces parties ; Guillaume de Leyborn pour les vaisseaux de Portsmouth ; pour ceux de l'Occident et de l'Irlande, un preux chevalier irlandais.

1. Édouard s'assura en outre l'appui : 1^o en France, du duc de Bretagne et du comte de Bar ; 2^o hors de France, des comtes de Hollande, de Gueldre, de Brabant, de l'évêque de Cologne, des comtes de Juliers et de Savoie.

§ 8. — MÉMOIRE DE L'AMIRAL BENOIT ZACHARIE ¹ A PHILIPPE LE BEL SUR LES MOYENS D'ÉQUIPER UNE FLOTTE ET DE SE PROCURER UNE ARMÉE NAVALE POUR FAIRE UNE DESCENTE EN ANGLETERRE (1295) ².

(*Notices des manuscrits publiées par l'Académie des Inscriptions*, t. XX, p. 112.)

Je, Benoît Zacharie, amiral général du très excellentissime roi de France, et mes conseillers, qui entendons à conseiller ledit roi de son honneur et de sa hauteesse, et proprement comment avis nous est pour le mieux qu'il doit commander à faire la guerre de mer, pour le plus grand honneur et salut de son royaume, et au plus grand dommage de ses ennemis, nous prions le Dieu tout-puissant qu'il nous prête grâce de conseiller à son plaisir ledit roi, de façon que Sainte Église et la hauteesse de sa couronne en soient perpétuellement exhaussées.

Nous entendons à conseiller plusieurs principales choses desquelles descendent toutes celles que nous avons à dire.

En premier, nous disons que la meilleure manière de guerroyer à laquelle nous sachions pourvoir en notre avis, selon l'état dudit notre seigneur roi, et

1. Benoît Zacharie ne resta pas longtemps au service de Philippe le Bel. Il était Génois de naissance et fut mis en 1301, par ses compatriotes, à la tête d'une expédition contre les Sarrasins, et en 1304 il enleva aux Grecs l'île de Chios, qu'il s'appropriâ.

2. Ce curieux document est conservé aux *Archives nationales* (J. 456, n° 36^b). C'est un rouleau en parchemin d'une petite cursive très nette.

plus pour la présente condition des ennemis à guerroyer, non pas seulement par force, mais par force et bonne pourvoyance, est que nous armions certaine quantité d'ussiers¹, de galères, qui porteraient certaine somme de chevaliers et de chevaux, et d'hommes à pied arbalétriers, et à lances et à dards.

Ces galères et ussiers useront la guerre en cette guise, car elles cingleront sur les ennemis à l'aide de Dieu.

Les chevaliers et les gens d'armes descendront à terre, là où ils penseraient le plus possible endommager les ennemis; ils entreraient au pays tant avant qu'ils le jugeraient convenable pour leur salut, gâtant et désolant, et mettant le pays à feu et à flamme, détruisant les bestiaux, les bourgs et les villes qu'ils pourraient prendre.

Et il faudrait que la ville fût bien forte, pour que dépourvue elle pût se défendre contre tant d'hommes batailleurs et pourvus.

Et quand ils auraient cette contrée en leur pouvoir détruite et désolée, quand les ennemis se seraient ramassés pour venir sur eux, ils se retireraient en leurs ussiers sans prendre bataille, partiraient et cingleraient vers une autre contrée bien loin, et ce feraient là la même chose; et en cette guise useraient leur guerre, une heure en une contrée, et autre en une autre. — Et s'il arrivait qu'ils prissent aucune ville en côte mer dont ils pussent rencontrer aisément en leurs ussiers, ils feraient semblant de faire clôtures pour défendre la ville, et quand ceux du pays le sauraient et qu'ils viendraient pour la ville recouvrer, ils bouteraient le feu à la ville et se remettraient en leurs ussiers.

1. Vaisseaux de transport.

Nous entendons à armer vingt ussiers et quatre galères et vingt-trois bateaux, dont nous trouvons que nous avons treize audit roi; les sept sont à Rouen, les cinq à la Rochelle et à la Réole, et le treizième est à Calais. Nous en avons qui sont notés. Il y a à la Rochelle un grand ussier de marchand qu'on pourrait avoir pour un marché convenable. Nous pouvons hausser et élargir quatre des plus grands dudit roi, et les ouvrir par derrière, en guise d'ussiers. Ainsi nous aurons vingt ussiers. En ces vingt ussiers nous entendons porter aisément comme il en est besoin vingt chevaliers et vingt chevaux par chacun : ce seraient quatre cents chevaliers et quatre cents chevaux. Les chevaliers auraient quatre cents hommes d'armes à pied, au plus, pour eux servir et leurs chevaux. Ainsi auraient cesdits ussiers, galères et bateaux quatre mille et huit cents mariniers d'armes à pied et ainsi feraient-ils cinq mille et deux cents hommes à pied.

Celui qui devra être conducteur des chevaliers devra être homme qui porte grand amour et grande foi audit roi, et qu'il soit de haute affaire, et qu'il ait en cette guerre bonne volonté, et qu'il puisse et veuille endurer peine et travail.

Suit le détail des sommes auxquelles l'amiral estime que se monteront les frais de l'armement, qui doit, suivant lui, durer quatre mois. Pour les gages des mariniers, 9600 livres tournois par mois; 38 400 livres tournois pour 4 mois.

Pour les vivres, pain, fèves, pois, 15 sous tournois par homme pour un mois.

Monte la somme pour un mois à 2300 livres tournois; pour 4 mois à 14 600 livres tournois. — Pour les armures, 3000 livres tournois.

Les appareils et les choses besoignables aux usiers et galères comme sont arbres, anthènes, gouvernaux, voiles, coules, et grande somme d'autres menues choses, charpenterie, calfateries, et autres dépenses à ce besoignables; de ce ferons-nous compte qu'ils pourront coûter environ cinq mille livres tournois. Somme toute 63 000 et 500 livres tournois.

Nous ferons tout notre pouvoir d'accomplir avec l'aide de Dieu ce qui de ces choses nous appartient. Mais pour ce que ces choses conviennent à commencer et à finir pour argent, si fait savoir que nous entendons que l'argent nécessaire à cette besogne ne doit targer¹ à avoir entre le temps dessus nommé; et s'il targeait plus que nécessité, il conviendrait que ladite armée targeât aussi².

Il ressort de ce document, comme l'a remarqué très justement Boutaric (Musée des Archives nationales, p. 161), « que dès le XIII^e siècle les rois de France eurent une marine militaire permanente. On trouve dans ce mémoire des notions précises sur la manière dont on équipait une flotte, sur la tactique, sur la solde des matelots et des troupes embarquées, sur les appro-

1. Tarder.

2. Benoît Zacharie invitait Philippe le Bel à mettre un grand personnage, un chevalier renommé, à la tête de l'expédition contre l'Angleterre. Le roi suivit ce conseil; seulement au lieu de nommer un commandant en chef, il en nomma deux, Jean d'Harcourt et Mathieu de Montmorency. — Voyez Lettres patentes donnant cette commission, *Notices des manuscrits*, t. XX, p. 119. Cette expédition si bien combinée eut le sort de toutes celles qui, depuis Guillaume le Conquérant, furent dirigées contre la Grande-Bretagne.

visionnements, etc. Rien de vague, pas d'à peu près. Benoît Zacharie dresse un devis des dépenses, il prévoit tout; son mémoire est un traité très complet où il passe en revue toutes les branches du service maritime. »

§ 9. — MÉMOIRE ANONYME SUR LA GUERRE CONTRE L'ANGLETERRE, LES MESURES MILITAIRES QUI FURENT PRISES, LES NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES DE PHILIPPE LE BEL POUR SE FAIRE DES ALLIÉS ET SUR LES RESSOURCES FINANCIÈRES QUE L'ON SE PROCURA POUR FAIRE FACE AUX DÉPENSES DE CETTE GUERRE.

(Notices des manuscrits, t. XX, p. 123.)

L'an 1293, commença le discord entre notre seigneur le roi de France et le roi d'Angleterre, et environ la Toussaint de cette année allèrent le connétable et monseigneur Simon de Melun, maréchal de France, et monseigneur Jean de Brulas, maître des arbalétriers, garnir les frontières de gens d'armes.

En ce même temps envoya le roi ses messages à Gênes, le visiteur du Temple, et maître Clément de Sain, et autres, pour traiter du fait de la mer, et firent venir monseigneur Henry Marquis, monseigneur Guet, et monseigneur Aubertin Espinole, monseigneur Lanfranc Tartar, et monseigneur Nicole de Paraz et plusieurs autres suffisants hommes de Gênes, lesquels firent venir plusieurs charpentiers et maîtres pour faire les galères qui se firent en Normandie, et on en eut vingt de toutes faites du roi de Sicile.

L'an 94, alla le premier ost en Gascogne, c'est à savoir les dessus dits connétable et maréchal, et autres barons de par deçà et delà la langue d'Oc.

L'an 95, alla le second et grand ost en Gascogne,

c'est à savoir monseigneur Charles, le connétable, le comte de la Marche, et plusieurs autres barons par deçà et tous les barons de langue d'Oc.

Et parce que le roi d'Angleterre avait armé grande quantité de nefes et faisait semblant de passer par deçà avant que les galères et les nefes du roi fussent apprêtées, et faisait alliance par deçà, notre seigneur le roi faisait garder la marine tout du long à grande quantité de gens d'armes, desquels étaient les chefs : le comte d'Artois vers Boulogne et à Calais, le comte d'Albemarle vers Abbeville, le sire d'Harcourt et monseigneur Jean de Rouvray en Normandie, monseigneur Fouque du Mel et monseigneur Hugues de Thouars vers la Rochelle. Et le susdit connétable d'Albemarle et le sire de Montmorency étaient maîtres ordonneurs de faire armer toutes les nefes en Flandres et les nefes et galères en Normandie et faisaient payer les gens d'armes pour toute cette grande armée de cette année qui coûta avec le coût des galères et la garde de la marine plus de 6000 livres tournois.

La terre devers Champagne gardait le sire de Châtillon et grande quantité de gens d'armes.

En cette même année de l'an 95, le roi d'Angleterre, par force de grande quantité de sterlings qu'il envoya par deçà la mer, si comme l'on disait, fit alliance avec tous les princes qu'il put trouver qui y voulussent entendre, tout autour du royaume, lesquels devaient tous en un jour assaillir le royaume de toute part, et lui devait ce jour passer par deçà sur le royaume devers la mer.

Les dessus dits alliés furent le roi d'Allemagne et son frère, et plusieurs barons autour de lui de cette Allemagne, le duc de Brabant, à qui il donna sa fille

pour son fils, le comte de Juliers, le comte de Bar, qui eut aussi sa fille, le comte de Savoie, son cousin, le comte de Ferrette, monseigneur Jean de Châlons, et plusieurs autres devers l'Empire. Et traitait de l'autre partie, au roi d'Espagne, et au roi d'Aragon et autres par delà.

Notre seigneur le roi et son conseil, qui tantôt sut lesdites alliances, se prépara de son côté pour fortifier à l'entour son royaume, et s'allia par certaines convenances à tous les autres princes et barons qui ne voulaient être de l'accord des Anglais, et leur prêta à chacun certaine somme de deniers pour retenir gens d'armes, pour être tout garnis et prêts pour contraster aux alliés, quand métier¹ serait; lesquels furent devers l'Empire monseigneur Robert, dauphin de Vienne, et monseigneur Jean, son fils, l'évêque de Valence, le comte Othon de Bourgogne, et monseigneur Hugues, son frère, monseigneur Philippe de Vienne et autres Bourguignons. Et lors se promit la demoiselle de Bourgogne², fille dudit comte pour monseigneur Louis, fils du roi, et elle vint et la comtesse sa mère en cour de France par devers la reine, et l'alla querir monseigneur Jacques de Saint-Pol, son oncle, en juin l'an 95.

Item, monseigneur Thibaud de Lorraine, le comte de Luxembourg, l'évêque de Cambrai, monseigneur Godefroy de Brabant, frère du duc, et monseigneur Jean son fils, le comte de Hainaut, le comte de Hollande.

1. Besoin.

2. C'est cette malheureuse qui se rendit coupable d'adultère et qui, après avoir été rudement châtiée par Philippe le Bel, fut étranglée par ordre de son mari, Louis, quand il fut devenu roi.

Item, aux Écossais et à monseigneur Jean de Bailleul, qui se disait roi d'Écosse, et au roi de Norvège, on envoya message, et il renvoya le sien par deçà; et firent certaines convenances, et eurent une certaine somme de deniers pour commencement.

Et de l'autre partie du royaume on se garnit par devers Navarre de gens d'armes, et on y envoya grande somme de deniers à don Fortun et aux autres barons pour retenir gens d'armes, si métier fut.

Item, on fit certaine convenance au roi de Majorque, et on eut une grande somme de deniers pour se garnir de gens d'armes par devers le comté de Roussillon.

Et encore notre seigneur le roi et son conseil pourchassa de déprécier et mettre à néant toutes les alliances que le roi d'Angleterre avait faites et pourchassait de faire, car sitôt qu'il le sut, il envoya l'archidiacre de Brabant et monseigneur Hugues de Bouville et autres messages par plusieurs fois au roi d'Espagne, et fit tant qu'il ne s'allia aux Anglais; et au roi d'Aragon aussi, par le pourchas et l'aide du roi de Majorque, son oncle.

Quand le roi d'Angleterre vit que ses alliés lui faillaient, tous les plus gros, il n'osa passer, et attendit jusques à quand qu'il ait que notre seigneur le roi eut tout désarmé la mer, et alors, c'est à savoir l'an 96, se pourvut-il et pourchassa de nouvelles alliances, et de corrompre par force de deniers et par mariages ceux du royaume. — Le comte de Flandre s'y accorda; et il promit au roi d'Angleterre de prendre sa fille pour monseigneur Édouard, son fils, et de venir en propre personne en Flandre grand effort de navires et de gens d'armes. Mais parce que la demoiselle était en la cour de France avec la reine, ils ne purent l'avoir, ni parfaire le mariage.

§ 10. — CONCLUSION ET RUPTURE D'UNE CONVENTION DE PAIX
DRESSÉE SOUS LA MÉDIATION DES REINES DE FRANCE.

(*Chronique de Rishanger.*)

L'an 1295, Edmond, frère du roi d'Angleterre, ayant traversé la mer, obtient des reines de France, Jeanne, la reine épouse, et Marie sa belle-mère, que l'on reprenne les négociations. Grâce à leur médiation un accord a lieu dans la forme suivante : Un certain nombre de châteaux, entre autres Saintes, Pomerel et Montflanquin, seraient remis à la discrétion du roi de France, à l'honneur de qui il avait été manqué en plusieurs circonstances. Dans toutes les cités et châteaux du duché serait placé un sergent au nom du roi de France. Des otages seraient donnés au roi Philippe. Le roi d'Angleterre viendrait à Amiens pour y avoir une entrevue avec le roi de France et établir paix et amitié définitive. En attendant, la citation qui appelait le roi d'Angleterre devant le parlement de Paris serait révoquée ¹.

La guerre avec l'Angleterre fut interrompue, à diverses reprises par une série de trêves conclues avec ou sans la médiation du souverain pontife, et par des conventions matrimoniales qui aboutirent en 1296 au

1. En effet le connétable Raoul de Nesle occupa les villes au nom de Philippe, et la citation au parlement fut retirée. Mais de nouvelles difficultés se produisirent; Philippe le Bel refusa la ratification du traité et n'envoya pas au roi d'Angleterre le sauf-conduit pour venir à Amiens. Philippe fit citer de nouveau le roi d'Angleterre, et le parlement prononça la saisie du duché.

mariage du roi d'Angleterre avec la sœur de Philippe le Bel et aux fiançailles d'Édouard, prince héritier d'Angleterre, avec Isabelle, fille du roi de France (1298-1299). En somme la politique royale n'atteignit pas de ce côté le but qu'elle s'était proposé. Les habitants de Bordeaux chassèrent leur garnison française. Philippe, au fort de sa guerre avec la Flandre et de sa lutte contre Boniface VIII, se résigna le 20 mai 1303 à signer le traité définitif par lequel il abandonnait la Guyenne tout entière à Édouard I^{er}.

§ 41. — ANALYSE DU TRAITÉ DE PAIX CONCLU LE 20 MAI 1303
ENTRE PHILIPPE LE BEL ET ÉDOUARD I^{er},

(Archives municipales de Bordeaux,
Livre des Bouillons, p. 15.)

Les mandataires d'Édouard I^{er} annoncent qu'une paix définitive et perpétuelle a été conclue entre les rois de France et d'Angleterre.

Le roi de France s'engage à restituer au roi d'Angleterre tous les biens et droits qu'il possède dans le duché d'Aquitaine, en tant que ces biens et droits eussent appartenu au roi d'Angleterre, si le duché était resté entre ses mains.

Le roi d'Angleterre, en qualité de duc d'Aquitaine et pair de France, relève de Philippe IV qui lui donnera des lettres d'investiture.

Dans la quinzaine de Pentecôte, le roi de France chargera quatre ou cinq de ses seigneurs de remettre Édouard I^{er} en possession du duché qui lui est rétrocédé. Si quelques privilégiés se refusent à revenir sous la domination du roi d'Angleterre, celui-ci recevra des biens d'une valeur plus grande que ceux

qui ne lui auront pas été délivrés, il les gardera tant que Philippe IV ou ses successeurs n'auront pas fait reconnaître sa souveraineté par les privilèges qui la repousseront.

Le roi de France fera rendre à qui de droit les biens qu'il a aliénés au préjudice, soit des partisans du roi d'Angleterre, soit du domaine du duché d'Aquitaine.

Les commissaires de Philippe IV demeureront en Aquitaine tant qu'ils n'auront pas délivré aux commissaires d'Édouard I^{er} tout ce qui est rétrocedé à celui-ci.

Les commissaires des deux souverains jureront d'exécuter leur mandat légalement et loyalement.

Lorsqu'il sera exécuté, les rois de France et d'Angleterre iront à Amiens, le jour de la Nativité de Notre-Dame, et confirmeront le présent traité. En outre, Édouard I^{er} fera hommage à Philippe IV, en tant que duc d'Aquitaine et roi de France. Il ne pourra s'abstenir de venir à Amiens, sauf le cas de force majeure. S'il ne peut pas le faire, son fils aîné, Édouard, le fera en son lieu et place. Mais lui-même sera tenu de venir en personne rendre hommage à Philippe IV dès qu'il le pourra.

Les prisonniers et les otages seront libres.

Les lettres par lesquelles le roi d'Angleterre avait cédé au roi de France le duché d'Aquitaine sont annulées.

Les deux souverains se restitueront réciproquement les lieux qu'ils ont occupés pendant la guerre, et recevront en grâce ceux de leurs sujets qui ont adhéré à la partie adverse.

Le roi de France garde, dans le duché d'Aquitaine, les acquisitions qu'il y a faites tant que ce duché a été entre ses mains.

Les anciens traités de paix entre la France et l'Angleterre sont confirmés.

Les commissaires des deux souverains pourront, s'il y a lieu, proroger l'entrevue de leurs maîtres.

II

SUITE DES GUERRES ENTREPRISES POUR DONNER
A LA FRANCE SES FRONTIÈRES NATURELLES. —
TENTATIVES POUR INCORPORER AU ROYAUME LE
GRAND FIEF FLAMAND. — BATAILLES DE COURTRAY
ET DE MONS-EN-PUELLE. — TRAITÉ D'ATHIES.

(1294-1314)

§ 1. — PREMIERS DÉMÊLÉS ENTRE LE ROI PHILIPPE LE BEL ET LE
COMTE DE FLANDRE, GUY DE DAMPIERRE, A PROPOS DE SON
ALLIANCE AVEC LE ROI D'ANGLETERRE. — CAPTIVITÉ DU COMTE
DE FLANDRE ET DE SA FILLE (1294).

(*Chroniques de Flandre*,
dans les *Historiens de France*, t. XXII, p. 372.)

Le roi Édouard s'avisa de faire ainsi pour grever le
roi Philippe le Bel. Il mande au comte de Flandre
qu'il allât parler à lui; et il fit ainsi et mena avec
lui ses quatre fils, Robert de Béthune, Philippe de
Thielte, Guillaume de Courtray, et l'autre Guillaume
de Crèveœur et plenté de ses bonnes gens. Le
comte Guy de Dampierre ¹ salua le roi Édouard e
lui dit :

1. Guy de Dampierre, fils de Guillaume de Dampierre
et de Marguerite de Flandre, avait succédé à sa mère en
1280 dans le comté de Flandre.

« Sire, je suis ici venu à votre commandement.

— Votre merci, dit Édouard, et je vous dirai ce que je vous veux.

— Or dites, dit Guy, et je vous écouterai moult volontiers. »

Et le roi commence sa raison en cette manière :

« Vous avez une fille; donnez-la-moi. Elle sera reine d'Angleterre.

— Non ferai, dit le comte Guy de Dampierre, car vous êtes trop vieux; mais, si il vous plait, je la donnerai à votre fils.

— Il me plait bien, dit le roi, mais ce sera pour telle condition que vous m'aiderez à maintenir toutes mes guerres contre le roi français et contre tous ses prochains.

— Et je vous l'accorde, dit le comte de Flandre, et vous le jure sur ma loyauté. »

Le comte de Flandre s'en revint en ses pays pour faire ses pourvoyances, et le roi Philippe était à Paris qui avait ouï nouvelles de l'état du roi d'Angleterre; et le roi Philippe savait bien nouvelles du mariage et de l'alliance que le roi Édouard et le comte Guy de Dampierre avaient faits.

Il manda ses barons partout, et ils y vinrent. Je vous dirai qui ils furent. Ils étaient : Louis d'Évreux et Charles de Valois, le bon Robert d'Artois, Guy de Saint-Pol, et Jacques, son frère; Renault de Boulogne, le comte Jean de Ponthieu et celui de Guines, ceux de Dammartin et Louis de Blois, le dauphin de Vienne, le dauphin d'Auvergne, le comte de Savoie, le comte de Hainaut qui trop haïssait le comte de Flandre; et aussi y vint le duc de Bretagne, le comte de Montfort, le comte de Brion, le duc de Bourgogne, le comte d'Auxerre, et comte de Sancerre, et autres

comtes que je ne sais nommer. Et se plaignit Philippe le Beau, à ceux que j'ai ici nommés, du mariage qui avait été du fils du roi Édouard d'Angleterre et de la fille de Guy de Dampierre, comte de Flandre, et



Sceau de Guy de Dampierre.

(Arch. nat. n° 629.)

les paroles qui avaient été dites pour faire le mariage.

Pendant que les barons furent mandés, le roi de France fit dire au comte de Flandre par Simon de Montfort et par Enguerrand de Marigny que moult se tiendrait le roi de France mal payé s'il envoyait sa fille outre-mer, sans prendre congé de lui. — Tantôt fut conseillé qu'il allât vers le roi de France, et

menât sa fille avec lui; lequel il fit, ce dont il fit que fol.

Quand le comte de Flandre vint à Paris, il alla saluer le roi et lui dit :

« Sire, j'ai ici amené ma fille; voyez-la ici, en côté, de moi.

— Demoiselle, dit le roi Philippe, vous êtes très bien venue. » Et puis dit au comte Guy de Flandre :

« Guy de Dampierre, vous avez marié votre fille et avez fait alliance, à notre grand préjudice; car vous avez fait serment au roi anglais que en tout cas vous l'aideriez contre moi. Vraiment ce mariage ne me plaît mie, car vous savez bien qu'il m'a mandé qu'il voudra guerroyer contre moi, ou je lui rendrai Gascogne que mes ancêtres conquièrent, et vous savez bien que je ne lui rendrai mie. Donc convient-il que la guerre y soit, et pour ces choses-ci la demoiselle demeurera par devers nous, et la donnerai à Louis ou à Charles, mon frère, ou à Philippe, mon fils, lequel qui même lui plaira.

— Sire, dit la demoiselle, je suis bien destinée à Édouard. Je lui ai donné mon amour, jamais pour nul Français ne le lui reprendrai. »

Et le comte de Flandre dit au roi Philippe le Bel :

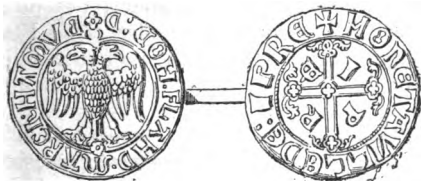
« Sire, vous me mandâtes, et je suis venu à votre mandement. Je vous prie que vous me délivriez ma fille, et puis je l'irai bailler au jeune Édouard à qui je l'ai donnée. »

Tantôt le roi répondit. « En nom Dieu, sire comte, ainsi n'ira mie. Vous avez fait alliance avec mon ennemi, sans mon sçu, pourquoi vous et elle demeurerez devers moi. »

Tantôt fit le roi mener le comte au Louvre, et le tint en prison, et sa fille avec lui. Quand le roi d'An-

gleterre sut qu'ainsi était allé de la femme de son fils, moult en fut iré, et fit mander toute sa navie, et commanda qu'ils fissent tout le pis qu'ils pourraient sur le royaume de France, et envoya en Gascogne à sire Jean d'Albret et au seigneur de Saint-Jean qu'ils fissent le pis qu'ils pussent sur le royaume de France.

Le comte Guy qui était en prison fit tant traiter par devers le roi de France que sa délivrance fut octroyée par condition, que si jamais il s'élevait contre la cou-



Monnaie de Guy de Dampierre, comte de Flandre.

ronne de France, lui et tous ses enfants et tous ceux qui l'aideraient fussent excommuniés du pape et de son autorité. Et sur ce il alla en Flandre; mais sa fille qui était demeurée en prison, quand elle vit qu'elle avait si grand honneur perdu que d'être reine d'Angleterre, en prit si grande maladie au cœur qu'elle en mourut. Quand le roi sut que la demoiselle de Flandre était morte en prison, il fit appareiller le corps noblement, et fut enterrée aux Cordeliers à Paris.

§ 2. — INTERVENTION DÉRISOIRE DU ROI D'ANGLETERRE
EN FLANDRE (1297).

(*Mémoire anonyme déjà cité.*)

Et le roi d'Angleterre vint en Flandre à grand gens d'armes, comme il l'avait promis en juin l'an 97. Et

alors alla monseigneur le roi sur les Flamands, au premier ost de Lille; et le roi d'Angleterre, qui cuida faire merveille, ne put, Dieu merci, rien forfaire ni dommager le royaume; il ne fit fors que son dommage et celui de sa gent, car ses Anglais eurent à Bruges grande rixe avec les Flamands et s'en partirent et vinrent à Gand; et là l'émeut-ils plus grand et se combattirent et en furent morts en grande partie.

Et s'en partit le roi avec tout son demeurant d'Anglais, et s'en retourna en Angleterre, et puis fit sa paix, et laissa le comte de Flandre et les Flamands en la guerre. Si y doivent les autres prendre exemple.

En 1296, le comte de Flandre s'empare de la ville de Valenciennes qui avait ouvert ses portes à Philippe le Bel. Celui-ci, au mois de juin 1297, met sur pied 60 000 hommes divisés en deux corps d'armée. L'un, sous les ordres de Robert d'Artois, frère du roi, se jette sur la Flandre; l'autre, dirigé par Philippe le Bel en personne, prend Lille, entre à Bruges, et force le comte de Flandre à signer une trêve.

Deux ans plus tard, délivré de toute inquiétude du côté de l'Angleterre, Philippe le Bel envoie en Flandre une nouvelle armée sous les ordres de Charles de Valois. Les Français s'emparent de Douai, Gand et Béthune. Guy de Dampierre se rend à Charles de Valois et vient trouver le roi à Paris. Mais Philippe désavoue la capitulation et emprisonne de nouveau le comte de Flandre et ses fils. Toute la Flandre tombe dès ce moment au pouvoir des Français. En 1301, Philippe venait avec la reine visiter sa nouvelle possession.

La mauvaise administration du gouverneur, Jacques de Châtillon, ne tarda pas à amener un soulèvement gé-



Jeanne de Navarre, femme de Philippe le Bel.
(Gaignières, t. II, f. 45.)

néral de toutes les villes flamandes. En avril 1302, la garnison française de Bruges fut massacrée. C'est alors que Philippe envoya contre les Flamands la brillante armée de chevaliers qui subit le grand désastre de Courtray.

§ 3. — BATAILLE DE COURTRAY (11 juillet 1302).

(*Chroniques de Flandre*,
dans les *Historiens de France*, t. XXII, p. 378-379.)

Robert, le comte d'Artois, partit de Lille et tout son ost et s'en alla loger à deux lieues de Courtray, et là demeura deux jours. Puis envoya les maréchaux de France courre devant Courtray, pour prendre place ; et puis vint le comte d'Artois devant la ville de Courtray, où étaient déjà les Flamands issus à bataille rangés. Mais le comte d'Artois n'avait mie conseil de combattre, à ce jour, ainsi fit loger ses gens. Et tantôt que les Flamands virent qu'ils se logeaient, ils se retirèrent outre la Lys, et cuidèrent les Français qu'ils s'enfuissent, et lendemain à l'aube du jour, furent les maréchaux armés pour aller voir leur couvine¹ ; mais ils trouvèrent les ennemis qui étaient logés sur un fossé hors de la ville. Quand les maréchaux les virent là logés, ils mandèrent au comte d'Artois qui jà était à sa messe que les ennemis étaient ainsi logés. Il manda son conseil, où il y eut plusieurs qui déconseillèrent la bataille ; mais la plus grande partie s'y accorda. Tantôt fit le comte sonner sa trompette, et issit hors, monté sus un haut destrier, armé en ses pleines armes ; et là put-on voir toute la fleur de

1. L'exécution de leurs commandements.

France. Quand le comte fut venu aux champs à toutes ses batailles, il vit ses ennemis rangés. Moult lui crut le cœur, et là vinrent les hauts hommes. Ils lui dirent : « Sire, qu'attendez-vous ? Nos gens de pied s'avanceront, si bien qu'ils auront la victoire ; et nous n'aurons point d'honneur. » Quand le comte les entendit, il fit passer ses bannières ; et, lorsqu'elles furent passées, les Flamands se fêrèrent tous à la fois sur eux, et ceux qui premiers poingnaient chéirent tous en ce fossé, l'un sur l'autre, à si grand randon, que tout y fut mort et éteint.

Quand les Flamands les virent ainsi trébucher, ils coururent à eux, à haches, à massues et à épées et mirent tout à mort. Là put-on voir toute la noblesse du monde, gisant à terre, et ces grands destriers les pieds en contremont et les chevaliers dessous. — Le comte d'Artois, qui était assemblé sur les macelliers de Bruges, fut renversé sur la croupe de son cheval, et on le fêrit de sa masse au travers du visage. Et, ainsi que le bon comte cria : « Prends, prends le comte d'Artois », un saillit avant, si lui abattit le bras tout juste ; et puis le fêrèrent de glaives parmi le corps et le tuèrent. Là put-on voir maint gentil-homme gésir mort. Messire Jean de Renesse, qui était avec les Flamands, avait amené avec lui deux cents Hollandais. Quand messire Louis de Clermont et le comte de Boulogne virent la déconfiture, ils s'en allèrent.

Or nous dirons les noms des hauts hommes qui là moururent. Premiers le noble comte d'Artois, le comte d'Eu, le comte d'Albemarle, messire Godefroy, frère du duc de Brabant, messire Jean, le fils aîné du comte de Hainaut, messire Jean de Vierzon, messire Jacques de Saint-Pol, messire Raoul de Nesle, messire

Guy, ses frères, messire Simon de Melun, maréchal de France, et tant d'autres hauts hommes, jusques à cinquante-deux bannières. Et advint cette douloureuse bataille à Courtray, par un mercredi, le jour de la translation saint Benoit, au mois de juillet, an 1302.

Après cela les Flamands rentrèrent en la ville de Courtray, à grande conquête de belles armures, et prirent toutes les bannières qu'ils trouvèrent ennuy le camp pour esbahir ceux qui étaient au castel.

Le lendemain matin vint un cordelier de Saint-Omer, qui était du couvent d'Oudenarde, à Jean de Namur, et le pria que pour Dieu il voulût souffrir que le comte d'Artois eût sépulture. Le comte demanda au frère qui il était. Il lui répondit qu'il était de la terre d'Artois. Adonc, lui dit le comte de Namur, que moult lui pesait de la mort du comte d'Artois, et que cette chose ne tenait rien à lui, mais tenait à Guillaume de Juliers et à un tisserand de Bruges, qu'on appelait Pierre le Roy, qui à ce jour avait été fait nouvel chevalier. Quand le frère l'entendit, il se retira vers Guillaume de Juliers et lui fit sa requête. Tantôt Guillaume de Juliers lui répondit : « Beau frère, que me requerrez-vous ? Telle courtoisie qu'il fit à mon frère, lui ferai-je. »

Pendant qu'il parlait, entra le comte de Namur, et sire Guy ses frères, et tant traitèrent devers Guillaume de Juliers, qu'il accorda au cordelier de prendre le corps du comte d'Artois et deux autres, lesquels qu'il voudrait choisir. Quand le prud'homme eut cela impétré, il mena un char et deux chambellans du comte avec lui, et tant echerchèrent entre les morts, qu'ils trouvèrent le corps du comte qui avait le bras coupé. Tantôt les chambellans se laissèrent choir sur lui en pleurant, et puis le mirent sur le char et les corps du

comte d'Eu et du comte d'Albemarle, sans plus; et puis les menèrent en une abbaye, près de Courtray, qu'on appelle : Groeninghes; et là on les mit en trois auges, et furent ensevelis en cette abbaye devant l'autel, l'an de grâce 1302.

§ 4. — AUTRE RÉCIT DE LA BATAILLE DE COURTRAY.

(*Chronique de Saint-Denis*,
dans les *Historiens de France*, t. XX, p. 670.)

Un mercredi, septième jour du mois de juillet, de l'accord de l'une partie et de l'autre, on dut venir à la bataille. Ceux de Bruges, si comme l'on dit, cuidant mourir pour la justice, libéralité et franchise du pays, premièrement confessèrent leurs péchés humblement, et dévotement le corps de Notre-Seigneur reçurent, portant avec eux quelques reliques de saints, et à glaives, à lances, épées bonnes, haches et goudendoirs, serrément et épaissement ordonnés, vinrent au champ à pied.

Adonc les chevaliers français, qui trop en leurs forces se fiaient, voyant contre eux iceux Flamands du tout en tout venir, les eurent en dépit comme foulons, tisserands, et hommes ouvrans d'aucuns autres métiers. Et lors les devant dits français chevaliers contre daignants firent retraire leurs gens de pied qui devant eux étaient et allaient, et qui vigoureusement les assaillaient et moult bien se contaient, et es Flamands pompeusement et sans ordre s'en battirent.

Lesquels chevaliers, gentils Français, fortement empoignant et déboutant à lances aiguës ceux de Bruges, jetèrent et abattirent en terre du tout et tout

ceux qui à cette empointe furent à l'encontre. Desquels voyant la ruine tant soudaine, le noble comte d'Artois qui oncques n'avait accoutumé à fuir, avec la compagnie des nobles forts et vigoureux, ainsi qu'un lion rugissant et enragé, se plongeait ès Flamands. Mais pour la multitude des lances que les Flamands épaissément et serrément tenaient, ne les put le gentil comte Robert transforer ni transpercer, et lors certes ceux de Bruges ainsi comme s'ils étaient convertis et changés en tigres, n'épargnèrent nulle âme, mais aux lances aiguës et bien acérées que l'on appelle boute-haches et goudendoirs, faisaient trébucher des chevaux les chevaliers, et ainsi comme ils chéaient comme brebis, les accraventaient sur la terre. Adonc le bon comte Robert d'Artois, vaillant et renforcé de toutes gens, quoiqu'il fût navré de moult de plaies, toutefois se combattit-il fortement et vigoureusement, mieux voulant, mieux aimant gésir mort avec les nobles hommes qu'il voyait mourir devant lui, que de se rendre vif à ce vil et vilain peuple. Et lors quand les autres compagnies qui étaient en l'ost des Français, tant à cheval comme à pied, virent ce, à part 2000 hauberts avec le comte de Saint-Pol et le comte de Boulogne et Louis fils de Robert de Clermont, prirent la fuite très laide et très honteuse, laissant le comte d'Artois avec les autres honorables et nobles batailleurs. Dieu quel dommage et quelle douleur ! ès mains des vilains être détrenchés morts et accraventés. Desquels les Flamands, voyant la fuite non espérée, venant aux tentes des fuyants, ravirent et prirent tout. Et certes illec y avait grande copie d'armes et grand appareil batailleur, par lesquels les Flamands enrichis, ainsi que des corps occis, quand ils les eurent tous dénués

de leurs armes et de leurs vêtements, et la bataille du tout en tout vaincue, à grande joie à Bruges s'en revinrent.

Le désastre de Courtray, n'abattit pas le courage de Philippe le Bel. Une nouvelle armée française fut réunie à Arras (1302) et confiée de nouveau à Charles de Valois. Mais elle fut obligée de battre en retraite sans avoir rien fait, les villes flamandes ayant réussi à faire entrer dans leur ligue les importantes cités de Lille, de Douai et de Béthune.

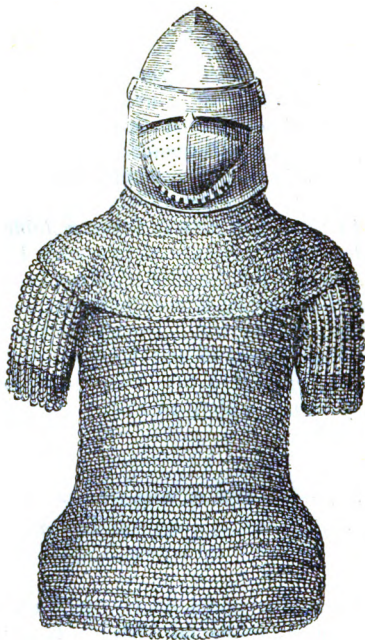
L'année 1303 se passa sans incidents notables du côté de la Flandre, vu la nécessité où se trouva Philippe le Bel de faire face à Boniface VIII et à l'Angleterre. Mais, après la mort du pape, le roi de France, désireux de venger la honte de Courtray, convoqua une armée considérable à Arras. En 1304, tandis que sa flotte détruisait la flotte flamande à Zierikzée, lui-même battait l'infanterie flamande à Mons-en-Puelle (10 août).

§ 5. — BATAILLE DE MONS-EN-PUELLE.

*(Chronique anonyme des rois de France,
dans les Historiens de France, t. XXII, p. 18.)*

Environ trois ans après, le roi de France, ayant refait son armée, entra en Flandre, et un violent combat eut lieu entre les deux armées. Presque tous les siens ayant pris la fuite, le roi se vit abandonné et n'avait plus autour de lui que dix soldats. Il fondit alors sur les ennemis, les frappant avec une telle raideur, que, toutes ses armes offensives ayant été ou brisées ou perdues, il ne lui restait plus de quoi

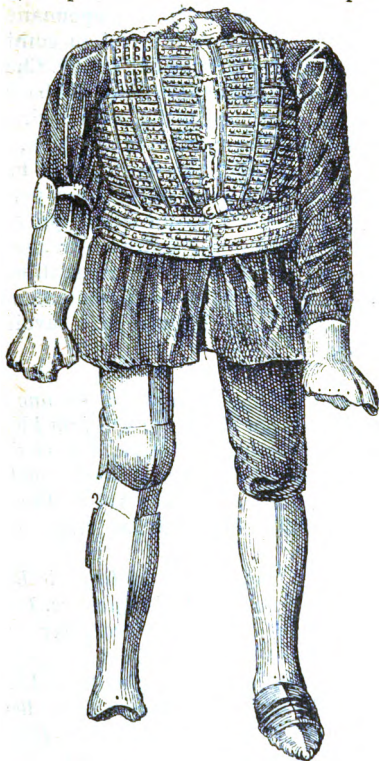
se défendre. Un boucher lui présenta alors une grande barre de fer, et le roi, la maniant des deux mains,



Armure de Philippe le Bel ou de son fils à Mons-en-Puelle.
(Musée de Chartres.)

frappait sur tout ce qu'il pouvait atteindre de tels coups qu'il n'était pas besoin d'un second. Le roi, ayant eu son cheval tué sous lui, voulut monter sur

un autre; le poids de ses armes et la poussée des



Armure de Philippe le Bel ou de son fils à Mons-en-Puelle.
(Musée de Chartres.)

ennemis l'en empêchaient, et un soldat qui en se

baissant voulait servir de marchepied au roi eut la tête tranchée par les ennemis. Cependant ceux qui avaient pris la fuite, voyant le roi au combat et son enseigne debout, revinrent à la bataille. Charles, frère du roi, se précipitant en toute hâte, tomba sur l'armée des Flamands, dont plus de dix mille périrent ce jour-là. Le roi, ayant remporté la victoire, anoblit le boucher et le fit chevalier et donna à lui et à ses enfants cent livres parisis de rentes à perpétuité, et il quintupla le bien du fils du soldat qui avait perdu la tête pour lui. Toute la Flandre revint alors à l'obéissance, et le roi retint, à titre de réparation des dommages qu'il avait éprouvés, du consentement du comte et des Flamands, trois châtelainies, à savoir Béthune, Lille et Douai.

La victoire de Mons-en-Puelle amena une trêve, puis la paix définitive qui fut signée le 3 juin 1305 à Athies. Le fils aîné du comte de Flandre, Robert de Béthune, était mis en liberté et reconnu comme comte de Flandre. Les Flamands payèrent au roi de France une indemnité de 300 000 livres et une rente annuelle de 20 000.

En résumé, la tentative de Philippe le Bel échouait de ce côté, comme du côté de l'Angleterre. Le grand fief flamand, qu'il avait cru pouvoir incorporer au royaume, conservait son indépendance. Tout ce que gagna la France, ce fut d'entrer un peu plus tard (1312) en possession des villes de Lille, de Douai et de Béthune, qui lui furent concédées par le comte Robert. Il est vrai que les villes flamandes ne ratifièrent pas ce traité. La guerre allait éclater de nouveau en 1314 lorsque Philippe le Bel, devant le mécontentement soulevé par la levée des subsides, fut obligé d'y renoncer. On peut dire que la

Flandre a été l'obstacle contre lequel vinrent se briser les projets de Philippe le Bel. Les guerres de Flandre furent la source des exactions fiscales, des altérations de monnaie, des émeutes populaires, en un mot de tous les malheurs qui assombrèrent son règne.

III

TENTATIVES DE PHILIPPE LE BEL POUR RECULER DU CÔTÉ DE L'EST LES LIMITES DU ROYAUME. — SES RAPPORTS AVEC LES EMPEREURS ALLEMANDS.

(1285-1314)

Philippe le Bel avait conçu le projet d'étendre les limites du royaume jusqu'au delà de la Meuse, de la Saône et du Rhône. Il le poursuivit sans relâche sous les quatre empereurs allemands avec lesquels il fut en relations : Rodolphe de Habsbourg (1285-1292), Adolphe de Nassau (1292-1298), Albert d'Autriche (1298-1308) et Henri VII de Luxembourg (1308-1314). C'est avant tout par la voie diplomatique que Philippe a exercé son action de ce côté. Il a essayé de faire pénétrer son influence et même sa domination directe dans le comté de Bourgogne ou Franche-Comté, la Lorraine, le Dauphiné et la Provence. Mais il n'a réussi à opérer que trois annexions : la ville de Lyon, le diocèse de Viviers et le comté de Bar.

§ 1. — PHILIPPE LE BEL ET L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE
ADOLPHE DE NASSAU (1294).

(*Chronique de Saint-Denis*,
dans les *Historiens de France*, t. XX, p. 661.)

En ce temps mourut le roi d'Allemagne, et les électeurs s'assemblèrent à Cologne, et élurent un vaillant homme, qui fut appelé Adolphe ¹. Tantôt qu'il fut couronné à Es ², il fit assembler les barons d'Allemagne, et leur montra que le roi de France avait grande partie de l'Empire par devers lui, laquelle chose il ne pouvait faire par le serment qu'il avait fait à l'Empire ³. Tantôt élurent ⁴ deux chevaliers, et leur baillèrent les lettres du roi et les envoyèrent par devers le roi de France à Corbeil. Là lui présentèrent les lettres du roi d'Allemagne, lesquelles étaient en cette forme : « Adolphe, par la grâce de Dieu, roi des Romains, à très haut prince et seigneur Philippe, roi de France.

« Comme par vous les possessions, les droitures, les juridictions et autres titres de notre Empire sont empêchés et détenus par moult de temps et follement fourtraités, ainsi qu'il appert clairement en divers lieux, comme nous ne pourrions passer cette chose sous souffrance de simulation, nous vous signifions par cette présente lettre, que nous nous ordonnons à

1. Adolphe de Nassau.

2. Aix-la-Chapelle.

3. On a remarqué que ce fait n'est rapporté par aucune autre chronique allemande ou française de la même époque. Il est en effet invraisemblable.

4. Les barons d'Adolphe.

aller contre vous, à toute notre puissance, en' parfinement de notre grande injure, laquelle injure nous ne pouvons souffrir. Donné à Nuremberg, la seconde calende de novembre, l'an de grâce mil deux cent quatre-vingt et quatorze ¹. »

Quand le roi de France eut vu les lettres, il eut grande délibération de conseil, et leur bailla la réponse de leurs lettres. Et tantôt les chevaliers se départirent de cour et vinrent à leur seigneur et lui baillèrent les lettres du roi qui étaient moult grandes; et quand elles furent ouvertes, on ne trouva rien dedans écrit fors : « Trop allemand ². » Et cette réponse fut donnée par sire Robert d'Artois, avec le grand conseil du roi... Si ne put (Adolphe) parfaire ce qu'il avait entrepris en son intention. Mais après une pièce

1. Le chroniqueur ne fait évidemment que donner ici la substance de la lettre.

2. L'authenticité de cette réponse a été contestée. On a produit une lettre de Philippe, modérée dans la forme, mais ferme, dans laquelle le roi demandait à l'empereur s'il était véritablement l'auteur du message qu'il avait reçu, ajoutant que, s'il en était ainsi, il envoyait son défi à l'empereur. L'original de cette lettre est conservé au Trésor des Chartes, ce qui semblerait, suivant Boutaric, prouver qu'elle n'a pas été envoyée. La vérité est qu'elle fut envoyée, mais que les ambassadeurs français ne furent pas reçus. Une chronique anonyme (édition Sauvage) peut nous faire croire à la réalité du laconique message de Philippe le Bel lorsqu'elle nous rapporte que plusieurs princes de France « disaient que de noble prince et sage ne devait avoir que noble réponse et sage ». D'autre part on peut expliquer par là la colère d'Adolphe qui défia Philippe en janvier 1295 et refusa de recevoir ses ambassadeurs.

de temps, se fit la paix entre le roi de France et ledit Adolphe, roi des Romains, la veille de la Pentecôte (1295), par telle manière que ledit Adolphe aurait à femme la sœur au roi de France, et partant fut la paix confirmée ¹.

§ 2. — L'ITALIEN MUCCIO, AGENT POLITIQUE DE PHILIPPE LE BEL, NÉGOCIE LA PAIX AVEC ADOLPHE DE NASSAU (1295).

(*Mémoire anonyme déjà cité,
dans les Notices des manuscrits.*)

Item, notre seigneur le roi envoya au roi d'Allemagne qui ja était allié, et aux autres d'entour lui, ses messages, c'est à savoir l'évêque de Bethléem et le prieur des frères prêcheurs de Paris, lesquels eurent petite audience, parce qu'ils n'allèrent pas bien fondés. Mais après eux alla monseigneur Mouche ² qui alla si bien fondé et garni, qu'il eut bonne audience, et fit tant que le frère du roi des Romains vint secrètement à Lille en Flandre, où monseigneur Mouche alla à lui, et parfit le traité qu'il avait pour-parlé et accordé à lui en Allemagne, si bien qu'il s'en alla apaisé ³. Et retourna ledit monseigneur

1. Cette négociation fut poursuivie par l'Italien *Muccio* ou *Mouche*, dont il a été question plus haut.

2. C'était un Florentin au service du roi de France, *Musciato Guidi*, appelé monseigneur *Mouche* ou *Mouchet* dans les documents du temps. Il avait pour frère le financier *Biccio* (Biche ou Bichet).

3. Il s'agit ici du traité de paix dont il vient d'être question plus haut d'après les Chroniques de Saint-Denis. Il est probable que *Mouche* était également porteur de la proposition de mariage entre Adolphe et la sœur de Philippe, bien que le mémoire n'en dise rien.

Mouche en Allemagne au roi et aux autres d'entour et mit à fin tous les traités, si bien qu'ils promirent qu'ils ne se mouvraient contre le roi, et ne se muèrent; et l'on fut assuré de cette partie.

Item, alla monseigneur Mouche, tout avant au duc de Brabant qui était de ses robes, et ainsi comme sa créature, et fit tant à l'aide de monseigneur Godefroy son frère et d'autres, qu'il promit qu'il ne serait ni se meurait contre le roi, et ne se mut. Et d'autre part, les amis du roi pourchassèrent tant que le comte de Savoie et plusieurs autres s'excusèrent de ne vouloir être contre la couronne de France, fors seulement le comte de Bar et monseigneur Jean de Châlons, qui se tinrent toujours en leurs propos avec le roi d'Angleterre, et puis commencèrent la guerre au royaume, à sa requête comme ils l'avaient promis.

§ 3. — ALLIANCE CONCLUE ENTRE ÉDOUARD I^{er} ET ADOLPHE DE NASSAU CONTRE PHILIPPE LE BEL (1295).

(*Chronique de Colmar*, dans Pertz, *Script.*, t. XVII, p. 262.)

Le roi d'Angleterre vint à apprendre que le roi de France avait soustrait au roi des Romains le royaume d'Arles et l'avait donné à sa fille ¹. Il proposa donc alliance au roi Adolphe, promettant de lui faire recouvrer ainsi la cité dont le roi de France s'était emparé. Il s'engagea, pour lui faire recouvrer le

1. Il s'agit probablement dans ce passage, où l'auteur exagère sans aucun doute, des négociations entreprises par Philippe le Bel avec le comte de Bourgogne, pour le mariage de sa fille avec un prince français.

royaume d'Arles, à l'aider fidèlement de sa personne, de ses hommes et de son argent. Le roi des Romains, entendant ce qui lui était proposé, en ressentit une grande joie et écrivit au roi d'Angleterre qu'il était tout disposé à lui prêter son concours.

§ 4. — RELATIONS DE PHILIPPE LE BEL AVEC L'ALSACE (1297).

(*Chronique de Colmar*, dans Pertz, *Script.*,
t. XVII, p. 262.)

Le roi des Romains, ayant reçu de l'argent du roi d'Angleterre, envoya dans une ville d'Alsace de fidèles soldats chargés de la protéger contre les attaques des Français. Après avoir vaillamment travaillé pendant, plusieurs semaines à repousser les tentatives de l'ennemi, ils finirent par se rendre odieux aux habitants, dont ils ne respectaient pas les femmes et les filles. Les habitants prirent donc la résolution d'entrer en relation avec le roi de France. Ils le prièrent de les aider contre la garnison que le roi des Romains avait placée dans leur ville, s'engageant à massacrer les soldats allemands, et ensuite à lui livrer la cité. Le roi de France leur fit répondre : « Faites ce que vous dites, et j'accomplirai en tout votre volonté. » Alors les habitants lui dirent : « Seigneur, il faudra que tel jour vous dirigiez vos troupes sur notre ville : nous ferons aller les soldats allemands à votre rencontre : puis, quand ils seront pris ou tués, vous viendrez dans notre ville et vous en prendrez possession. » Les habitants exécutèrent le dessein qu'ils avaient formé. Dans ce massacre périt le seigneur Théobald, vaillant chevalier, fils de la fille du comte de Ferrette, ainsi que le fils de Conrad, Werner de Had-

stad, et beaucoup d'autres braves soldats. Ceci fait, le roi de France mit à la tête de la cité de nouveaux prévôts et de nouveaux magistrats, en leur disant : « Tous les notables de cette cité qui ne m'ont pas donné leurs biens et qui ont dépouillé leur seigneur, méritent la mort : demain ils agiraient de même envers moi. Saisissez donc ces perfides, confisquez leurs biens, faites-les disparaître eux-mêmes et ruinez la cité de fond en comble. » Ainsi agirent-ils et la volonté du roi fut accomplie jusqu'au bout ¹.

§ 5. — ADOLPHE DE NASSAU, GAGNÉ PAR L'OR DE PHILIPPE LE BEL, ABANDONNE LES FLAMANDS (1297).

(*Chronique attribuée à Jean Desnouelle, dans les Historiens de France, t. XXI, p. 186.*)

Adonc parla le comte de Hainaut, qui était neveu du comte de Flandre : mais Robert de Flandre l'avait moult attaqué et grevé, parce qu'il s'était allié avec le roi (Philippe le Bel). Le comte (de Hainaut) dit au roi que le roi d'Allemagne était moult convoiteux et que, s'il lui envoyait aucun présent de deniers, que bientôt lui ferait la guerre cesser. Donc lui envoya le roi (Philippe) quatre sommiers ² de deniers par Jacques de Saint-Pol qui trouva le roi Adolphe à Cologne et lui dit salut de par le roi de France, qui le

1. Ce récit, dont tous les détails n'ont pas la même valeur historique, doit se rapporter à la période qui suivit l'assemblée de Grammont (1296) et pendant laquelle l'empereur Adolphe de Nassau renouela ses hostilités contre Philippe le Bel.

2. Bêtes de somme.

priaît qu'il ne fût point en l'aide de ses ennemis pour lui grever, et que, à son couronnement, il avait fait serment qu'il n'accroîtrait ses fiefs sur le royaume de France, et le roi de France avait aussi juré à son sacre qu'il n'accroîtrait ses fiefs sur l'Empire. Si lui priaît qu'il gardât son serment aussi bien comme il voulait le sien garder. Adonc lui remit Jacques le présent, et le roi le reçut moult gaiment et lui promit qu'il ne s'en mêlerait point ¹, pour l'une partie ne pour l'autre. Et ainsi reçut grand plenté ² de deniers de chaque partie : et pour ce méfait l'occirent ensuite les barons du comte de Flandre ³. Jacques prit congé du roi Adolphe et partit de Cologne et revint au beau roi au siège à Lille et lui conta comment le roi Adolphe était apaisé et qu'il ne se mêlerait pour une partie ne pour l'autre. Le roi en fut moult joyeux et en tint son siège plus sûrement.

§ 6. — CONFÉRENCE DE QUATRE-VAUX, ENTRE TOUL ET VAUCOULEURS, ENTRE PHILIPPE LE BEL ET L'EMPEREUR ALBERT D'AUTRICHE (1299).

(*Chronique de Guillaume de Nangis*,
dans les *Historiens de France*, t. XX, p. 581.)

Albert, roi des Romains, et Philippe, roi de France, se réunirent aux environs de l'Avent à Vaucouleurs, et confirmèrent en ce lieu les célèbres et anciens traités qui avaient été conclus entre les deux pays.

1. De la guerre de Flandre.

2. Quantité.

3. Erreur du chroniqueur : Adolphe de Nassau fut tué dans une bataille livrée à Albert d'Autriche, son concurrent.

Les barons et les prélats du royaume allemand donnèrent leur approbation aux conventions arrêtées entre le roi Albert et son voisin. On dit qu'il fut convenu alors que le royaume de France, dont l'extrême frontière était marquée par le cours de la Meuse, reculerait ses limites jusqu'au Rhin ¹.

§ 7. — LETTRE DES CITOYENS DE LA VILLE IMPÉRIALE DE TOUL
A PHILIPPE LE BEL, POUR SE METTRE SOUS LE PROTECTORAT
DU ROI DE FRANCE (novembre 1300).

(Notices des manuscrits, t. XX, p. 135.)

Sachent tous présents et à venir que nous, le maire, le maître échevin et l'université des citoyens de Toul, pour la paix et le profit de nous et de toute la cité de Toul, avons supplié et supplions à très excellent et puissant prince et seigneur Philippe, par la grâce de Dieu, roi de France, qu'il reçoive nous, nos biens et notre cité, à toujours perpétuellement en sa garde et en sa protection; et maintenons et avons maintenu, devant lui et devant sa gent, que nous pouvons nous et notre cité soumettre en la garde et sous la protection de quelconque prince et

1. Ce fait n'est rapporté par aucun chroniqueur allemand. Il est invraisemblable que les Électeurs allemands aient donné leur adhésion à une pareille convention. Il est possible cependant qu'Albert d'Autriche ait fait cette concession au roi de France pour obtenir son appui auprès du pape : encore doit-elle s'entendre dans le sens le plus restreint. Ce n'était pas une cession directe de territoire, mais l'autorisation donnée à Philippe de poursuivre ses desseins sur la féodalité d'entre Meuse et Rhin.

seigneur, et bien l'avons accoutumé de si longtemps, qu'il n'est mémoire du contraire. Car nous sommes de si franche condition, que nous ne devons au roi d'Allemagne, à l'évêque de Toul, au chapitre de Toul ni à autre seigneur, taille ni prise, ni ost, ni chevauchée, ainsi pouvons querre et avoir gardien tel comme il nous plait; et bien l'avons accoutumé par le temps dessusdit, sans le consentement du roi d'Allemagne, de l'évêque et du chapitre de Toul, ni d'autres quels qu'ils soient. Et pour occasion de la garde du roi de France, ne voulons nous faire, ni ne faisons préjudice au roi d'Allemagne, à l'évêque, ni au chapitre de Toul, ni à autres. Ainsi voulons servir le roi de France et être en sa garde, sauf le droit d'autrui et faire à chacun tout ce que nous serions tenus. Et nous mettons notre cité et nos biens en la garde et en la protection du roi de France et de ses successeurs perpétuellement; et nous obligeons au roi de France nous, notre cité, nos citoyens, nos hoirs et nos successeurs.

§ 8. — EXTRAIT DE LA CONVENTION CONCLUE AVEC L'ÉVÊQUE DE VERDUN ET STIPULANT QUE LE VERDUNOIS SERVIRAIT DE FRONTIÈRE AU ROYAUME DE FRANCE (1305).

(Dom Calmet, *Histoire de Lorraine*, t. II, p. 557.)

Le même évêque (de Verdun), ses sujets et sa terre seront dans leur pays, défenseurs et barrières pour nous (roi de France), pour nos sujets et notre pays. Ils nous serviront contre tous, excepté contre le souverain pontife et contre le roi d'Allemagne. Cependant si ledit roi d'Allemagne voulait ou essayait, ce qu'à Dieu ne plaise, porter dommage à notre

royaume, ledit évêque nous aidera, suivant ses forces, en toute et chaque manière qu'il pourra, à empêcher le roi des Allemands d'exécuter son dessein. S'il lui était impossible de nous rendre ce service et d'agir efficacement, il devra du moins s'abstenir, en cas où il puisse le faire sans violer les devoirs de la fidélité, de prêter son aide audit souverain.

Au moment de l'élection de Henri VII de Luxembourg (1308), Philippe le Bel essaya de faire donner la couronne impériale à son frère Charles de Valois, n'osant pas la revendiquer directement pour lui-même, bien que certains contemporains lui en aient attribué l'intention. Il recourut à tous les moyens, et surtout à la corruption. Mais il échoua et ne réussit qu'à annexer au royaume la ville de Lyon (1310), conquête importante d'ailleurs, et depuis longtemps préparée par la politique des rois précédents.

IV

PHILIPPE LE BEL ACCOMPLIT LA SÉPARATION DU
POUVOIR RELIGIEUX ET DU POUVOIR SÉCULIER.
— SES RAPPORTS AVEC LES PAPES BONIFACE VIII
ET CLÉMENT V. — LE PROCÈS DES TEMPLIERS.

(1295-1311)

Pour indiquer la cause principale de la lutte qui éclata entre Philippe le Bel et Boniface VIII, il suffit de remarquer que ces deux souverains, représentant l'un la puissance laïque, l'autre la puissance spirituelle, étaient tous deux d'un tempérament entier et ombrageux, et que ni l'un ni l'autre n'étaient disposés à rien céder de leurs prétentions. L'occasion première du différend fut la bulle Clericis Laicos (1296), par laquelle le pape défendait, sous peine d'excommunication, à tous laïques, princes, rois ou empereurs, d'exiger ou de recevoir des subsides du clergé, comme à tout ecclésiastique de payer ces subsides, sans l'autorisation du Saint-Siège. Philippe le Bel répondit par un édit qui défendait l'exportation de l'or et de l'argent hors du royaume. A quoi Boniface répliqua par la bulle Ineffabilis.

§ 1. — BULLE INEFFABILIS (1296).

(Dupuy, *Preuves de l'Histoire du différend de Philippe le Bel et de Boniface VIII*, p. 15-19.)

Dans la douceur d'un ineffable amour, l'Église unie au Christ son époux en a reçu les dons, les grâces les plus amples, spécialement le don de liberté. Il a voulu que l'adorable épouse régnât comme mère sur les peuples fidèles. Qui donc ne redoutera de l'offenser, de la provoquer? Qui ne sentira qu'il offense l'époux dans l'épouse? Qui osera porter atteinte aux libertés ecclésiastiques contre son Dieu et son seigneur? Sous quel bouclier se cachera-t-il pour que le marteau de la puissance d'en haut ne le réduise en poudre et en cendre? O mon fils, ne détourne point l'oreille de la voix paternelle.....

Tu n'as point considéré avec prudence les régions et les royaumes qui entourent le tien, les volontés de ceux qui les gouvernent, ni peut-être les sentiments de tes sujets dans les diverses parties de tes États. Lève les yeux autour de toi, et regarde et réfléchis. Songe que les royaumes des Romains, des Anglais, de l'Espagne t'entourent de toutes parts; songe à leur puissance, à leur bravoure, à la multitude de leurs habitants, et tu reconnaitras aisément que ce n'était pas le temps, que ce n'était pas le jour d'attaquer, d'offenser et nous et l'Église par de telles piqûres. Juge toi-même quelles ont dû être les pensées du siège apostolique lorsque, dans les jours mêmes où nous étions occupés de l'examen et de la discussion des miracles qu'on attribue à l'invocation

de ton aïeul de glorieuse mémoire, tu nous as envoyé de tels dons qui provoquent la colère de Dieu et méritent, je ne dis pas seulement notre indignation, mais celle de l'Église elle-même.

Dans quel temps tes ancêtres et toi-même avez-vous eu recours à ce siège sans que votre pétition fût écoutée?... Et si une grave nécessité menaçait de nouveau ton royaume, non seulement le Saint-Siège t'accorderait les subventions des prélats et des personnes ecclésiastiques; mais, si le cas l'exigeait, il étendrait ses mains jusqu'aux calices, aux croix et vases sacrés, plutôt que de ne pas défendre efficacement un tel royaume qui est si cher au Saint-Siège et qui lui a été si longtemps dévoué. Nous exhortons donc la sérénité royale, la prions et l'engageons à recevoir avec respect les médicaments que t'offre une main paternelle; à acquiescer à des avis salutaires pour toi et pour ton royaume; à corriger tes erreurs et à ne point laisser séduire ton âme par une fausse contagion. Conserve notre bienveillance et celle du Saint-Siège, conserve notre bonne renommée parmi les hommes, et ne nous force point à recourir à d'autres remèdes, à des remèdes inusités; lors même que la justice nous y forcerait, nous en ferait un devoir, nous ne les emploierions qu'à regret et malgré nous.

§ 2. — LETTRE DE L'ARCHEVÊQUE DE REIMS ET DE SES SUFFRAGANTS SUPPLIANT BONIFACE VIII DE TEMPÉRER LES SCANDALES CAUSÉS PAR SA DERNIÈRE BULLE (1297).

(Dupuy, p. 27.)

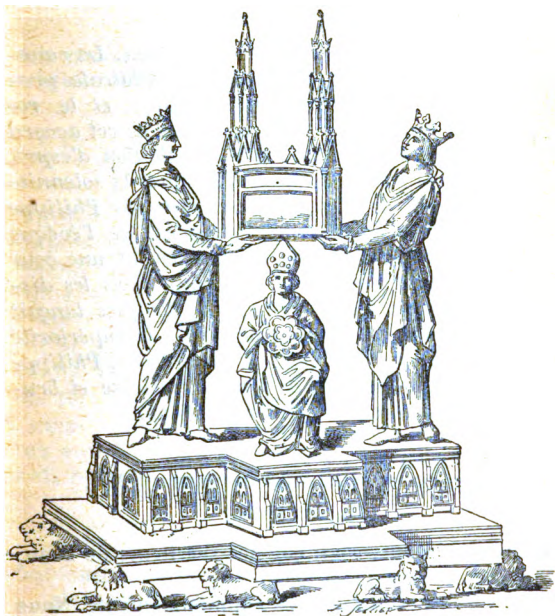
Attendu que notre excellentissime prince et seigneur notre roi, les princes, barons et seigneurs

temporels et les autres habitants du royaume de France déclarent ladite constitution très onéreuse, grave et préjudiciable à leur droit, car ils prétendent pouvoir appeler en masse et individuellement tous les habitants de ce royaume à la défense du royaume et de la patrie, tous privilèges, motifs d'excuse et exceptions cessantes, et particulièrement les feudataires et les fidèles dudit roi, et nous et les autres prélats du royaume. Attendu que quelques-uns de nous en vertu de l'hommage et presque tous en vertu du serment de fidélité, nous sommes assermentés à l'égard du seigneur roi à maintenir son droit et son honneur en même temps que celui du royaume, et qu'au surplus, privés de la défense et protection nécessaire dudit roi, nous ne pouvons vivre en sécurité, ni être garantis contre la continuelle persécution de nos ennemis dont le nombre est grand.

Vu que, à l'occasion de cette constitution, les princes, barons, seigneurs temporels et autres, représentés par les plus grands d'entre eux réunis, se préparent, en attendant que votre bienveillance paternelle y pourvoie par un remède utile, à repousser une cause irréparable de préjudice, ce que nous ne pouvons redire sans une profonde amertume dans nos cœurs. Comme il s'entend que l'Église gallicane qui autrefois vécut tranquille, dans la beauté de la paix et la plénitude de la liberté, est maintenant exposée aux fluctuations des tempêtes, que partout grondent les scandales, et que les difficultés s'accroissent, et que le danger d'une ruine finale est proche.

Nous avons pensé que nous devons recourir en toute confiance à la haute prudence et à la circonspection de la Sainteté apostolique, la suppliant, du plus profond de notre dévouement et par une

instance unanime, de daigner appliquer avec plus de clémence à nos contrées le remède opportun et salutaire de son intervention afin d'apaiser les scan-



Reliquaire en vermeil contenant un os de saint Louis.
(Trésor de Saint-Denis.)

dales et que ladite Église gallicane conserve son union accoutumée dans la paix et la charité avec le susdit roi notre seigneur, les princes et les autres seigneurs

temporels de ce royaume, afin qu'à l'ombre de ses ailes et l'appui de sa protection nécessaire dans notre temps, elle puisse remplir son devoir qui est de servir avec dévotion l'unique Dieu créateur.

En 1297, le pape et le roi se réconcilièrent. La canonisation de saint Louis et la sentence arbitrale prononcée par le Saint-Siège entre Philippe et le roi d'Angleterre furent les principaux signes de cet accord qui dura jusqu'à l'an 1301. Mais l'exaltation d'esprit dans laquelle se trouva Boniface VIII après la solennité du célèbre jubilé de 1300, la guerre faite par Philippe aux Flamands et enfin l'emprisonnement de l'évêque de Pamiers, Bernard Saisset, traduit devant une cour laïque, amenèrent un complet revirement dans les dispositions du pape. En décembre 1301, Boniface lançait la bulle Ausculta fili où était proclamée la supériorité du Saint-Siège sur les rois. A cette bulle, Philippe substitua une fausse bulle de forme injurieuse et brutale, destinée à révolter l'opinion publique.

§ 3. — FAUSSE BULLE SCIRE TE VOLUMUS (1300).

(Dupuy, p. 59.)

Boniface, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, à Philippe, roi des Français.

Crains Dieu et observe ses commandements. Nous voulons que tu saches que tu nous es soumis au spirituel comme au temporel. La collation des bénéfices et des prébendes ne te regarde en rien; et si tu as la garde de quelques sièges vacants, sache que tu dois en réserver les revenus aux successeurs. Si tu en conserves quelques-uns, nous déclarons nulle

cette collation, et nous la révoquons. Ceux dont telle n'est pas la croyance, nous les réputons hérétiques. Donné au Latran, aux nones de décembre, l'an septième de notre pontificat.

On prête à Philippe le Bel la réponse suivante, qui probablement n'a jamais été mise en circulation.

§ 4. — RÉPONSE ATTRIBUÉE A PHILIPPE LE BEL (1302).

(Dupuy, p. 59.)

Philippe, par la grâce de Dieu, roi des Français, à Boniface, qui se prétend pape, peu ou point de salut.

Sache ta très grande fatuité que nous ne sommes soumis à personne au temporel. La collation des églises et des prébendes vacantes nous revient de droit et nous avons le droit de nous en attribuer les revenus. Les collations faites par nous ou celles que nous ferons seront valides dans le passé et l'avenir, et nous soutiendrons énergiquement leurs possesseurs envers et contre tous. Ceux qui pensent autrement, nous les réputons infatués et déments.

§ 5. — ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1302 (10 avril).

(Continuation de la *Chronique de Guillaume de Nangis*, dans les *Historiens de France*, t. XX, p. 584.)

Le roi convoqua ensuite à Paris, au milieu du carême, à une assemblée tous les barons du royaume de France, les prélats, les ducs et les comtes, les abbés et les procureurs de ses chapitres, les doyens et gardiens des églises collégiales, les vice-seigneurs, les maires et échevins des communes, et devant tous

réunis dans l'église cathédrale de la bienheureuse Marie, mère du Seigneur, fit lire la lettre du pape, et, cela fait, demanda à tous, surtout aux prélats et personnes ecclésiastiques de qui ils reconnaissaient tenir leur temporel, et aux chevaliers de qui ils reconnaissaient tenir leurs fiefs. Tous, à l'unanimité, après une soigneuse délibération, répondirent en disant que c'était de lui et de ses prédécesseurs les rois de France qu'ils tenaient et avaient tenu leurs terres et leurs fiefs et qu'ils déclaraient vouloir continuer à les tenir fidèlement. Ce à quoi le roi répondit par la déclaration suivante : Ce royaume de France, avec l'aide de Dieu, nos prédécesseurs, par leur valeur et le courage de leur peuple, l'ont acquis en chassant les barbares et l'ont fondé par leur bon gouvernement. Ils ne le doivent à personne, si ce n'est à Dieu seul, et ils l'ont maintenu fortement jusqu'à ce jour. Nous qui, Dieu le voulant, leur avons succédé, plein du désir d'agir comme eux, suivant notre pouvoir, nous sommes prêt à exposer notre corps, nos trésors et tout ce que nous avons, pour lui conserver intacte sa liberté. Ceux qui feraient opposition à la présente volonté, et seraient favorables aux mandements du pontife romain, nous les réputons également ennemis du royaume et les nôtres.

§ 6. — AUTRE RÉCIT DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1302.

(*Fleurs des chroniques de Bernard Guidonis*,
dans les *Historiens de France*, t. XXI, p. 713.)

Vers la fin de l'année 1301, c'est-à-dire pendant le carême ¹, Philippe, roi de France, présentant une

1. D'après notre façon de compter, c'est le commencement de l'année 1302.

grave démonstration du pape à son égard, et considérant que les traits qu'on sait prévoir frappent et blessent moins, convoqua son conseil à Paris; pressant tous les prélats, comtes et barons de s'y rendre personnellement, et toutes les communes de son royaume de s'y faire représenter par des procureurs choisis à cet effet. Il voulait, disait-il, demander leur conseil et leur secours contre tout homme, quel qu'il fût : son intention visait spécialement le pape Boniface. Et voilà qu'une grande rumeur s'élève dans tout le royaume, le trouble est dans les cœurs et la confusion dans les choses. Beaucoup, qui semblaient être les colonnes de l'Église, furent ébranlés par la crainte, la haine ou quelque autre passion; et l'on en trouva bien peu qui montrèrent de la constance et de la franchise. En ce conseil qui se réunit à Paris dans l'église Notre-Dame, des accusations furent lancées publiquement contre le pape lui-même; il fut qualifié d'hérétique, de pape illégitime et intrus, puisqu'il s'était fait couronner du vivant de son prédécesseur; et l'on déclara que, comme hérétique et intrus, il n'y avait pas lieu de lui obéir; enfin il fut fait appel contre le même pape à un concile général. Puis furent envoyés; par le royaume, aux cités et communautés, des messagers royaux pour publier dans les églises et communautés ce qui s'était passé et pour presser énergiquement les personnes ecclésiastiques et les religieux de tout ordre d'adhérer aux susdites accusations et appels.

§ 7. — EXTRAIT D'UN DISCOURS PRONONCÉ PAR BONIFACE VIII A L'ASSEMBLÉE DES CARDINAUX AVANT LA BATAILLE DE COURTRAY (1302).

(Dupuy, p. 77-79.)

Voilà quarante ans que nous sommes docteur en droit et que nous savons que les deux puissances sont ordonnées de Dieu. Qui donc peut croire qu'une telle folie nous soit tombée dans l'esprit? Mais on ne peut nier que le roi ou tout autre fidèle ne nous soit soumis sous le rapport du péché. Ce que le roi a fait illicitement, nous voulons désormais qu'il le fasse licitement. Nous ne lui refuserons aucune grâce. Qu'il nous envoie des gens de bien, comme le duc de Bourgogne et le comte de Bretagne. Qu'ils disent en quoi nous avons manqué; nous nous amenderons. Tant que j'ai été cardinal, j'ai été Français; depuis, nous avons beaucoup aimé le roi. Sans nous il ne tiendrait pas d'un pied dans son siège royal; les Anglais et les Allemands s'élèveraient contre lui. Nous connaissons tous les secrets du royaume. Nous savons comme les Allemands, les Bourguignons et ceux du Languedoc aiment les Français. Nos prédécesseurs ont déposé trois rois de France; après tout ce que celui-ci a fait, nous le déposerions comme un pauvre garçon, avec douleur, avec grande tristesse s'il fallait en venir à cette nécessité.

Il est douteux que ce discours, dont le texte nous est connu seulement par un manuscrit du XV^e siècle, ait été prononcé sous cette forme.

§ 8. — EXTRAIT DE LA LETTRE QUE LES NOBLES DE FRANCE RÉUNIS AUX ÉTATS GÉNÉRAUX ADRESSENT AUX CARDINAUX CONTRE BONIFACE VIII (1372).

(Dupuy, p. 60.)

Les nobles, après avoir énuméré leurs griefs contre le pape qu'ils accusent de tirer beaucoup d'argent de la collation des archevêchés, évêchés et autres bénéfices, ajoutent :

Et si ainsi était que nous ou aucun de nous le voulussions souffrir, ne le souffriraient mie ledit nostre seigneur le roi, ni le commun peuple dudit royaume. Et à grande douleur et à grand méchef nous vous faisons à savoir par la teneur de ces lettres que ce ne sont choses qui plaisent à Dieu ni ne doivent plaire à nul homme de bonne volonté, ni oncques telles choses ne descendirent en cœur d'homme, ni ne sont, ni ne seront à l'avenir fors avec Antéchrist. Pourquoi nous vous prions et requérons tant affectueusement comme nous pouvons que la malice qui est émue¹ soit mise arrière et anéantie, et que de ces excès qu'il a accoutumé à faire il soit châtié en telle manière que l'état de la chrétienté soit et demeure en son bon point et son bon état. Et de ces choses nous faites à savoir par le porteur de ces lettres votre volonté et votre intention : car pour cela nous l'envoyons spécialement à vous, et bien voulons que vous soyez certains que ni pour vie ni pour mort nous ne départirons ni ne verrons à départir de ce procès. Et pour ce que

1. Dont Boniface a fait preuve.

trop longue chose et chargeant ¹ serait si chacun de nous mettait son scel en ces présentes lettres faites de notre commun assentiment, nous, Louis, fils du roi de France, comte d'Évreux; Robert, comte d'Artois; Robert, duc de Bourgogne; Jean, duc de Bretagne; Ferry, duc de Lorraine; Jean, comte de Hainaut et de Hollande; Henri, comte de Luxembourg; Guy, comte de Saint-Pol; Jean, comte de Dreux; Hugues, comte de La Marche; Robert, comte de Boulogne; Louis, comte de Nevers et de Rethel; Jean, comte d'Eu; Bernard, comte de Comminges; Jean, comte d'Aumale; Jean, comte de Forez; Gale-
rand, comte de Périgord; Jean, comte de Joigny; Jean, comte d'Auxerre; Aymar de Poitiers, comte de Valentinois; Étienne, comte de Sancerre; Renaud, comte de Montbéliard; Enguerran, sire de Coucy; Godefroi de Brabant; Raoul de Clermont, connétable de France; Jean, sire de Château-Villain; Jourdain, sire de l'Isle; Jean de Châlon; Guillaume de Chauvigny, sire de Châteauroux; Richard, sire de Beaujeu et Amaury, vicomte de Narbonne, avons mis, à la requête et au nom de nous et pour tous les autres, nos sceaux en ces présentes lettres. Donné à Paris, le dixième jour d'avril l'an de grâce 1302 ².

1. Difficile à faire.

2. Il est évident que cette lettre de protestation avait été rédigée d'avance, puisqu'elle est datée du jour même où s'assemblèrent les États.

§ 9. — EXTRAIT DE LA CONSULTATION DE L'AVOCAT MAÎTRE
PIERRE DUBOIS CONTRE LE PAPE BONIFACE VIII (1302).

(Dupuy, p. 15 et 17.)

Le pape convoite et ravit la suprême liberté du roi qui est et a toujours été de n'être soumis à personne et de commander par tout son royaume sans crainte de contrôle humain. De plus on ne peut nier que depuis la distinction des *domaines* l'usurpation des choses possédées, de celles surtout qui sont prescrites par une possession immémoriale, soit péché mortel. Or le roi de France possède la suprême juridiction et la franchise de son temporel depuis plus de mille ans. *Item*, le même roi, depuis le temps de Charlemagne dont il descend, comme on le voit dans le canon *antecessores possede*, a prescrit la collation des prébendes et les fruits de la garde des églises, non sans titre et par usurpation, mais par donation du pape Adrien, qui, du consentement du concile général, a conféré à Charlemagne ces droits et bien d'autres presque incomparablement plus grands : savoir que lui et ses successeurs pourraient choisir et nommer qui il voudrait pape, cardinaux, patriarches, prélats, etc. D'ailleurs le pape ne peut réclamer la suprématie du royaume de France que comme souverain pontife. Mais si c'était réellement un droit de la papauté, il eût appartenu à saint Pierre et à ses successeurs, qui ne l'ont point réclamé. Le roi de France a pour lui une prescription de douze cent soixante-dix ans. Or la possession centenaire même sans titre suffit, d'après une nouvelle constitution dudit pape, pour prescrire contre lui et contre l'Église romaine et même contre l'Empire selon

les lois impériales. Donc, si le pape ou l'empereur avaient eu quelque servitude sur le royaume, ce qui n'est pas vrai, leurs droits seraient éteints. En outre, si le pape statuait que la prescription ne court pas contre lui, elle ne courra donc pas non plus contre les autres et surtout contre les princes qui ne reconnaissent pas de supérieurs. Donc, l'empereur de Constantinople qui lui a donné tout son patrimoine (la donation étant excessive comme faite par un simple administrateur des biens de l'Empire) peut comme donateur (ou l'empereur d'Allemagne comme subrogé en sa place) révoquer cette donation. Et ainsi la papauté serait réduite à la pauvreté primitive des temps antérieurs à Constantin, puisque cette donation, nulle en droit dès le principe, pourrait être révoquée sans la prescription *longissimi temporis*.

La bulle Unam Sanctam (18 novembre 1302), qui proclamait avec plus de force que la bulle Ausculta fili la suprématie du Saint-Siège sur les rois, décida Philippe le Bel à une rupture. Le 12 mars 1303, dans une assemblée de prélats et de barons, Guillaume de Nogaret déclara Boniface pape illégitime et demanda sa déposition.

§ 10. — EXTRAIT DU MANIFESTE DE GUILLAUME DE NOGARET
CONTRE BONIFACE VIII (12 mars 1303).

(Dupuy, p. 56-59.)

Le glorieux prince des apôtres, le bienheureux Pierre, parlant en esprit, nous a dit que, tout comme aux temps anciens de même dans l'avenir, il viendra de faux prophètes qui souilleront la voix de la vérité

et qui, dans leur avarice, par leur fallacieuse parole, trafiqueront de nous-mêmes à l'exemple de ce Balaam qui aima le salaire de l'iniquité. Balaam eut pour correction et avertissement une bête qui, prenant la voix humaine, proclama la folie du faux prophète. Ces choses annoncées par le père et patriarche de l'Église, nous les voyons de nos yeux réalisées à la lettre. En effet dans la chaire du bienheureux Pierre siège ce maître de mensonge qui, quoique *malfaisant* de toute manière, se fait appeler *Boniface*. Il n'est pas entré par la porte dans le bercail du Seigneur, ni comme pasteur et ouvrier, mais plutôt comme voleur et brigand. Le véritable époux vivant encore ¹, il n'a pas craint de violer l'épouse d'un criminel embrassement. Le véritable époux Célestin n'a pas consenti à ce divorce. En effet, comme disent les lois humaines : *Rien de plus contraire au consentement que l'erreur*. Celui-là ne peut épouser qui, du vivant d'un premier mari non indigne, a souillé le mariage d'adultère. Or comme ce qui se commet contre Dieu fait tort et injure à tous et que dans un si grand crime on admet à témoigner le premier venu, même la femme, même une personne infâme, moi donc ainsi que la bête qui par la vertu du Seigneur prit la voix d'homme parfait pour reprendre la folie du faux prophète prêt à maudire le peuple béni, j'adresse à vous ma supplique, très excellent prince, seigneur Philippe, par la grâce de Dieu roi de France; pour qu'à l'exemple de l'ange qui présenta l'épée nue à ce maudisseur du peuple de Dieu, vous qui êtes oint pour l'exécution de la justice, vous opposiez l'épée à cet autre et plus

1. Il s'agit ici du pape Célestin V qui avait abdiqué la dignité pontificale.

funeste Balaam et l'empêchiez de consommer le mal qu'il prépare au peuple.

Boniface VIII répondit à ce manifeste en enjoignant à son légat, par lettres du 13 avril 1303, dans le cas où le roi persisterait à ne pas s'amender, de lancer contre lui l'excommunication. Philippe fit saisir les lettres, jeta le messenger en prison et le 13 juin, dans une seconde assemblée réunie au Louvre, approuva un réquisitoire des plus violents où le légiste Guillaume de Plasian accusait Boniface VIII de tous les vices et de tous les crimes.

§ 11. — EXTRAIT DU RÉQUISITOIRE DU LÉGISTE PLASIAN CONTRE BONIFACE VIII (13 juin 1303).

(Dupuy, p. 102-107.)

Moi, Guillaume de Plasian, chevalier, je dis, j'avance et j'affirme que Boniface qui occupe maintenant le siège apostolique sera trouvé parfait hérétique en hérésies, faits énormes et dogmes pervers ci-dessous mentionnés.

1° Il ne croit pas à l'immortalité de l'âme.

2° Il ne croit pas à la vie éternelle, car il dit qu'il aimerait mieux être chien, âne ou quelque autre brute que Français, ce qu'il ne dirait pas s'il croyait qu'un Français a une âme éternelle.

3° Il ne croit point à la présence réelle, car il orne plus magnifiquement son trône que l'autel.

4° Il a dit que pour abaisser le roi et les Français il abaisserait tout le monde.

5° Il a approuvé le livre d'Arnaud de Villeneuve condamné par l'évêque et l'Université de Paris.

6° Il s'est fait élever des statues d'argent dans les églises.

7° Il a un démon familier, car il a dit que si tous les hommes étaient d'un côté et lui seul de l'autre, il ne pourrait se tromper ni en fait ni en droit; cela suppose un art diabolique.

8° Il a prêché publiquement que le pontife romain ne pouvait commettre de simonie, ce qui est hérétique à dire.

9° En parfait hérétique qui veut avoir la vraie foi en lui seul, il a appelé Patarins les Français, nation notoirement très chrétienne.

10° Il a fait tuer plusieurs clercs devant lui, disant à ses gardes, s'ils ne les tuaient pas du premier coup : Frappe, frappe.

11° Il a forcé des prêtres à violer le secret de la confession.

12° Il n'observe ni vigile ni carême.

13° Il déprécie le collège des cardinaux, les ordres des moines noirs et blancs, des frères prêcheurs et mineurs, répétant souvent que le monde se perdait par eux, que c'étaient des hypocrites, et que rien de bon n'arriverait à qui se confesserait à eux.

14° Voulant détruire la foi il a conçu une vieille aversion contre le roi de France en haine de la foi, parce qu'en la France est et fut toujours la splendeur de la foi, le grand appui et l'exemple de la chrétienté.

15° Il a tout soulevé contre la maison de France, l'Angleterre, l'Allemagne, confirmant au roi d'Allemagne le titre d'empereur et publiant qu'il le faisait pour détruire la superbe des Français qui disaient n'être soumis à personne temporellement : ajoutant qu'ils en avaient menti par la gorge et déclarant que si un ange descendait du ciel et disait qu'ils ne sont

soumis ni à lui ni à l'empereur, il serait anathème.

16° Il a laissé perdre la Terre Sainte, détournant l'argent destiné à la défendre.

17° Il est publiquement reconnu simoniaque, bien plus la source et la base de la simonie, vendant au plus offrant les bénéfices, imposant à l'Église et aux prélats le servage et la taille, pour enrichir les siens du patrimoine du crucifié, les faire marquis, comtes, barons.

18° Il rompt les mariages.

19° Il rompt les vœux des religieuses.

*L'assemblée du 13 juin s'étant montrée favorable à Philippe le Bel, celui-ci envoya dans toute la France recueillir les adhésions des trois ordres au concile qui devait prononcer la déposition de Boniface. C'est alors que le pape promulgua, pour se disculper, la bulle *Nuper ad audientiam* (15 août 1303). Une autre bulle proclamant l'excommunication et la déposition de Philippe le Bel devait être affichée dans Anagni, résidence du pape, lorsqu'eut lieu entre Guillaume de Nogaret, Sciarra Colonna et Boniface VIII la scène violente connue surtout par le récit à demi légendaire qu'en a donné l'historien florentin Villani. Voici la déclaration de Guillaume de Nogaret relative à cet événement.*

§ 12. — DÉCLARATION DE GUILLAUME DE NOGARET RELATIVE
A L'ATTENTAT D'ANAGNI (8 septembre 1303).

(Dupuy, p. 156.)

Requis légalement plusieurs fois et instamment de me lever promptement pour le secours de l'Église, je pris le bouclier et les armes, non pas avec des étran-

gers, mais avec des fidèles de l'Église romaine pour lui venir en aide et afin de résister en face audit Boni-



Philippe le Bel tenant un lit de justice.
(Lenoir, *Musée des monuments français*, t. I.)

face pour qu'il ne pût achever les susdits scandales, vers l'accomplissement desquels il se hâtait par la ruse et la force. Ayant donc appelé à moi les barons

et d'autres nobles de la compagnie qui m'avaient élu leur capitaine et chef pour la défense de l'Église, la veille de la Nativité de la bienheureuse vierge Marie, j'entrai à Anagni avec la puissance armée des nobles susdits. Car je ne pouvais autrement accomplir l'œuvre du Christ. Aux citoyens d'Anagni et à leur capitaine podestat je demandai aide et secours pour l'œuvre du Christ et l'Église romaine leur mère. M'ayant entendu, les citoyens qui ont le gouvernement et la juridiction de leur cité, s'engagèrent dans l'affaire manifestement. Car le capitaine et les principaux citoyens, prenant avec eux la bannière de l'Église romaine, m'assistèrent personnellement pour l'accomplissement de l'œuvre du Christ. Nous voulions aller trouver pacifiquement Boniface et lui exposer la cause de notre venue. Mais nous ne le pûmes, à cause de son obstination et de sa résistance ainsi que de celle des siens. Il nous fallut donc recourir à des actes de guerre, puisque nous ne pouvions faire autrement ce qui nous incombait. Ayant pénétré dans la demeure dudit Boniface, je lui exposai avec soin toutes nos accusations; je lui dis qu'il était manifestement coutumace, puisqu'il refusait de se soumettre à une justification et ne voulait pas en venir au jugement de l'Église. Je lui dis que je voulais le garder de la mort pour le présenter au jugement d'un concile général (beaucoup demandaient son sang), ce que je dis en effet pour lui et les siens. Dans ce trouble, il paraît qu'une grande partie de l'argent et des meubles dudit Boniface furent pris. Je l'empêchai autant qu'il fut en mon pouvoir. Mais je n'avais avec moi que deux de mes serviteurs. Tout ce qui fut sauvé du trésor de l'Église le fut par mes soins. Je ne touchai point sa personne, ni ne permis de la toucher;

je ne permis point que le boire et le manger lui fussent administrés par d'autres que les siens, pour que tout danger fût évité à sa personne. Voilà ce qui s'est passé à Anagni. Mes mains et celles de mes serviteurs sont pures de toute exécution injurieuse à l'égard de la personne dudit Boniface. Je n'ai pas touché à la valeur d'un franc de son trésor et de ses biens. Et il était en mon pouvoir de tout prendre. Et j'aurais trouvé pour m'en emparer plus d'auxiliaires que pour les protéger.

§ 13. — PLAINTES DU PAPE ADRESSÉES A LA POPULATION
D'ANAGNI (1303).

(Dupuy, p. 196.)

Alors le peuple fit apporter le pape sur la grande place. Là le pape tout en larmes prêcha le peuple rendant grâce à Dieu et au peuple d'Anagni d'avoir pu conserver sa vie; enfin il termina son sermon en disant : « Bonnes gens, vous avez vu comment mes ennemis ont enlevé tous mes biens et ceux de l'Église. Ils m'ont laissé pauvre comme Job. Je vous dis en vérité que je n'ai rien à manger ni à boire et que je suis resté à jeun jusqu'à présent. S'il est quelque bonne femme qui veuille me faire aumône de pain ou de vin ou d'un peu d'eau au défaut de vin, je lui donnerai la bénédiction de Dieu et la mienne. Qui-conque m'apportera la moindre chose pour subvenir à mes besoins, je l'absoudrai de tout péché. » Tout le peuple se mit à crier : « Vive le saint-père. » Vous auriez vu alors les femmes courir en foule au palais pour y porter du pain, du vin ou de l'eau. Ne trouvant point de vase, elles mettaient le vin et l'eau dans

le coffre de la chambre du pape. Chacun pouvait entrer et parlait avec le pape comme avec tout autre pauvre.

§ 14. — PHILIPPE LE BEL ET BONIFACE VIII.

(Dante, *Purgatoire*, chant xx.)

Je fus la racine de la mauvaise plante qui couvre toute la chrétienté de son ombre. De mauvaise plante, mauvais fruit.....

Mais si Douai, Lille, Gand et Bruges le pouvaient, prompte serait la vengeance, et je la demande à celui qui juge toute chose.

J'eus nom Hugues Capet. De moi sont nés ces Philippe, qui depuis peu règnent en France.

J'étais fils d'un boucher de Paris ¹, mais quand les anciens rois manquèrent, excepté un qui prit la robe grise,

Je me trouvai tenir les rênes et j'avais tels amis, telles forces,

Que la couronne veuve retomba à mon fils ². De lui sort cette race où les morts font reliques ³.

Tant que la grande dot provençale ⁴ ne leur ôtait

1. C'est là une pure légende que ne confirme aucun texte contemporain.

2. Autre légende. Les chroniqueurs qui ont prétendu que Hugues Capet ne voulut jamais porter la couronne sont très postérieurs à l'époque de ce roi.

3. Allusion à saint Louis récemment canonisé.

4. Il s'agit du mariage des deux filles de Raymond Bérenger, comte de Provence, avec saint Louis et Charles d'Anjou.

toute vergogne, peu valaient-ils; du moins faisaient-ils peu de mal.

Mais dès lors ils poussèrent par force et par mensonge, et puis par pénitence ils prirent Ponthieu, Normandie et Gascogne ¹.

Charles ² passe en Italie, et puis par pénitence égorge Conradin. Par pénitence encore il renvoie saint Thomas au ciel ³.

Je vois venir un temps, qui ne se fera pas attendre, où un autre Charles sortira de France.

Sans armes il sort, sauf la lance du parjure, la lance de Judas. Il en frappe Florence au ventre ⁴.

A ce jeu il ne gagnera point de terre, mais crime et honte, d'autant plus lourds pour lui qu'il tient pour léger un tel dommage.

L'autre captif en mer fait traite et marché de sa fille comme le corsaire trafique de ses esclaves ⁵.

Mais voici qui efface le mal fait et à faire. Je le vois entrer dans Anagni, le fleurdelisé! Je vois le Christ captif en son vicaire.

Je le vois une seconde fois livré à la dérision; il est de nouveau abreuvé de fiel et de vinaigre. Il est mis à mort entre deux larrons vivants.

1. Allusion probable au traité de 1259 conclu entre saint Louis et l'Angleterre.

2. Charles d'Anjou, roi de Naples.

3. Suivant une légende, Charles d'Anjou aurait en 1274 fait empoisonner saint Thomas d'Aquin.

4. Il est question ici du frère de Philippe le Bel, Charles de Valois, qui entra dans Florence le 4 nov. 1300.

5. Charles d'Anjou, fait prisonnier en 1283 par l'amiral Roger de Loria, n'échappa qu'avec peine au dernier supplice. Il donna sa fille à Azzo III, marquis d'Este, pour 30 000 florins.

Je vois le nouveau Pilate si cruel, que ceci ne le rassasie pas, et que sans loi il porte dans le Temple¹ ses avides désirs.

Boniface VIII mourut de douleur peu de temps après la scène d'Anagni. Le pape Benoît XI qui lui succéda e se montra guère mieux disposé que son prédécesseur à l'égard de la France : il excommunia les auteurs de l'attentat d'Anagni, lorsqu'il mourut subitement fort à temps pour Philippe le Bel. Les cardinaux français désignèrent pour le remplacer l'archevêque de Bordeaux, Bertrand de Goth. S'il faut en croire l'historien Villani, Philippe le Bel aurait donné rendez-vous au futur élu près de Saint-Jean-d'Angély et lui aurait imposé ses conditions.

§ 15. — ENTREVUE DE PHILIPPE LE BEL ET DE BERTRAND DE GOTH DANS LA FORÊT DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY, D'APRÈS LA LÉGENDE (1305).

(Chronique de Villani, liv. VIII, ch. LXXX.)

Ils entendirent ensemble la messe et se jurèrent le secret. Alors le roi commença à parlementer en belles paroles pour le réconcilier avec Charles de Valois. Ensuite il lui dit : « Vois, archevêque, j'ai en mon pouvoir de te faire pape si je veux, c'est pour cela que je suis venu vers toi ; car si tu me promets de me faire six grâces que je te demanderai, je t'assurerais cette dignité, et voici qui te prouvera que j'en ai le pouvoir. » Alors il lui montra les lettres et délèga-

1. Cette allusion aux Templiers semble indiquer que le chant XX du *Purgatoire* fut composé vers 1311.

tions de l'un et de l'autre collègue ¹. Le Gascon, plein de convoitise, voyant ainsi tout à coup qu'il dépendait entièrement du roi de le faire pape, se jeta comme éperdu de joie aux pieds de Philippe et dit : « Monseigneur, c'est à présent que je vois que tu m'aimes plus qu'homme qui vive, et que tu veux me rendre le bien pour le mal. Tu dois commander, moi obéir et toujours j'y serai disposé. » Le roi le releva, le baisa à la bouche, et lui dit : « Les six grâces spéciales que je te demande sont les suivantes : la première, que tu me réconcilies complètement avec l'Église et me fasses pardonner le méfait que j'ai commis en arrêtant le pape Boniface; la seconde, que tu rendes la communion à moi et à tous les miens; la troisième, que tu m'accordes les décimes du clergé dans mon royaume pour cinq ans, afin d'aider aux dépenses faites en la guerre de Flandre; la quatrième, que tu détruises et annules la mémoire du pape Boniface; la cinquième, que tu rendes la dignité de cardinal aux seigneurs Jacques et Pierre Colonna, que tu les remettes en leur état, et qu'avec eux tu fasses cardinaux certains miens amis; pour la sixième grâce et promesse, je me réserve d'en parler en temps et lieu : car c'est chose grande et secrète. » L'archevêque promit tout par serment sur le corps du Seigneur, et de plus il donna pour otages son frère et deux de ses neveux. Le roi de son côté promit et jura qu'il le ferait élire pape.

Mais on a démontré que cette entrevue n'avait pu avoir lieu. Le pape et le roi n'eurent de conférence

1. Il s'agit ici des deux partis entre lesquels étaient divisés les cardinaux.

qu'à Lyon (11 novembre 1305), où Philippe le Bel se rendit pour être solennellement couronné. Le pacte de Saint-Jean-d'Angély est du domaine de la légende et il est certain que si les Templiers furent arrêtés, ce fut sans la participation de Clément V.

§ 16. — SATIRE ANONYME CONTRE LE PAPE CLÉMENT V ET LE ROI
PHILIPPE LE BEL (1305).

(Bulletin de la Société d'histoire de France, 1835, p. 221.)

Ce que j'entends dire, je ne cherche pas à le contredire, car Jésus-Christ nous fait savoir que l'Antéchrist est né réellement.

Il n'est plus lié, car il court en liberté par le monde ; il sert le pape, il dessert le roi par la manière dont il règne.

C'est-à-dire (je le dis avec vérité) en tout lieu la bonne coutume change, et de loyale et bonne qu'elle était, se transforme.

Pape Clément, l'homme qui ment doit être repris, c'est bien clairement démontré ; car de ta conduite l'Église se plaint, qui est dépouillée et injustement partagée. Personne en ta contrée n'en parle à cause de ta menace.

Tu dois savoir si tu agis sagement ou follement. Tu devrais observer la loi de saint Pierre, comme vrai père :

Aime le peuple avec charité ; tu ne le fais pas : tu n'as d'autre ami que l'argent.

Il fut forgé pour ton malheur ; tu es menacé fortement d'une correction par la sombre mort, qui murmure contre toi et suit tes traces.

Roi saint et fort, issu de saints, il est trop triste de

voir que la royauté et les bonnes mœurs déchoient à cause de toi.

Roi, pourquoi n'y penses-tu pas? Tu n'es pourtant plus un enfant. Si tu savais ce qu'on va publiant avec mépris de tes monnaies?

Personne ne t'en loue; loin de là, tu es blâmé de tout le monde; mais je n'en veux de mon bon gré rapporter la diffamation.

Non, je ne le dirai pas; mais bientôt tu sauras comment ton peuple se perd à cause de ta monnaie.

Le menu peuple est éperdu et en contestation, et il se désespère de voir faillir le bon temps.

La droiture change et se transforme, et la raison tourne ouvertement en déraison; cela est démontré.

Crier n'y peut rien; ainsi dorénavant je veux m'en taire, puisqu'on en parle et qu'on en disserte souvent sans moi.

§ 17. — DÉPOSITION D'UN TEMPLIER. — COMMENT ON RECEVAIT
LES MEMBRES DE L'ORDRE (1307).

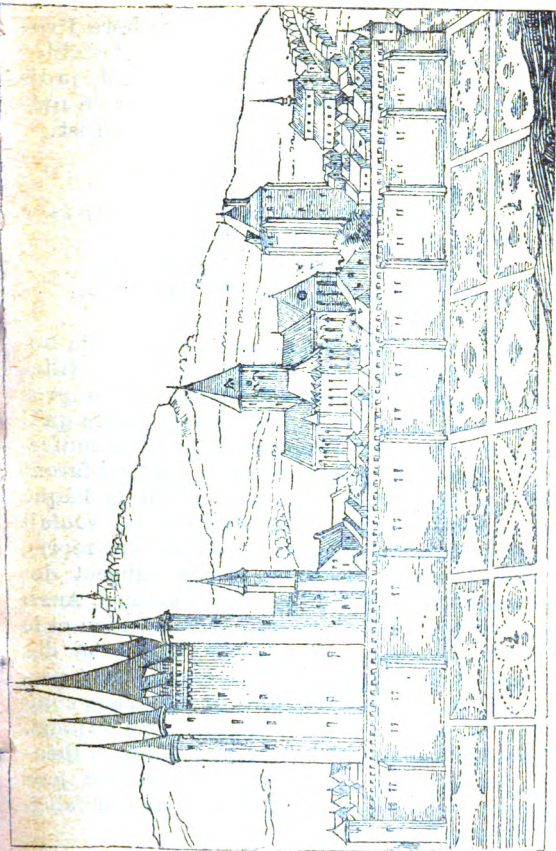
(Dupuy, p. 314-316.)

Celui qui le recevait, l'ayant revêtu du manteau de l'ordre, lui montra sur un missel un crucifix, et lui dit d'abjurer le Christ attaché en croix. Et lui, tout effrayé, le refusa, s'écriant : « Hélas, mon Dieu, pourquoi le ferais-je? Je ne le ferai aucunement. — Fais-le sans crainte, lui répondit l'autre, je jure sur mon âme que tu n'en éprouveras aucun dommage en ton âme et ta conscience; car c'est une cérémonie de l'ordre introduite par un mauvais grand maître qui se trouvait captif d'un Soudan et ne put obtenir sa liberté qu'en jurant de faire ainsi abjurer le Christ à

tous ceux qui seraient reçus à venir : et cela fut toujours observé. C'est pourquoi tu peux bien le faire. » Et alors le déposant ne le voulut faire, mais plutôt y contredit et il demanda où était son oncle et les autres bonnes gens qui l'avaient conduit là. Mais l'autre lui répondit : « Ils sont partis et il faut que tu fasses ce que je te prescris. » Et il ne le voulut encore faire. Voyant sa résistance, le chevalier lui dit encore : « Si tu voulais me jurer sur les saints évangiles de Dieu que tu diras à tous les frères de l'ordre que tu as fait ce que je t'ai prescrit, je t'en ferais grâce. » Et le déposant le promit et jura. Et alors il lui en fit grâce, sauf toutefois que, couvrant de sa main le crucifix, il le fit cracher sur sa main.

Interrogé s'il a ordonné quelques frères, il dit qu'il en fit peu de sa main à cause de cette irrévérence qu'il fallait commettre en leur réception. Il dit toutefois qu'il avait fait cinq chevaliers. Et interrogé s'il leur avait fait abjurer le Christ, il affirma sous serment qu'il les avait ménagés de la même manière qu'on l'avait ménagé, et un jour qu'il était dans la chapelle pour entendre la messe, le frère Bernard lui dit : « Seigneur, certaine trame s'ourdit contre vous : on a déjà rédigé un écrit dans lequel on mande au grand maître et autres que dans la réception des frères de l'ordre vous n'observez pas les formes que vous devez observer. » Et le déposant pensa que c'était pour avoir usé de ménagements envers ces chevaliers.

Obligé de dire d'où venait cet aveuglement étrange de renier le Christ et de cracher sur la croix, il répondit sous serment : « Certains de l'ordre disent que ce fut un ordre de ce grand maître captif du Soudan, comme on l'a dit. D'autres que c'est une



Le donjon du Temple à Paris. (*Recueil de Chastillon.*)

des mauvaises introductions et statuts de frère Procelin, autrefois grand maître; d'autres, de détestables statuts et doctrines de frère Thomas Bernard, jadis grand maître; d'autres, que c'est à l'imitation en mémoire de saint Pierre qui renia trois fois le Christ.

§ 18. — ÉTATS GÉNÉRAUX DE TOURS DE 1308, CONVOQUÉS
POUR DÉLIBÉRER SUR LE PROCÈS DES TEMPLIERS.

(*Chronique de Jean, chanoine de Saint-Victor,*
dans les *Historiens de France*, t. XXI, p. 656.)

Le roi fit assembler un parlement à Tours, de nobles et d'ignobles, de toutes les châtelainies et villes de son royaume. Il voulait, avant de se rendre auprès du pape à Poitiers, recevoir leur conseil sur ce qu'il convenait de faire des Templiers, d'après leur confession. Le jour avait été assigné, à tous ceux qui furent invités, au premier du mois qui suivrait la Pâque (elle était cette année le 14 avril). Le roi voulait agir avec prudence; et, pour ne pouvoir être repris, il voulait avoir le jugement et l'assentiment des hommes de toute condition de son royaume. Aussi il ne voulait pas seulement avoir la délibération et le jugement des nobles et des lettrés, mais celui des bourgeois et des laïques. Ceux-ci, comparaisant personnellement, prononcèrent presque tous d'une commune voix que les Templiers étaient dignes de mort. L'Université de Paris, et surtout les maîtres en théologie, furent requis expressément de donner leur sentence, ce qu'ils firent par les mains de leur tabelion, le samedi qui suivit l'Ascension.

§ 19. — EXTRAIT DE L'ENQUÊTE FAITE PAR LES COMMISSAIRES
PONTIFICAUX CONTRE LES TEMPLIERS (1310).

(Michelet, *Documents relatifs au procès des Templiers.*)

Le mardi 13 mai, par-devant les commissaires fut amené frère Émery de Villars-le-Duc; barbe rase, sans manteau ni habit du Temple, âgé comme il disait de cinquante ans, ayant été environ huit années dans l'ordre comme frère servant et vingt comme chevalier. Les seigneurs commissaires lui expliquèrent les articles sur lesquels il devait être interrogé. Mais ledit témoin, pâle et tout épouvanté, déposant sous serment et au péril de son âme, demandant, s'il mentait, à mourir subitement, et à être d'âme et de corps en présence même de la commission, soudain englouti en enfer, se frappant la poitrine des poings, fléchissant les genoux et élevant les mains vers l'autel, dit que toutes les erreurs imputées à l'ordre étaient toutes faussetés, quoiqu'il en eût confessé quelques-unes, au milieu des tortures auxquelles l'avaient soumis Guillaume de Marcillac et Hugue de Celles, chevaliers du roi. Il ajoutait pourtant qu'ayant vu emmener sur des charrettes, pour être brûlés, cinquante-quatre frères de l'ordre qui n'avaient pas voulu confesser lesdites erreurs, et ayant entendu dire qu'ils avaient été brûlés, lui qui craignait, s'il était condamné, de n'avoir pas assez de force et de patience, il était prêt à confesser et jurer par crainte devant les commissaires ou autres toutes les erreurs imputées à l'ordre, à dire même, si l'on voulait, qu'il avait tué Notre-Seigneur. Il suppliait et conjurait lesdits commissaires, et nous, notaires présents, de ne point révéler aux gens du roi ce qu'il venait de

dire, craignant, disait-il, que, s'ils en avaient connaissance, il ne fût livré au même supplice que les cinquante-quatre Templiers. Les commissaires, voyant le péril qui menaçait les déposants s'ils continuaient à les entendre pendant cette terreur et mus encore par d'autres causes, résolurent de surseoir pour le présent.

§ 20. — LE ROI FAIT BRULER LE GRAND MAÎTRE
DES TEMPLIERS (1314).

(*Chronique de Guillaume de Nangis,*
dans les *Historiens de France*, t. XX.)

Le grand maître du ci-devant ordre du Temple et trois autres Templiers, le visitateur de France, les maîtres de Normandie et d'Aquitaine, sur lesquels le pape s'était réservé de prononcer définitivement, comparurent par-devant l'archevêque de Sens et une assemblée d'autres prélats et docteurs en droit divin et en droit canon convoqués spécialement dans ce but à Paris sur l'ordre du pape, par l'évêque d'Albano et deux autres cardinaux légats. Comme les quatre susdits avouaient les crimes dont ils étaient chargés publiquement et solennellement, et qu'ils persévéraient dans cet aveu et paraissaient vouloir y persévérer jusqu'à la fin, après mûre délibération du conseil, sur la place du parvis de Notre-Dame, le lundi après la Saint-Grégoire, ils furent condamnés à être emprisonnés pour toujours et murés. Mais comme les cardinaux croyaient avoir mis fin à l'affaire, voilà que tout à coup, sans qu'on pût s'y attendre, deux des condamnés, le maître d'Outre-mer et le maître de Normandie, se défendent opiniâtre-

ment contre le cardinal qui venait de parler et contre l'archevêque de Sens, en reviennent à renier leur confession et tous leurs aveux précédents, sans garder de mesure, au grand étonnement de tous. Les cardinaux les remirent au prévôt de Paris, qui se trouvait présent pour les garder, jusqu'à ce qu'ils en eussent plus pleinement délibéré le lendemain. Mais dès que le bruit en vint aux oreilles du roi, qui était alors dans son palais royal, ayant communiqué avec les siens, sans appeler les clercs, par un avis prudent, vers le soir du même jour il les fit brûler tous deux sur le même bûcher dans une petite île de la Seine entre le jardin royal et l'église des frères ermites de Saint-Augustin. Ils parurent soutenir les flammes avec tant de fermeté et de résolution que la constance de leur mort, et leurs dénégations finales frappèrent la multitude d'admiration et de stupeur. Les deux autres furent enfermés, comme le portait leur sentence.

La superstition populaire voulut que, sur le bûcher, le grand maître eût ajourné le pape et le roi à comparaître devant Dieu, l'un au bout de quarante jours, l'autre au bout de l'année. En effet, le pape et le roi moururent aux termes indiqués.

V

ADMINISTRATION DE PHILIPPE LE BEL. — EXTRAITS DE SES PRINCIPALES ORDONNANCES. — SES RELATIONS AVEC LA NOBLESSE, LE CLERGÉ ET LE TIERS ÉTAT.

Philippe le Bel a pour la première fois convoqué l'ensemble des sujets et vassaux du royaume dans les États généraux. Il a établi l'administration, réglé la justice, organisé l'armée, créé les finances. Mais il faut lui reprocher les actes violents et iniques que le besoin d'argent lui a fait commettre, les exactions fiscales et l'altération des monnaies.

§ 1. — RESSOURCES FINANCIÈRES DE PHILIPPE LE BEL POUR LA GUERRE DE FLANDRE.

(Mémoire anonyme déjà cité.)

La chevance des deniers pour ladite guerre de Gascogne et de la mer, et des autres choses dessus dites, se fit en cette manière.

Premièrement l'on trouva au trésor du Louvre, ainsi qu'il peut apparoir par les écrits du trésor, envi-

ron 200 000 livres tournois, bonne monnaie, dont le florin d'or valait dix sous tournois.

Item, monseigneur Biche et monseigneur Mouche



Sceau de l'Université de Paris.

(Arch. nat., n° 8015.)

prêtèrent leurs deniers et qu'ils empruntèrent sur eux aux foires de Champagne et à Paris, si comme il appert par les écrits, environ 200 000 livres tournois.

Item, pour ce que Thomas Brichart, maître de la monnaie, et aucuns du conseil conseillaient et voulaient que pour avoir chevance on fit la faible

monnaie, qui puis se fit, monseigneur Mouche et aucuns autres qui soutenaient le contraire, ne voulaient que la bonne monnaie se gâtât pour le destourber; et pour ce que la faible ne se fit par leur conseil, on leva un prêt qui fut mis et élevé sur les riches bourgeois et toutes les bonnes villes, et des baillies, l'an 93; duquel prêt se leva des bourgeois environ 630 000 livres tournois; et des prélats et autres du conseil, le roi et maître des comptes et du parlement environ 50 000 livres tournois, et malgré cela ne purent les susdits destourber que la faible monnaie ne se fit.

Item, après ledit prêt, se leva un subside des bourgeois, au lieu de prêt, l'an 95, duquel se leva environ de.....

Item, de la finance, en lieu de don et du denier de la livre des villes de Paris, de Châlons, de Reims, de Laon et de Tournay, environ 60 000 livres tournois.

Item, du centième qui se leva pour subside du royaume, environ 315 000 livres tournois.

Item, du cinquantième de Champagne, 25 000 livres tournois.

Item, du subside en lieu de dixième, que les prélats et les clercs payèrent entre deux fois pour cause de la guerre, 189 000 livres tournois.

Item, de l'ordre de Cîteaux, 60 000 livres tournois.

Item, pour ladite cause, des prélats et des clercs de Languedoc, c'est à savoir des sénéchaussées de Toulouse, de Carcassonne et de Beaucaire, environ....

Item, des gens laïques desdites sénéchaussées, de subside et de prêt, environ.....

Item, de la taille des juifs et de leurs finances, environ 215 000 livres tournois.

Item, du trésor de l'évêque de Vincestre, qui fut

trouvé à Saint-Denis, à Saint-Victor et à Sainte-Genève, environ 26 000 livres tournois.

Item, des biens des Bayonnais, qui furent pris à la Rochelle, 14 200 livres tournois.

Item, du monnayage de la faible monnaie, qui se commença à faire en avril l'an 96, laquelle ne rendit mie moult grand profit en cette première année ; — durant la guerre de Gascogne, environ 60 000 livres tournois.

Item, de la taille des Lombards singuliers et de la finance de la compagnie de Richard de Lucques, environ 65 000 livres tournois.

Item, du denier de la livre, que les compagnies et les autres marchands italiens commencèrent à payer cette année de l'an 95, environ 16 000 livres tournois.

§ 2. — ORDONNANCE DE 1294 DESTINÉE A RÉPRIMER LE LUXE.

(*Recueil des Ordonnances*, t. I, p. 541.)

Premièrement. Nulle bourgeoise n'aura char.

Item, Nul bourgeois ni bourgeoise ne portera vair, ni gris, ni hermines, et se délivreront de ceux qu'ils ont, de Pâques prochaines en un an. Ils ne porteront, ne pourront porter or, ni pierres précieuses ni couronnes d'or ni d'argent.

Item, Nul clerc, s'il n'est prélat ou établi en personnage, ou en dignité, ne pourra porter vair, ni gris, ni hermines, fors en leurs chaperons seulement.

Item, Les ducs, les comtes, les barons de six mille livres de terre et plus, pourront faire quatre robes par an et non plus, et les femmes autant.

Item, Nul chevalier ne donnera à nuls de ses compagnons que deux paires de robes par an.

Item, Tous chevaliers n'auront que deux paires de robes tant seulement, ni par don, ni par achat, ni par autre manière.

Item, Chevaliers qui auront trois mille livres de terre, ou plus, ou les bannerets, pourront avoir trois paires de robes par an, et non plus, et sera l'une de ces robes pour été.

Nul prélat ne donnera à ses compagnons qu'une paire de robes par an et deux chapes.

Nul écuyer n'aura que deux paires de robes, par don, ni par achat, ni en nulle autre manière.

Garçons n'auront qu'une paire de robe l'an.

Nulle damoiselle, si elle n'est châtelaine ou dame de deux mille livres de terre, n'aura qu'une paire de robes l'an.

Nul bourgeois, ni bourgeoise, ni escuyer, ni clerc, s'il n'est en prélation ou en personnage, ou en plus grand état, n'aura torche de cire.

Nul ne donnera, au grand manger, que deux mets et un potage au lard, sans fraude; et au petit manger un mets et un entremets. Et s'il est jeûne, il pourra donner deux potages aux harengs et deux mets ou trois mets, et un potage. Et ne mettra en une écuelle qu'une manière de chair, une pièce tant seulement, ou une manière de poisson, ni se fera autre fraude. Et sera comptée toute grosse chair pour mets. Et n'entendons pas que fromage soit mets, s'il n'est en pâte ou cuit en eau.

Il est ordonné pour déclarer ce que dessus est dit des robes, que nuls prélats, ou barons tant soient grands, ne puissent avoir robe pour son corps de plus de vingt-cinq sols tournois l'aune de Paris.

Les femmes des barons à ce taux.

Les comtes et les barons ne pourront donner robes



à leurs compagnons de plus de dix-huit sols l'aune de Paris.

Les bannerets et les châtelains ne pourront avoir robes pour leur corps de plus de dix-huit sols tournois l'aune de Paris, et leurs femmes à ce taux. Et pour leurs compagnons, de quinze sols l'aune de Paris.

Les écuyers, fils des barons, bannerets et châtelains ne pourront avoir robes de plus grand prix de quinze sols tournois de Paris.

Prélats, comtes, barons, bannerets et châtelains ne donneront robes à leurs écuyers de plus de sept sols ou de six sols l'aune de Paris.

Les autres écuyers qui ne sont de ménage et se vêtent de leur propre, ne pourront faire robe de plus de dix sols tournois l'aune.

Clercs qui sont en dignité ou en personnages ne pourront faire robes pour leur corps de plus de seize sols tournois l'aune de Paris et pour leurs compagnons de douze sols tournois l'aune.

Clercs qui sont en dignité et personnages, fils de comtes, barons, bannerets ou châtelains, ne pourront faire robes de leurs corps de plus de seize sols l'aune, et pour leurs compagnons ou pour leurs maîtres, de dix ou douze sols tournois tout au plus l'aune.

Les autres clercs qui font leurs robes du leur ne pourront faire robe pour leur corps de plus de douze sols six deniers l'aune. Et s'il est chanoine d'église cathédrale, il pourra faire robe de quinze sols tournois l'aune, et non plus.

Les bourgeois qui auront la valeur de deux mille livres tournois, et au-dessus, ne pourront faire robe de plus de douze sols six deniers tournois l'aune de Paris.

Et leurs femmes de seize sols au plus.

Les bourgeois de moins de valeur ne pourront faire robe de plus de dix sols tournois l'aune, et pour leurs femmes de douze sols au plus.

Et sont ces ordonnances commandées à garder aux ducs, aux comtes, aux barons, aux prélats, aux clercs et à toutes manières de gens du royaume qui sont en la foi, sur cette foi qu'ils sont tenus. En telle manière que les ducs, les comtes, les barons, les prélats qui feront contre cette ordonnance payeront cent livres tournois pour peine. Et sont tenus à faire garder cet établissement à leurs sujets, en quelque état qu'ils soient et en telle manière que si aucun banneret fait encontre, il payera cinquante livres tournois, et les chevaliers ou vavasseurs vingt-cinq livres tournois.

Des autres laïcs qui contre ce feront, en quelque état qu'ils soient, s'il a vaillant mille livres parisis, payera vingt-cinq livres et, s'il a moins vaillant, il payera cent sols; et des autres clercs qui sont sans dignité ou personnage, soit de siècle, soit de religion, quiconque fera encontre, il payera cent sols, aussi comme l'autre.

Et les amendes de toutes manières de gens laïcs qui pour cette occasion de cet établissement sont levées, seront aux seigneurs en qui terre ou en qui seigneuries les forfaits seront faits, soient les seigneurs clercs, ou laïcs; et les amendes des clercs, en quelque état qu'ils soient, seront à leurs prélats ou à leur souverain.

Et en telle manière que ceux par qui les forfaits viendront en la connaissance du seigneur, auront le tiers de l'amende.

Et s'il advenait qu'aucuns clercs ou laïcs de quel-

que condition qu'ils furent fussent accusés qu'ils eurent fait contre cette ordonnance, et ils s'en voulaient purger par serment en la manière que chacun a accoutumé à jurer, et ils en seront crus et seront quittes de la peine.

Et se purgera chacun, soit clerc, ou laïc, qui de cette chose se voudra purger.

Ce fut fait et ordonné à Paris l'an de grâce 1294.

§ 3. — PROTECTION ACCORDÉE PAR PHILIPPE LE BEL AUX MARCHANDS ITALIENS¹. — ANALYSE DE L'ORDONNANCE ROYALE DU 22 MARS 1295.

(*Recueil des Ordonnances*, t. XI, p. 377. — Vuitry, *Régime financier de la France sous Philippe le Bel et ses trois fils*, t. I, p. 104.)

De toutes les marchandises vendues ou achetées par les commerçants italiens aux foires de Champagne, à Nîmes et dans la province de Narbonne, il sera payé au roi un denier par le vendeur et un denier par l'acheteur, et le double dans le reste du royaume.

Pour le change pratiqué dans les foires à Paris et à Nîmes, il sera payé un denier pour chaque livre et une obole dans le reste du royaume.

Chaque livre d'or ou d'argent vendu au poids payera un petit tournois en quelque lieu que la vente soit faite (art. 1, 2, 3).

Les marchands pourront aller et venir librement et en sûreté avec leurs effets par tout le royaume.

1. Les Italiens ou *Lombards* faisaient la banque et le commerce de l'argent. Comme les Juifs, ils furent l'objet de nombreuses ordonnances destinées soit à punir leurs usures, soit à favoriser leur commerce.

Ils seront quittes de tout droit d'ost, de garde, de prêt et de toutes tailles et impositions, excepté les redevances qu'ils pourront devoir pour leurs immeubles.

Ils sont déchargés des amendes qu'ils auraient précédemment encourues.

Dans leurs contrats et dans leurs affaires civiles et criminelles ils seront traités non comme étrangers, mais comme bourgeois du royaume.

Ils seront sous le sauf-conduit du roi pendant les foires en allant et en revenant, et le roi réparera les dommages qu'ils auront soufferts, s'ils n'ont pas obtenu cette réparation deux mois après qu'elle aura été demandée.

Si l'un d'eux a commis un délit, ses biens seront saisis et non ceux de la communauté (art. 6, 7, 8, 9, 12, 14).

Ils ne pourront prêter que sur gages, et, conformément aux anciennes ordonnances de Philippe-Auguste et de saint Louis, ils ne pourront recevoir en gage ni des ornements sacrés ni des vêtements sanglants ou mouillés (art. 14 et 15). Deux prud'hommes, sous le titre d'auditeurs des Juifs, seront chargés d'assurer l'exécution de cette ordonnance et connaîtront des réclamations auxquelles pourra donner lieu l'ancienne vente des biens des Juifs quand elle aura été faite à moins de la moitié d'un juste prix. Le roi déclare qu'il prend les Juifs sous sa protection spéciale; il veut que leurs personnes et leurs biens soient préservés de toutes violences, injures et oppressions (art. 19, 20, 21).

§ 4. — L'ADMINISTRATION DU ROYAUME. — ANALYSE DE
L'ORDONNANCE DU 23 MARS 1303.

(*Recueil des Ordonnances*, t. I, p. 354.)

1. L'intention du roi est que les églises, les monastères, les prélats et toutes les personnes ecclésiastiques soient sous la protection royale.

2. Les églises jouiront des libertés des franchises et des immunités qu'elles avaient sous le règne de saint Louis, aïeul du roi. Et défenses sont faites aux officiers royaux de les y troubler, ainsi que dans l'exercice de leur juridiction spirituelle ou temporelle.

3. S'il y avait ordre de la part du roi de saisir ou de confisquer les biens des églises ou des personnes ecclésiastiques, le bailli auquel un tel ordre sera adressé ne le mettra à exécution qu'après s'être informé si ce qui a été mandé au roi est véritable, à moins que la cause exprimée dans le mandement ne soit notoire.

4. Cette disposition d'ordonnance aura son exécution dans les terres des ducs, des comtes et des barons. Et le roi enverra des personnes sages et habiles dans les sénéchaussées et les bailliages du royaume pour s'informer des anciennes coutumes et pour savoir comment on les pratiquait du temps de saint Louis, afin de rétablir les bonnes et supprimer les mauvaises.

5. Si le roi ordonnait de saisir le bien de quelque prélat ou autre personne ecclésiastique, on ne pourra, en exécution du premier mandement, mettre leurs meubles en la maison du roi, ni découvrir ou dé-

truire leurs maisons, et l'on ne saisira de leurs biens que jusqu'à concurrence de l'amende qu'ils devront.

6. Quand les prélats et les autres personnes ecclésiastiques seront obligés de venir au parlement, leurs affaires y seront promptement expédiées, aux jours de leurs bailliages ou sénéchaussées. Ils seront traités avec honnêteté et expédiés promptement, à raison de leur rang et de l'importance de leurs affaires, ce qui sera observé parallèlement à l'égard des barons.

7. Si les prélats ou les barons ne peuvent être expédiés à cause de la multitude des affaires, la cour leur donnera un jour certain auquel ils seront entendus.

8. Le roi n'acquerra rien à l'avenir dans leurs fiefs ni leurs arrière-fiefs sans leur consentement. Il ne recevra pas de nouvelles avoueries à leur préjudice, et toutes celles qui lui ont été faites, ou à ses prédécesseurs, sont révoquées, à moins qu'il n'y ait prescription.

9. S'il arrive que, par forfaiture, quelques biens soient acquis au roi dans les terres des prélats et des barons, Sa Majesté les mettra hors de ses mains dans l'an, et les remettra à des personnes qui pourront s'acquitter des devoirs féodaux, ou elle en indemnisera les seigneurs.

10. Les commissaires ou gardiens veilleront à la conservation des biens en régle. Ils en percevront les fruits sans dégât; ils n'abattront pas les bois de haute futaie, ils ne couperont pas les bois taillis avant le temps, et ils ne détruiront pas les étangs ni les viviers.

11. Les gardiens des régales qui ont été commis au temps passé seront condamnés sommairement à

payer tous les dommages qu'ils ont faits et seront punis selon la qualité du délit.

12. Les arrêts rendus par la cour seront exécutés sans appel, et s'il y a quelque ambiguïté ou erreur, la correction en appartiendra au roi ou à la cour.

13. Les enquêtes portées en la cour seront du moins expédiées et jugées dans deux années.

14. Les baillis, les sénéchaux et autres officiers royaux, les juges et gardes des foires de Champagne, les maîtres et gardes des eaux et forêts seront élus et institués par le grand conseil du roi.

15. Les officiers et les procureurs du roi feront le serment qui suit, dans les assises qui seront tenues immédiatement, après la publication de cette ordonnance.

16. Les sénéchaux et les baillis ne pourront être du conseil du roi, tant qu'ils seront sénéchaux et baillis. Et s'ils ont été du conseil auparavant, ils s'abstiendront d'y aller tant que leur office durera.

17. Aucun conseiller du roi ne pourra recevoir pension d'aucune personne ecclésiastique et séculière, ni d'aucune ville ou communauté.

18. Nul sénéchal ni bailli ne pourra avoir pour prévôt, lieutenant ou juge aucun qui lui soit parent, avec qui il ait affinité, ou en liaison par la nourriture, de crainte qu'ils ne soient hors d'état de rendre des jugements justes dans les appellations interjetées de ces sortes de personnes.

19. Les prévôtés du roi ne seront rendues ou données à ferme qu'à des personnes fidèles, capables, de bonne renommée, non clercs, ni usuriers, etc. Les prévôts à ferme ne pourront juger ni taxer les amendes. Et dans chaque prévôté il n'y aura qu'un seul prévôt, ou deux au plus.

20. Lorsque les procureurs du roi poursuivront

quelques causes, ils feront, comme les autres, le serment appelé en droit *Calumniæ*, et ils n'occuperont pas pour des particuliers, à moins qu'ils ne leur soient parents.



Sceau de Philippe le Bel.

(Arch. nat., n° 47.)

21. Les baillis, sénéchaux, prévôts, etc., exécuteront les mandements du roi, à moins qu'ils n'aient de justes raisons pour ne le pas faire, qu'ils expliqueront au roi par leurs lettres scellées de leurs sceaux, etc.

22. Les sénéchaux, les baillis, les viguiers, les vi-

comtes, les juges et autres officiers de justice exerceront leurs offices en personne, et ne pourront commettre en leur place des substituts et des lieutenants qu'en cas de nécessité. Et s'ils sont obligés de s'absenter, ils ne mettront pour substituts que des personnes du pays, sages et éclairées, qui ne seront pas avocats ou surchargées d'affaires. Et ces substituts jureront qu'ils feront leur devoir.

23. Les prévôts n'exigeront rien de leurs justiciables, et quand même leurs justiciables leur offriraient quelque chose, ils ne pourront le prendre. Ils ne vexeront pas les églises, sous le prétexte de subvention et d'aides; ils n'exigeront pas des personnes d'Eglise des repas et des gîtes, et ne traiteront pas avec elles de leurs amendes.

24. L'ordonnance faite par le roi touchant les bourgeoisies sera exécutée et exactement observée. S'il y a contestation pour quelque bourgeois entre les officiers du roi et les seigneurs, la récréance en sera faite par celui qui y sera obligé, et, après qu'on aura enquis de la vérité, l'affaire sera terminée suivant le droit et les coutumes.

25. Les officiers royaux n'attireront pas à eux les causes mues entre les justiciables des prélats et des barons, au préjudice de leurs justices, et ils ne connaîtront de ces causes qu'en cas de ressort.

26. Les sénéchaux et les baillis tiendront leurs assises dans le circuit de leur territoire, de deux mois en deux mois au moins. A la fin de chaque assise, ils indiqueront le commencement de la suivante, et ils ne pourront en tenir aucune dans les terres des prélats et des barons.

27. Aucun ne sera sénéchal, bailli, prévôt, juge ou viguier dans le lieu de sa naissance.

28. Les sergents ne feront aucun ajournement que par l'ordre des sénéchaux et des baillis. Et si le prévôt faisait faire quelque ajournement, injuste ou faux, il en dédommagerait la partie.

29. Les sergents royaux ne pourront exercer leurs offices dans les terres où les prélats et les barons ont toute justice, si ce n'est en cas de ressort.

30. Les sergents royaux ne pourront demeurer dans les terres où les prélats et les barons ont toute justice, à moins qu'ils n'y soient nés ou mariés, et dans ces deux cas ils n'y pourront faire aucune fonction de leurs offices, même en cas de ressort.

31. Les sergents qui demeureront en ces deux cas dans les terres des seigneurs, seront soumis à leur juridiction, tant spirituelle que temporelle, excepté en ce qui concerne la fonction de leurs offices.

32. L'ordonnance touchant la réduction du nombre excessif des sergents sera exécutée.

33. Les sergents qui seront élus et réservés donneront de bonnes et suffisantes cautions, qui seront reçues par les baillis, les sénéchaux, etc.

34. Les sergents à cheval ne prendront que trois sols par jour, et les sergents à pied dix-huit deniers de monnaie courante, quand ils sortiront des villes, quelques ajournements qu'ils fassent pour différentes affaires et pour des personnes différentes. Et où la coutume sera de donner moins, elle sera suivie.

35. S'il y a contestation pour des terres, et si les officiers du roi les saisissent et en accordent la possession à l'une des parties, les fruits intermédiaires lui seront restitués.

36. Les sénéchaux, les baillis et autres officiers de justice ne pourront créer ni instituer des notaires, le roi s'en réservant le droit et à ses successeurs, sans

préjudicier aux droits des seigneurs, qui sont en possession d'en créer dans leurs terres.

37. Les notaires auront de salaire, pour trois lignes, un denier, depuis quatre lignes jusqu'à six, deux deniers de monnaie courante, et si leurs écritures excèdent six lignes, ils n'auront qu'un denier pour trois lignes, etc.

38. Les sénéchaux, les baillis, les viguiers, etc., jureront qu'ils feront justice aux grands et aux petits, et à toutes personnes de quelque condition qu'elles soient, sans exception.

39. Qu'ils conserveront les droits du roi, sans faire préjudice à personne.

40. Qu'ils ne recevront or, ni argent, ni aucun autre don quel qu'il soit, si ce n'est de choses à manger, ou à boire.

41. Qu'ils ne souffriront pas que l'on fasse aucun présent à leurs femmes, leurs enfants, leurs frères, leurs neveux, leurs nièces, ni qu'on leur donne aucun bénéfice.

42. S'ils reçoivent du vin en présent, ce ne sera qu'en barils ou bouteilles.

43. Ils ne pourront rien recevoir, à titre de prêt, des personnes de leurs bailliages, ni de ceux qui auront ou seront sur le point d'avoir des causes devant eux.

44. Ils jureront qu'ils ne feront aucun présent à ceux qui seront du conseil du roi, à leurs femmes ni à leurs enfants, etc.

45. Qu'ils n'auront pas de part dans les ventes des bailliages, des prévôtés, des revenus du roi, ni dans les monnaies.

46. Qu'ils ne soutiendront pas les fautes, les injures, les exactions, les usures et les vices des officiers qui leur seront soumis, mais qu'ils les puniront.

47. Les prévôts, les viguiers, les baillis et les officiers qui leur seront soumis, jureront qu'ils ne donneront rien à leurs supérieurs, à leurs femmes, leurs enfants, leurs domestiques, leurs parents, leurs amis, ni qu'ils ne seront pas à leur service.

48. Les sénéchaux et les baillis jureront qu'ils ne recevront des baillis inférieurs, des vicomtes, aucun gîte, ni aucun repas.

49. Qu'ils ne recevront aucun présent des personnes religieuses qui seront domiciliées dans le lieu de leur administration, pas même des choses à boire ou à manger, si ce n'est des personnes riches, et une fois ou deux l'année au plus.

50. Qu'ils ne feront aucune acquisition d'immeubles dans leurs bailliages, tant que leur office durera.

51. Qu'ils ne contracteront pas mariage dans le lieu de leur administration et qu'ils ne permettront pas que leurs enfants, leurs sœurs, leurs nièces, leurs neveux, etc., s'y marient.

52. Qu'ils ne mettront ou ne tiendront aucun en prison pour dettes, à moins qu'il ne soit obligé par corps, par lettres passées sous le sceau royal.

53. Qu'ils ne confieront ou ne donneront à ferme les prévôtés du roi, ses autres offices et revenus, qu'à des personnes capables.

54. Il en sera de même des écritures des sergenteries et des vigueries.

55. Qu'ils ne feront rien en fraude de tout ce qui a été marqué ci-dessus.

56. Les sceaux des sénéchaussées, des bailliages et des prévôtés, etc., ne seront plus donnés à ferme, qu'à des personnes de bonne renommée.

57. Les lettres expédiées pour crimes ne passeront pas au grand sceau, si elles ne sont auparavant ap-

prouvées et signées de deux personnes du conseil du roi ou d'une seule personne que le roi commettra à cet effet.

58. Les prélats et les barons qui ont haute justice, auront la connaissance de l'exécution des lettres que leurs justiciables auront passées sous le sceau royal.

59. Si des personnes domiciliées dans les provinces qui sont régies par le droit commun, ont des causes qui doivent être décidées par le droit civil, c'est par le droit civil qu'elles seront jugées.

60. Aucun sénéchal, bailli, prévôt, viguier, vicomte, etc., ne pourra tirer un homme d'une châtel-
lenie, d'un bailliage ou d'une prévôté, pour le faire plaider dans une autre châtel-
lenie, une autre prévôté ou un autre bailliage.

61. Les sujets des prélats et des barons se pour-
voiront par appel, par-devant les barons et les prélats, suivant l'ancien usage.

62. Pour l'expédition des causes, on tiendra tous les ans deux parlements à Paris, deux échiquiers à Rouen, et deux fois l'an les jours de Troyes. Et il y aura un parlement à Toulouse, si les gens de cette province consentent qu'il n'y ait point d'appel des présidents de ce parlement.

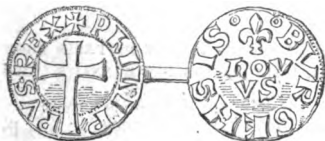
§ 5. — JUGEMENT D'UN CONTEMPORAIN AU SUJET DES OPÉ-
RATIONS DE PHILIPPE LE BEL SUR LES MONNAIES. — EXTRAIT DES
MÉMOIRES DE PIERRE DUBOIS (1300 et 1306).

(Vuitry, *Régime financier de la France*
sous Philippe le Bel, p. 226.)

Vos sujets ¹ ont supporté récemment et supporteront encore par le changement des monnaies des

1. P. Dubois ici s'adresse au roi.

pertes auxquelles on ne saurait comparer celles qu'ils ont faites par suite de la guerre. En effet, les revenus en argent, pour les nobles comme pour les autres, ne sont pas augmentés, car ils reçoivent un seul denier au lieu de deux; d'un autre côté, les objets nécessaires pour se nourrir, pour se vêtir, sont deux fois plus chers, par la raison que ceux qui exportaient du numéraire préfèrent maintenant exporter



Monnaie de Philippe IV.

des marchandises qu'ils laissaient autrefois dans le royaume... Tous les sujets du roi sont donc victimes de ces changements, excepté le prince, les fermiers et les fabricants de la monnaie. Comment donc réparer les pertes si grandes et si générales qui ont frappé la population entière? C'est à quoi devraient réfléchir les auteurs de ces misères, s'ils pensaient qu'ils doivent mourir...

Par suite de ces altérations, ceux qui ont des rentes en argent ont perdu d'abord le quart, puis le tiers, ensuite la moitié, enfin le tout. Moi qui écris ces choses, je sais que, chaque année, j'ai vu mon revenu diminuer de 500 livres depuis qu'on a commencé à changer les monnaies. Je crois aussi, tout bien considéré, que le roi a perdu et perd encore, par cette altération, bien plus qu'il ne gagnera jamais. Il faut que le roi connaisse dans toute sa vérité cette calamité publique. Je ne crois pas qu'un homme sain

d'esprit puisse ou doive penser que le roi aurait ainsi changé et altéré les monnaies s'il avait su que d'aussi grands dommages en résulteraient. Élevé dans les délices et accoutumé aux richesses, le roi ne peut connaître pleinement la ruine et les innombrables misères de ses sujets, de même que ceux qui ont vécu de longs jours sans connaître les maladies, n'en ont aucun souci.

§ 6. — ÉMEUTE DU PEUPLE DE PARIS PROVOQUÉE
PAR L'ALTÉRATION DES MONNAIES (1306).

(*Chroniques de Saint-Denis*,
dans les *Historiens de France*, t. XX, p. 680.)

En cet an même à Paris, pour les louages ¹ des maisons, que les bourgeois de Paris voulaient prendre du peuple à bonne monnaie et forte qui alors était appelée, grande dissension et désaccord s'éleva, et lors s'émurent plusieurs du menu peuple, si par exemple foulons et tisserands, taverniers et plusieurs autres ouvriers d'autres métiers, et firent alliance ensemble et allèrent et coururent sur un bourgeois de Paris appelé Étienne Barbette, duquel conseil, si comme il était dit, les louages desdictes maisons étaient pris à la bonne et forte monnaie, pour laquelle chose le peuple était ému et grevé. Et lors premièrement le jeudi devant l'Épiphanie envahirent ou assaillirent un manoir du devantdit bourgeois Étienne, qui était nommé la courtille Barbette, et par feu mis le dégâtèrent et détruisirent et les arbres du jardin

1. Il s'agit des exigences des propriétaires qui voulaient se faire payer en monnaie forte le prix des baux lorsque la monnaie faible avait cours.

de tout en tout corrompirent, froissèrent et débrisèrent. Et après eux départans avec toute grande multitude d'alans avec verges et bâtons revinrent en la rue Saint-Martin et rompirent l'hôtel du devantdit bourgeois et entrèrent dedans par force, et tantôt les tonneaux de vin qui en cellier étaient froissèrent, et le vin répandirent par place et aucuns d'eux d'icelui



Monnaie de Philippe IV.

vin tant burent qu'ils furent enivrés. Et après cela les biens et meubles de ladite maison, c'est à savoir coultes, coussins, coffres, huches et autres biens froissant et débrisant par la rue en la boue les répandirent, et avec des couteaux les plumes des matelas répandirent.

§ 7. — PROCÈS-VERBAL D'ÉLECTION DES DÉPUTÉS DE LA COMMUNAUTÉ DE CHÉROY AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DE TOURS DE 1308 ¹.

(*Musée des Archives nationales*, p. 173.)

A tous ceux qui verront ces présentes lettres, Nicolas Chauvinus, prévôt de Chéroy, salut. Sachent

1. Il s'agissait pour ces États généraux de se prononcer sur la culpabilité des Templiers.

tous que Nicolas Batiaus et Hugues Nius, les sergents du roi à Chéroy, furent élus, de l'assentiment du commun de la ville de Chéroy, pour aller à Tours ouïr le commandement du roi notre seigneur. En témoignage de ce, je scelle les lettres de mon scel. Donné le mardi dernier jour d'avril, l'an de grâce mil trois cent et huit.

§ 8. — MANDAT DES DÉPUTÉS ENVOYÉS PAR LA VILLE D'AMIENS
AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1308.

(Musée des Archives nationales, p. 173.)

A très illustre et très excellent prince leur seigneur, Philippe, par la grâce de Dieu roi des Français, le maire, les échevins et toute la communauté de la cité d'Amiens souhaitent de régner heureusement par celui qui donne le salut aux rois, et d'obéir fermement à ses prescriptions. Suivant l'ordre de Votre Royale Majesté, nous avons jugé bon de vous envoyer à tous, pour les intérêts de la foi catholique, les porteurs des présentes, nos échevins et concitoyens, Jean dit le Fruitier et Jacques de Mes. Ils devront vous assister, et obéir à votre ordre au sujet de ladite affaire, ainsi qu'en tout ce qui vous paraîtra utile et opportun. En témoignage de quoi nous avons voulu apposer le sceau de notre commune. Donné à Amiens, l'an du Seigneur mil trois cent huit, au mois d'avril.

§ 9. — EXTRAIT DE L'ORDONNANCE PAR LAQUELLE PHILIPPE LE BEL DÉFEND LE PORT DES ARMES PAR TOUT LE ROYAUME (1308).

(*Archives nationales*, reg. 41
du *Trésor des Chartes*, n° 33.)

Nous défendons aux baillis de souffrir en leur bail-
liage que gens d'armes de quelconque autorité ou
état entrent en armes ou fassent assemblée.

Nous voulons et mandons que vous preniez leurs
corps et mettiez en notre prison leurs chevaux et
leurs harnais et tous leurs biens.

Et s'il advenait que aucuns voulussent être rebelles
et sur ce ne voulussent obéir, nous te mandons et
commandons, si étroitement comme pouvons plus,
que tous féaux et sujets et toutes communes et uni-
versités de ville que tu pourras plus prestement avoir
appelles et mènes avec toi le plus efforcément que tu
pourras et fasse que lesdits rebelles obéissent et que
notre honneur soit sauf et gardé.

§ 10. — ANALYSE DE L'ORDONNANCE DE PHILIPPE LE BEL
SUR LES MONNAIES (1313).

(Vuitry, *Étude sur le régime financier de la France
sous Philippe le Bel*, t. I, p. 204-205.)

Art. 1^{er}. — Les monnaies étrangères n'auront point
cours dans le royaume.

Art. III. — Toutes les monnaies d'or françaises sont
démonétisées, à l'exception du denier à l'agneau, dont
la valeur légale est abaissée de vingt sous à quinze
sous.

Art. iv. — Le numéraire de billon est réduit aux bourgeois forts et aux bourgeois simples, aux tournois doubles et aux parisis doubles, aux petits tournois et aux petits parisis. La valeur légale de ces espèces est réglée proportionnellement à leur titre et à leur poids.

Art. vi, vii et viii. — Réglementation de tout ce qui regarde le commerce, la mise en œuvre, la possession des métaux précieux. L'exportation en est interdite. Les prélats et les barons pourront seuls avoir de la vaisselle d'or et d'argent; ils n'en auront que ce qui leur sera nécessaire.

Art. ix. — Il est interdit de vendre et d'acheter autrement que par sous et par livres, sous peine de confiscation des marchandises et de la monnaie.

Art. xiv et xv. — Dispositions relatives aux monnaies seigneuriales et restrictions aux droits des seigneurs de battre monnaie. Les seigneurs ne pourront diminuer ni le titre ni le poids de leurs espèces, et ils ne pourront en frapper de semblables à celles du roi.

« Cette ordonnance réformait et réorganisait tout le système monétaire. On a conservé quelques-unes des instructions qui furent données pour la mettre à exécution; elles attestent les préoccupations du gouvernement. Deux trésoriers du roi, Guy Florent et Paul Dubois, furent envoyés dans la vicomté de Paris : ils furent chargés de se transporter personnellement dans les cités, les châteaux, les lieux nobles et autres pour faire connaître et bien expliquer les intentions du roi, les motifs qui l'ont déterminé, les avantages des mesures qu'il a prises. » (Vuitry.)

Sous Philippe le Bel s'achève la décadence des communes jurées. Il ne fut pas accordé une seule charte de commune pendant ce règne, et un très petit nombre furent confirmées. Le Parlement, profitant des désordres qui éclataient fréquemment au sein des communes, soit



Monnaie de Philippe IV.

à cause des luttes entre bourgeois et municipalités, soit en raison de leurs démêlés avec les seigneurs de la cité, rendait contre elles des arrêts souvent rigoureux, quand il ne prononçait pas leur suppression.

§ 11. — RELATIONS DE PHILIPPE LE BEL AVEC LES COMMUNES.
— DÉMÊLÉS DES BOURGEOIS ET DE L'ÉVÊQUE DE BEAUVAIS
(1288-1306).

(Loysel, *Mémoires de Beauvais*, p. 300.)

Un différend s'étant élevé entre le maire et les pairs de Beauvais d'une part, et Henri Aleaume et l'évêque de Beauvais, chacun pour ce qui le concerne, d'autre part; ledit Henri a dit que lesdits pairs l'avaient soumis à leur justice, lui justiciable dudit évêque, dans la juridiction duquel il était couchant et levant, et auquel il demandait être renvoyé, vu qu'il n'était point le bourgeois du maire et pair de Beauvais, et qu'il était sorti depuis long-

temps de leur commune, et avait fait au moment de sa sortie tout ce qu'il devait. Et ledit évêque a demandé que ledit Henri fût renvoyé à sa cour, prêt à faire de lui toute justice. Lesdits maire et pairs ont dit que cela ne devait point se faire, vu qu'ils avaient soumis ledit Henri à leur justice comme leur bourgeois et taillable pour la taille à eux imposée, de quoi ils ont soutenu que la connaissance nous appartenait. Car, disaient-ils, la coutume et l'usage de Beauvais doivent le faire connaître aux maire et pairs, donner de bonnes cautions qui soient leurs justiciables, ou mettre ses biens sous notre main, et avant toutes choses rendre compte de son administration, s'il a exercé quelque charge, payé les arrérages, et demandé qu'on taxe sa sortie; et alors il pourra sortir de la commune, sinon il demeurera toujours bourgeois et taillable. Enquête faite diligemment sur toutes ces choses, oui les raisons de l'une et de l'autre partie, il a été trouvé que lesdits maire et pairs avaient suffisamment prouvé leur affirmation; en raison de quoi il a été prononcé par notre dite cour, que ledit Henri ne devait pas être renvoyé à la cour dudit évêque, mais devait, quant audit cas, subir notre examen. D'entre les enquêtes estimations expédiées dans le parlement de la Toussaint, l'an du Seigneur 1288.

§ 12. — PHILIPPE LE BEL DÉFEND A L'ÉVÊQUE DE BEAUVAIS
D'OPPRIMER LES BOURGEOIS (1305).

(Louvét, *Histoire de Beauvais*, t. II, p. 495.)

Philippe, par la grâce de Dieu, roi des Français,
au bailli de Senlis, salut. Nous écrivons en la forme

suivante à notre fidèle et bien-aimé l'évêque de Beauvais :

« Philippe, par la grâce de Dieu, roi des Français, à notre fidèle et bien-aimé l'évêque de Beauvais ou à son vicaire, salut et dilection. Nous apprenons que, pendant que sur la querelle survenue entre vous et le maire, les pairs, la commune de Beauvais, et à cause des excès commis de part et d'autre, nous faisons chercher la vérité par l'enquête de certains commissaires, et que cette enquête est en train, vous avez, sous le prétexte desdits excès, porté une sentence d'interdit sur la ville, la commune de Beauvais et tous les gens qui y habitent, et fait défendre dans les villes voisines, sous peine d'excommunication, d'apporter des provisions à ladite ville : ce qui est sans aucun doute agir à notre préjudice et à celui de notre seigneurie temporelle, et aussi au préjudice de l'appel interjeté auparavant par lesdits maire et pairs, de vous et vos officiers au siège apostolique. C'est pourquoi nous vous ordonnons de révoquer sur-le-champ cette oppression de manière à nous contenter, car, autrement, nous ne pourrions la tolérer, et ainsi qu'il nous appartient, nous y apporterions promptement un remède opportun. Donné à Montmirail en Perche, le 15 de septembre. »

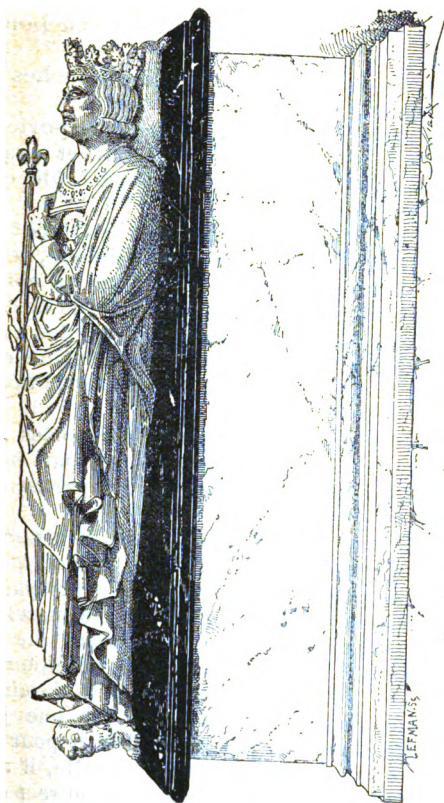
12 Nous t'enjoignons de présenter sur-le-champ cette lettre audit évêque, et de le requérir de notre part de cesser ou faire cesser sans retard ladite oppression; que s'il ne veut pas le faire, garde et défends de telle sorte promptement, et par les justes remèdes, notre droit et juridiction en tout ceci, qu'il ne nous soit rapporté aucune plainte à ton défaut, et que nous n'ayons pas à te reprendre de négligence. Donné à Breteuil, l'an du Seigneur 1305.

§ 13. — ARRÊT DE PHILIPPE LE BEL QUI MET FIN AUX DÉMÊLÉS DE L'ÉVÊQUE ET DE LA COMMUNE DE BEAUVAIS EN CONDAMNANT LES DEUX PARTIES (1306).

(Louvet, t. II, p. 501.)

Au nom de Dieu, amen. Philippe, par la grâce de Dieu, roi des Français, à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Savoir faisons que comme les maire, pairs, jurés et commune de Beauvais nous eurent donné avis que notre cher et féal l'évêque de Beauvais, ses baillis, gens, officiers et complices avaient brûlé leurs métairies avec grande compagnie de gens armés, arrêté et pris tous les hommes qu'ils avaient trouvés, détourné la rivière qui coule dans la ville, et commis avec grande hostilité plusieurs autres énormes excès contenus dans les informations faites à ce sujet : nous avons de notre office député certains auditeurs avec mission et pouvoir d'appeler les parties et cherché la vérité, devant lesquels auditeurs ledit évêque comparaissant a déclaré ne vouloir se rendre partie ni procéder devant eux, mais a maintenu qu'il avait usé de son droit et fait justice à ses sujets, en agissant comme il avait légitimement agi, soutenant et disant en outre qu'il avait de bonnes raisons à donner pour sa défense, et offrant de procéder par devers nous.

Or, enquête ayant été faite avec soin et diligence sur ce sujet, et comme elle devait l'être aux fins civiles, ainsi qu'il a été jugé par arrêt, il a été suffisamment prouvé qu'il avait été publiquement publié à Beauvais, de la part des maire, pairs et jurés de ladite commune, que personne n'eût à plaider devant l'évêque ou ses officiers, mais que tous plaidassent devant les maire et pairs;



Tombeau de Philippe le Bel. (Basilique de Saint-Denis.)

Que personne ne fût tenu d'aller moudre ou cuire aux moulins et fours de l'évêque, mais où bon lui semblerait;

Que toute personne pût mettre des planches sur la rivière de ladite ville;

Que les maire et pairs aient forcé les portes de ladite ville contre l'évêque et ses gens, et aient pris par assaut le palais dudit évêque et brûlé quelques maisons d'icelui;

Que par le moyen de ces rébellions ils aient suscité et élevé une sédition contre ledit évêque, lequel veut avoir la justice de toute la ville sur les obligations, conventions et délits, à la réserve de certains points, libertés et privilèges octroyés par les rois à ladite commune, et autres droits de la même commune dont la connaissance et la justice nous appartiennent;

Lesquels invasions et brûlement des portes sont arrivés après les défenses faites de notre part par le bailli de Senlis, que nous avons envoyé précisément à cet effet.

Pour raison de quoi, les maire, jurés et commune ont été condamnés, en tant qu'à nous touche, à nous payer une amende de dix mille livres petits parisis. Et par le même arrêt nous avons donné mainlevée de la mairie et de la commune, et ordonné que Jean de Molliens, maire du temps desdites rébellions, et dont il a été suffisamment prouvé qu'il n'avait accepté ladite charge que contraint par une juste crainte, sera élargi des prisons où il était pour cela retenu. Et d'autant que, par ladite enquête, il a été prouvé qu'après les défenses faites de notre part à l'évêque par le bailli de Senlis, envoyé précisément à ce sujet, plusieurs excès ont été commis dans ladite

commune par les officiers dudit évêque, il a été ordonné par le même arrêt que ledit évêque nous mettra entre les mains l'amende dont il est convenu avec nous, laquelle il a présentement consignée; sauf en toutes choses son droit en ce qui touche sa partie.

Item, vu les procédures faites par les commissaires de notre cour, il a été ordonné que l'évêque sera ouï pour donner ses raisons sur ce que ladite enquête ne doit le condamner à rien, ni à aucune réparation envers ladite commune, et les autres raisons qu'il lui plaira d'exposer.

Et semblablement seront lesdits maire, pairs et la commune ouïs pour cela; et pour entendre ce qu'une partie voudra dire et soutenir contre l'autre, nous les avons assignés à Paris, au jour du bailli de Senlis dans le prochain parlement; et là leur sera fait par notre justice droit ainsi que de raison.

Item, nous avons, par le même arrêt, donné mainlevée du temporel et de la justice dudit évêque, saisis par nous pour les frais susdits. Sauf pourtant qu'il est interdit à l'évêque et à ses officiers de faire à l'occasion de l'enquête susdite aucune procédure contre le maire, les pairs, les jurés et la commune, en quelque manière que ce soit. Nous avons aussi élargi par provision le bailli et autres officiers de l'évêque, retenus pour ce fait en nos prisons.

Enfin notre cour a défendu audit évêque que, pour l'occasion de ces choses, il fasse ou souffre être fait par ses gens ou officiers aucun tort ou avanie aux maire, jurés et commune, tant que le procès sera pendant en notre cour. En foi de quoi nous avons fait apposer notre scel aux présentes. Donnée à Poissy en notre présence, le jeudi d'après la fête

de saint Barnabé, apôtre, an de Notre-Seigneur 1306 ¹.

§ 14. — PHILIPPE LE BEL JOUEUR.

(Extraits des comptes sur tablettes de cire, dans les Historiens de France, t. XXII, p. 562.)

Le seigneur roi pour le jeu (le 8 juillet 1308), le mardi après la translation de saint Benoist, 40 florins, valeur de 22 livres (gagnés par le seigneur Enguerand).

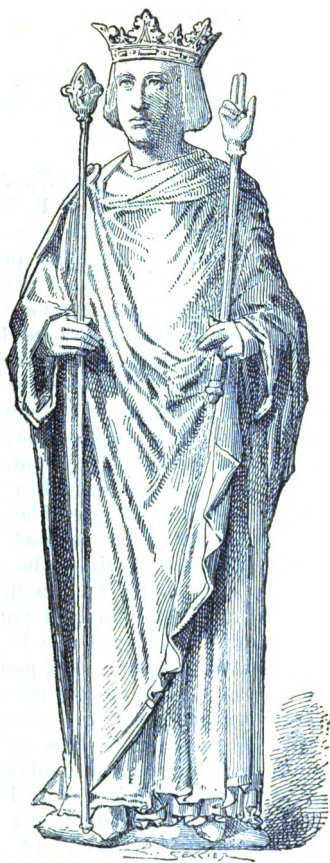
Le seigneur roi pour le jeu, à Fontainebleau, le mardi avant la Saint-André (26 novembre 1308), 30 sous (gagnés par Johannot, sommelier).

Le seigneur roi pour le jeu (le jour de Noël 1308), à Châteauneuf-sur-Loire, 30 florins de Paris, valeur 17 livres.

Le même, le vendredi suivant, pour le jeu, 100 florins de Paris, valant 56 livres 15 sous 4 deniers (gagnés par P. de Varmes, le cadet).

Philippe le Bel mourut le 29 novembre 1314 à Fontainebleau, des suites d'une maladie de langueur, au milieu des haines et des révoltes populaires provoquées par ses exactions, et des ligues qui se formaient parmi les nobles pour imposer des limites à l'absolutisme royal.

1. On sait, par une charte datée de la même année, que l'évêque fut condamné à une amende de 6000 livres parisis.



Philippe le Bel sur son tombeau. (Église Saint-Louis de Poissy.)

§ 15. — LES ÉTATS GÉNÉRAUX DU 1^{er} AOÛT 1314. — MÉCONTENTEMENT DU PEUPLE CONTRE PHILIPPE LE BEL.

(Chroniques de Saint-Denis.)

Et en cet an (1314) le premier jour d'août, Philippe le Biau, roi de France, assembla à Paris plusieurs barons et évêques, et surtout il fit venir plusieurs bourgeois de chacune cité du royaume qui semons y étaient à venir. Adonc, iceux au palais de Paris venus et assemblés, le jour dessus dit, Enguerrand de Marigny, chevalier, coadjuteur le roi de France Philippe et gouverneur de tout le royaume, monta de son commandement en un échaffaud, avec le roi et les prélats et les barons qui étaient là ; sur ledit échaffaud séant et étant, montra et manifesta, ainsi comme en prêchant au peuple, qui là était devant l'échaffaud, séant tous les prélats dessus dits, la complainte du roi, et pourquoi il les avait fait venir là et assembler ; et fut son texte de nature et de nourriture en descendant sur les royaux et sur sa ville de Paris, où les devant dits royaux, au temps ancien, de leur nature avaient accoutumé d'avoir leur nourriture ; et pour cela appelait-il Paris chambre royale ; et que le roi s'y devait plus fier pour avoir bon conseil et pour aide que en nulle autre ville. Et si dit et montra autres plusieurs choses dont je ne fais pas mention, pour la prolixité qui y est et serait à raconter. Si descendit sur Ferrant, jadis comte de Flandres, comment il s'était forfait envers roi de France qui lors était dit Auguste, qui conquiert Normandie, et comment ce roi Philippe en vint à chef, et comment il conquiert Flandres et la mit en sa puissance.

Et dit alors icelui Enguerrand que, combien que

après Ferrant plusieurs vassaux eussent tenu la comté de Flandres, si ne la tenaient-ils que comme gardiens et en sujétion de féauté et hommage du roi de France. Et après cela il descendit sur Gui, comte de Flandres,



Sceau d'Enguerrand de Marigny.

(Arch. nat., n° 248.)

comment il se forfit envers le roi, et comment la guerre avait été menée, et les frais et dépenses que le roi avait faits, qui bien montaient à si grand nombre d'argent que c'était merveilles de raconter; de quoi le royaume avait été trop mollement grevé. Et après cela, montra comment la paix avait été faite du comte de Flandres Robert de Béthune; et des Flamands ne

voulaient obéir ni tenir, si comme ils avaient juré, et par leurs sceaux affirmé. Pour laquelle chose cet Enguerrand requit, pour le roi, aux bourgeois des communes qui là étaient assemblés, qu'il voulait savoir lesquels lui feraient aide ou non à aller encontre les Flamands à ost en Flandres. Et lors icelui Enguerrand si fit lever son seigneur le roi de France de là où il séait ¹ pour voir ceux qui lui voudraient faire aide.

Adonc Étienne Barbette, bourgeois de Paris, se leva et parla pour ladite ville; et se présenta pour eux et dit qu'ils étaient tout prêts de lui faire aide chacun en son pouvoir, et selon ce qu'il leur serait avenant, et à aller là où il les voudra mener à leurs propres frais et dispens contre lesdits Flamands. Et adonc le roi les en mercia. Et, après ledit Étienne, tous les bourgeois qui là étaient venus pour les communes répondirent que volontiers lui feraient aide; et le roi les en mercia. Et alors après icelui parlement, par le conseil dudit Enguerrand, une sujétion et une taille trop male et trop grevable à Paris et au royaume de France fut levée, de quoi le menu peuple fut trop grevé, pour laquelle occasion ledit Enguerrand tomba en la haine et malédiction du menu peuple trop mallement.

1. Était assis.

§ 16. — ASSOCIATION DES NOBLES DE CHAMPAGNE, CONSTITUÉE EN VUE DE RÉAGIR CONTRE L'ABSOLUTISME DE LA ROYAUTE ET PARTICULIÈREMENT CONTRE LES IMPOSITIONS DE L'ANNÉE 1314.

(Charte publiée par Boulainvilliers,
Lettres sur les anciens parlements, t. II, p. 23.)

A tous ceux qui verront, entendront ces présentes lettres, les nobles et les communautés de Champagne : pour nous, pour les pays de Vermandois, de Beauvaisis, de Ponthieu, de la Fère, de Corbie, et pour tous les nobles et communautés de Bourgogne, et pour tous nos alliés et adjoints étant dedans les points du royaume de France, salut. Sachent tous que comme très excellent et très puissant prince, nostre très cher et très redouté sire Philippe, par la grâce de Dieu, roi de France, ait fait et relevé plusieurs tailles, subventions, exactions non dues, changements de monnaies, et plusieurs autres choses qui ont été faites : par quoi les nobles et les communautés ont été moult grevés, appauvris, et à moult grand méchef pour les choses dessus dites qui encore sont. Et il n'apert pas qu'ils soient tournés en l'honneur et profit du roi ni du royaume, ni en défense du profit commun. Desquels griefs nous avons plusieurs fois requis et supplié humblement et dévotement ledit sire le roi que ces choses voulût défaire et délaisser ; de quoi rien n'a fait. Et encore en cette présente année courant par l'an 1314, ledit notre sire le roi a fait impositions non dûment sur les nobles et les communs du royaume, et subventions lesquelles il s'est efforcé de lever ; laquelle chose ne pouvons souffrir en bonne conscience, car ainsi perdrions nos hon-

neurs, franchises et liberté, et nous et ceux qui après nous seront. Par lesquelles choses dessus dites, nous les nobles et communautés dessus dits, et pour nous, et pour nos parents et alliés, et autres dans les points du royaume de France, en la manière que dessus est dit, avons juré et promis par nos sermens, loyalement et en bonne foi, par nous et nos héritiers, aux comtés d'Auxerre et Tonnerre, aux nobles et aux communautés desdits comtés, leurs alliés et adjoints, que nous, en la subvention de la présente année et tous autres griefs et nouveautés non dûment faites et à faire, au temps présent et à venir, que le roi de France, notre sire ou autres, leur voudront faire, leur aiderons et secourrons à nos propres frais et dépens... Et à savoir qu'en cette chose faisant avons retenu et retenons, voulu et voulons que toutes les obéissances, féautés, loyautés et hommages, jurés et non jurés, et toutes autres droitures que nous devons aux rois de France, nos seigneurs, et à nos autres seigneurs, et à leurs successeurs, soient gardées, sauvées et réservées.

VI

LES TROIS FILS ET SUCCESEURS DE PHILIPPE LE
BEL. — LOUIS X LE HUTIN (1314-1316). — PHILIPPE
LE LONG (1316-1322). — CHARLES LE BEL (1322-1328).

Le règne de Louis le Hutin fut une réaction contre celui de Philippe le Bel. Cette réaction se manifesta par des concessions faites aux ligues des nobles, par la condamnation du financier Enguerrand de Marigny, par des ordonnances rendues en faveur des Juifs et des serfs du domaine.

§ 1. — EXTRAIT DE L'ORDONNANCE DE LOUIS LE HUTIN POUR
L'AFFRANCHISSEMENT DES SERFS DE SES DOMAINES (1315).

(*Recueil des ordonnances*, t. I, p. 583.)

Comme selon le droit de nature chacun doit naître franc; et par aucuns usages et coutumes qui de grande ancienneté ont été introduites et gardées jusqu'ici en notre royaume, et par aventure, pour le méfait de leurs prédécesseurs, nombre de personnes de notre commun peuple soient enchues ¹ en lieu de servitude et

1. Tombées.

de diverses conditions : ce qui moult nous déplaît. Nous, considérant que notre royaume est dit et nommé le royaume des Francs et voulant que la chose en vérité soit accordant au nom et que la condition des gens soit amendée par nous et la venue de notre nouveau gouvernement ; par délibération de notre grand conseil avons ordonné et ordonnons que, généralement par tout notre royaume, de tant comme il peut appartenir à nous et à nos successeurs, telles servitudes soient ramenées à franchises et à tous ceux qui, d'origine en ancienneté, ou de nouveau par mariage ou par résidence en lieux de condition serve sont enchus ou pourraient enchoir en lieux de servitude, franchise soit donnée à bonne et convenable condition.

La résistance de la noblesse à l'omnipotence royale et la formation de ligues destinées à sauvegarder les privilèges de l'aristocratie continuèrent même après la mort de Philippe le Bel. Louis le Hutin fut obligé de faire droit aux réclamations des seigneurs et de défaire ainsi, au moins pour quelque temps, l'œuvre paternelle.

§ 2. — ORDONNANCE DE LOUIS LE HUTIN PAR LAQUELLE LA ROYAUTÉ DONNE SATISFACTION AUX REVENDICATIONS DES NOBLES DE BOURGOGNE (1315).

(Recueil des ordonnances, t. I, p. 558.)

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, etc. Nous faisons savoir à tous présents et à venir que comme les nobles de la duché de Bour-

gogne, des évêchés de Langres, d'Autun et du comté le Forez, pour eux et les religieux et non nobles des-lits pays, se fussent complaints à nous que, depuis le



Sceau de Louis le Hutin.

(Arch. nat., n° 49.)

temps de Monseigneur saint Louis, nostre bisaïeul, les franchises, les libertés, les usages et les coutumes anciennes des pays dessus dits avaient été enfreintes en plusieurs cas et en plusieurs manières, et plusieurs griefs, et autres choses faites et atteintes au contraire par les gens de nos prédécesseurs et les nôtres, en grand

grief, en grand préjudice d'eux et de tout le pays, et des habitants en icelui, et nous eussent baillé articles contenant une partie de ces griefs si comme ils disaient, lesquels articles sont ci-dessous contenus, et nous eussent supplié que nous y voulussions mettre remède convenable; nous qui désirons la paix, et le bon état de nos sujets, eue sur ce point grand délibération de bon conseil, sur les griefs et les nouveautés à nous baillées de par eux, si comme dit est, avons ordonné et ordonnons de notre autorité royale et de certaine science en la forme et en la manière qui suit.

Le premier article, baillé à nous, qui est tel : « Premièrement : que l'on ne puisse, en cas de crime, aller encontre lesdits nobles, par dénonciations, ni par soupçon, ni les juger ni condamner par enquêtes. S'ils ne s'y mettent, jaçoit de ce que le soupçon pourrait être si grant et si notoire, que le soupçonné contre qui la dénonciation serait faite devrait demeurer en l'hôtel de son seigneur, et là demeurer une quarantaine, ou deux, ou trois au plus, et en ce terme, aucun ne l'approchait du fait, il serait otage, et en faisant partie; il doit avoir sa défense pour gage bataille. » Nous leur octroyons, si la personne n'était si diffamée ou le fait si notoire, que le seigneur dût mettre autre remède. Et quant aux gages de bataille, nous voulons qu'ils en usent si comme l'on faisait anciennement.

Le second article, qui est tel : « *Item*, que l'on ne mette en la main auxdits nobles ¹ leurs châteaux, forteresses, villes et autres biens, à leurs hommes, ni à leurs sujets, puisqu'ils aient de quoi on les puisse

1. Que l'on ne confisque sur lesdits nobles.

contraindre à être à droit de leur querelle, dont ils seraient poursuivis, ou qu'ils donneraient caution suffisamment. » Nous leur octroyons, excepté les cas de crime.

Le troisième article, qui est tel : « *Item*, que l'on ne contraigne lesdits nobles, leurs hommes, ni leurs sujets à donner assurément ¹ en guerre ouverte, ni en autre cas, si la menace n'est connue ou prouvée. » Nous leur octroyons.

Le quart article, qui est tel : « *Item*, que le roi n'acquière ni ne s'accroisse en baronnies et châtellenies, en fiefs et arrière-fiefs desdits nobles et religieux, si ce n'est de leur volonté. » Nous leur octroyons, sauf notre droit en ce qui nous pourrait venir par forfaiture, ou par lignage, auxquels cas nous baillerons au seigneur du fief desserveur suffisant qui gouvernerait cette chose qui avenue nous serait, en la manière que ceux de qui elle nous serait avenue la gouverneraient.

Le cinquième article, qui est tel : « *Item*, que le roi et sa gent ne lèvent amende, si elle leur appartenait d'un homme noble, qui monte à plus de soixante livres tournois, et d'un homme de poeste, plus de soixante sols tournois. » Nous leur octroyons, et voulons que la coutume soit gardée; réservés à nous les cas et les faits qui seraient si grands et si horribles que par cette coutume ne devraient juger, desquels cas et faits il serait connu par ceux à qui la connaissance en appartiendrait.

Le sixième article, qui est tel : « *Item*, que lesdits nobles puissent et doivent user des armes quand leur

1. Sorte de trêve accordée par l'une des parties belligérantes à l'autre, sur la requête des agents royaux.

plaira, et qu'ils puissent guerroyer et contregager ¹. » Nous leur octroyons les armes et les guerres, en la manière qu'ils en ont usé, et accoutumé anciennement, et fera savoir au pays comment ils en ont usé et accoutumé à user anciennement. Et selon ce que l'on trouvera, nous leur ferons garder ; et si de guerre ouverte les uns avaient pris sur les autres, ils ne seraient tenus ni de recroire ², si depuis la défense que nous sur ce leur avons faite l'avaient pris.

Le septième article, qui est tel : « *Item*, que le roi ne mande en armes lesdits nobles, ceux qui ne sont sûrement ses hommes ; et s'ils étaient mandés, qu'ils ne soient tenus d'aller ; car ainsi ne pourraient servir le roi, ses barons, et les autres nobles ses hommes, si l'on leur ôtait ceux qui doivent aller à leur mandement. » Nous leur ferons savoir la coutume et la ferons garder, et quant à présent nous nous suffirons à demander.

Le huitième article, qui est tel : « *Item*, que le roi n'empêche, ni ne s'entremettent ses gens, de justicier ès terres et ès lieux où lesdits nobles et religieux ont accoutumé à avoir justice haute et basse, mais y justicient lesdits nobles et religieux en tous cas, si ce n'est en cause d'appel fait dûment au roi, ou à ses gens, pour défaut de droit ou pour mauvais jugement. » Nous leur octroyons, si ce n'est en cas qui nous appartienne, pour cause de ressort ou de souveraineté.

Le neuvième article et dixième, qui tels sont : *Item*, que le roi mette les monnaies en l'état du poids et de la loi en quoi elles étaient au temps de monseigneur

1. Se battre en duel.

2. Donner des gages pour s'engager à restituer.

saint Louis, et les y maintienne perpétuellement, et valait lors le marc d'argent cinquante-deux sous tournois. *Item*, que le roi n'empêche le cours des monnaies faites en son royaume au dehors. » Nous leur répondons que faisons faire bonne monnaie des poids et de la loi de saint Louis, et la promettons à continuer.

Le onzième article, qui est tel : « Que les nobles religieux et non nobles ne soient ajournés, traits ou menés hors des châtellenies ou prévôtés où ils demeurent quelles qu'elles soient, se n'est pour cause d'appel de défaut de droit, ou de mauvais jugement, et ne soient jugés lesdits nobles sinon par les nobles leurs égaux. » Nous leur octroyons en tous les cas, réservé à nous et à notre cour les cas qui nous appartiendraient nos baillis, nos prévôts et nos sergents à connaître. Et s'ils faisaient le contraire, nous les en punirions et ferions rendre dommages et châteaux. Et quant à ce que les nobles soient jugés par les autres nobles leurs égaux, nous ferons savoir comment l'on en a usé, et le leur garder.

Le douzième article, qui tel est : « *Item*, que comme plusieurs sergents et officiers du roi aient été pour leurs méfaits, par enquêtes, condamnés à partie et privés pour toujours de leur office et ils soient arrièremis en leurs offices, que ceux-là ne soient derechef ôtés à toujours, et contraints à payer les condamnations; et ceux qui remis les ont en offices en soient punis, et que jamais sergent privé à toujours de l'office du roi y soit remis. » Nous l'octroyons, et ordonnons que jamais ne soit fait contre; et enverrons au pays pour accomplir ledit article, et pour mettre le nombre des sergents en état.

Le treizième article, qui tel est : « *Item*, que le roi

envoie brièvement et de plain à ses deniers, ès dits pays, en quelles choses le roi ses officiers, ou leur gentz, ont grevé lesdits nobles, leurs hommes et lesdits religieux ou aucun d'eux, ou enfreint leurs droits, leurs coutumes et leurs usages, et que iceux griefs fasse rappeler et défaire, et dès maintenant les rappelle. Car il y a plusieurs autres griefs qui ne sont pas si spécifiés, et que choses que les rois ses officiers ou leurs gens aient usé, en faisant lesdits griefs, ne tourne à préjudice à ceux contre qui ils ont fait ni au roi, à profit, en saisine, en propriété, en temps présent ni en temps à venir. » Nous leur octroyons.

Le quatorzième article, qui est tel : « *Item*, que le roi commande que ses baillis, ses sergents et ses autres officiers jurent publiquement à leurs premières assises, et au commencement de leurs offices, qu'ils tiendront et garderont toutes les choses susdites et chacune d'icelles, et ne feront et ne souffriront, à leurs pouvoirs, à faire encontre. Et s'ils faisaient ou voulaient faire encontre, que l'on ne soit tenu à obéir à eux. » Nous leur octroyons, et promettons à punir grièvement ceux qui feront encontre, et eux faire rendre les dommages.

Lesquelles ordonnances, octrois et réponses, en la forme et en la manière qu'elles sont ci-dessus contenues, et avec ce les ordonnances que notre cher sire et père fit faire et publier, nous voulons, établissons, mandons et commandons être accomplies, entérinées, gardées, et tenir fermement en son discours en toutes les choses et chacune d'icelles, que les nobles religieux et non nobles desdits pays entendront qui leur soient profitables et que fassent leur. Et mandons et commandons à tous nos

sénéchaux, baillis, prévôts et autres officiers et ministres, quels qu'ils soient, que eux les choses dessus dites et chacune d'elles ils gardent et fassent accomplir, garder et tenir, sans rien faire encontre. Et connaissons que nous ne saurons aucun mauvais gré auxdits nobles, ni à aucun d'iceux, des alliances qu'ils aient faites jusques aujourd'hui, et que jamais nous, ni nos hoirs, ne demanderons aucune chose à eux ou à aucun d'eux, à leurs hoirs ni à leurs successeurs. Et à plus grande sûreté des choses dessus dites, nous leur avons baillé ces lettres scellées de notre scel.

Donné au bois de Vincennes, l'an de grâce 1315, au mois d'avril.

§ 3. — ANALYSE DE L'ORDONNANCE DE LOUIS LE HÛTIN QUI
AMÉLIORE LA SITUATION DES JUIFS (28 juillet 1315).

(*Recueil des ordonnances*, t. I, p. 595. — Vuitry, *Régime financier de la France sous Philippe le Bel et ses trois fils*, t. I, p. 98.)

Les Juifs vivront du travail de leurs mains ou vendront de bonnes marchandises (art. 2).

Ils porteront la marque ordinaire, de la largeur d'un tournois d'argent et d'une autre couleur que leur robe (art. 3).

Ils ne seront inquiétés ni au sujet des meubles qu'ils ont emportés quand ils ont été bannis, ni au sujet des prêts qu'ils ont faits depuis, ni en général au sujet du passé (art. 5 et 6).

Leurs synagogues et leurs cimetières leur sont restitués, à condition qu'ils en rembourseront

Les livres de leurs lois leur seront rendus, à l'exception du Talmud (art. 7, 8, 9).

Après les douze ans qui leur sont accordés, le roi ne pourra les expulser de nouveau qu'en leur accordant un délai d'un an pour emporter leurs effets (art. 10).

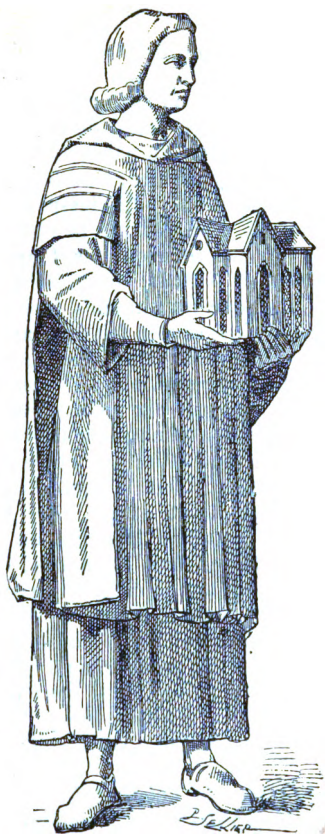
Aucun seigneur ne pourra retenir dans sa terre d'autres Juifs que les siens, et si un Juif du roi va demeurer dans la terre d'un seigneur ou le Juif d'un seigneur dans la terre du roi, sa condition n'en sera pas changée (art. 11).

Les Juifs ne pourront prêter à usure, et nul ne sera contraint par le roi et ses officiers à leur rembourser des prêts usuraires (art. 12 et 16).

§ 4. — TENTATIVE DU COMTE DE VALOIS AUPRÈS DE LOUIS LE HUTIN POUR FAIRE VÉRIFIER LES COMPTES D'ENGUERRAND DE MARIGNY.

(*Chronique de Jean de Saint-Victor*,
dans les *Historiens de France*, t. XXI, p. 659.)

Le roi se transporta avec ses frères, ses oncles et un grand nombre de barons au bois de Vincennes, et se fit rendre compte, en leur présence, de l'état du royaume; il fit en même temps convoquer tous les trésoriers et receveurs pour connaître l'état de leurs recettes et de leurs dépenses. Ces trésoriers, de même que tous les officiers de la cour, étaient des créatures d'Enguerrand, auquel ils étaient tout dévoués. Leurs comptes accusèrent un si honteux gaspillage qu'on ne trouva dans le trésor ni or, ni argent, ni bijoux précieuses. Alors le roi s'écria tout en colère :
« Les dixièmes, les cinquantièmes, les cen-



Enguerrand de Marigny.
(Millin, *Antiq. nat.*, n° XXVIII, pl. 2, n° 1.)

tièmes levés du temps de feu mon père? Que sont devenus les produits de ces innombrables changements de monnaies? je veux savoir la vérité sur tout cela. » — « Cher neveu, dit le comte de Valois, cherchez d'où peuvent provenir tant de palais et tant de vases d'or et d'argent qu'on y admire; c'est là que le trésor de votre père s'est engouffré. » Là-dessus le roi appela Enguerrand et tâcha d'en obtenir la vérité. Celui-ci ne put cacher qu'il avait reçu des Flamands une somme considérable. « Mais, dit-il, si j'ai agi de la sorte, c'est afin que les ennemis fussent épuisés d'autant; je n'ai d'ailleurs rien fait que par la volonté de votre père. » Ces mots remplirent le roi d'indignation. « Mon neveu, reprit alors le comte de Valois, nous sommes trompés par un méchant homme, qui n'est resté au milieu de nous que trop longtemps, et dont les méfaits ont attiré sur notre maison la malédiction universelle. C'est lui qui est cause des extorsions dont on se plaint, et qui, pour de l'argent qu'on lui a donné, a fait, à la honte du royaume, obtenir plusieurs trêves aux Flamands. C'est pour cela que votre père est tombé dans une tristesse telle, qu'il en est trépassé avant le temps. C'est cet Enguerrand, ajouta le comte, qui est la cause de sa mort. Pour moi, je suis prêt à prouver qu'il est un voleur et qu'il a trahi le royaume; et si vous ne le faites arrêter sur-le-champ, je jure Dieu que je ne paraîtrai plus ni dans votre conseil ni à votre cour. »

L'inimitié du comte de Valois et les rancunes de la noblesse contre les légistes et les financiers de Philippe le Bel amenèrent la chute d'Enguerrand de Marigny, son arrestation, et enfin son exécution au gibet de Montfaucon (30 avril 1315). Mais Louis le Hutin fit le

premier pas dans la voie des réparations envers la victime de l'impopularité de Philippe le Bel. Un remords lui vint avant de mourir, et dans son testament il légua dix mille livres aux enfants d'Enguerrand de Marigny.

§ 5. — RÉACTION EN FAVEUR DE LA MÉMOIRE D'ENGUERRAND DE MARIGNY. — LOUIS LE HUTIN, DANS SON TESTAMENT, FAIT UNE DONATION A SON FILLEUL LOUIS DE MARIGNY (juin 1316).

(*Archives nationales*, J 404, n° 22.)

Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, amen.

L'an de grâce mil trois cent et seize, le cinquième du mois de juin.

Nous, Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, en sain et ferme propos de nous ordonnées à notre salut pour le remède de notre âme, avec grande délibération, faisons ce présent notre testament.

Et quant à toutes les choses qui nous touchent de tant que nous ne pouvons souvenir, ordonnons en la manière que s'ensuit.

Premièrement, quant à accomplir le testament de notre très cher père nous voulons et ordonnons que, selon l'ordonnance que nous avons faite avec les exécuteurs dudit notre cher père, le testament soit accompli quant à toutes choses contenues au testament, et ne voulons que nul y mette aucun empêchement...

Nous, considérant le bon service que fit à notre très chère mère Jeanne la mère de Louis de Marigny, et le grand amour que notre dite chère mère avait pour elle, et comme elle la maria à Enguerrand de Marigny, desquels en légitime mariage fut né Louis de Marigny notre filleul; considérant la grande infortune

qui est advenue audit Louis et aux autres enfants, en cas de pitié, leur donnons dix mille livres, desquelles nous voulons et ordonnons que ledit Louis, qui fut notre chambellan, ait cinq mille, et les autres enfants auront les cinq autres mille et leur seront distribués également par la main de nos exécuteurs ou d'aucun député par eux....

Et de ces présents testaments, ordonnance et volonté dernière, nous avons fait et ordonné nos exécuteurs notre ami et féal Raoul, évêque de Saint-Malo, notre cher oncle Charles, comte de Valois, notre cher frère Philippe, comte de Poitiers, notre cher oncle Louis, comte d'Évreux, notre cher frère Charles, comte de la Marche, notre cher oncle G., comte de Saint-Pol. *Item*, nos amés et féaux Gaucher, connétable de France, Milon, seigneur de Noyers, Hugue d'Augeron et frère Vibert, notre ami confesseur.

En témoignage de laquelle chose nous avons fait sceller et clore ce présent testament de notre scel, donné l'an et mois dessus dits.

§ 6. — MORT DE LOUIS LE HUTIN. — PHILIPPE LE LONG, RÉGENT, PUIS ROI DE FRANCE. — LA LOI SALIQUE (1316).

(*Chroniques de Saint-Denis*,
dans les *Historiens de France*, t. XX, p. 698.)

En cet an vraiment le jour du samedi après la fête de Pentecôte, le v^e jour de juin, au bois de Vincennes, Louis, roi de France, clôt son dernier jour. Et le lendemain suivant, c'est à savoir le jour de la Trinité, six jours en juin, à Saint-Denis en France fut porté, et le lendemain honorablement enterré. Et après ce, Philippe, comte de Poitiers, qui à Lyon

avait longuement demeuré pour faire le pape, vit nouvelles de mort de son frère Louis. Lors pour ce à Paris se retira et revint. Et lors des barons de France reçu paisiblement, prit tantôt, par l'assentiment et l'accord d'eux, la garde et le gouvernement des royaumes de France et de Navarre, en ses lettres, son titre en telle manière disant : « Philippe, fils du roi de France, gouvernant les royaumes de France et de Navarre, à tous justiciers, » etc. Icelui roi de France et de Navarre, Louis régna après son couronnement du royaume de France neuf mois et demi environ.

Et en cet an, environ la Chandeleur, furent assemblés à la présence de Pierre Derblay, jadis chancelier du roi de France, mais nouvellement avait été fait cardinal, plusieurs barons, nobles, prélats, bourgeois en la cité de Paris, lesquels tous ensemble approuvèrent le couronnement de Philippe le Long et lui promirent obédience tout comme à leur seigneur, et à Louis son fils aîné après lui tant comme vrai héritier. Et de ces choses firent foi et serment. Et aussi firent ceux de l'Université et approuvèrent les choses dessus dites : mais ils n'en firent pas serment. Et adonc il fut déclaré que femme ne succède pas au royaume de France. Et en cet an, le vendredi après les Cendres, Louis, fils aîné du roi Philippe le Long, mourut, et aux Frères mineurs, auprès son aïeule Jeanne, reine de France et de Navarre, fut enterré.

En l'an de grâce mil trois cent seize, la reine Clémence, qui était enceinte, tomba en une quartaine qui moult greva sa portûre et enfanta un fils qui avait nom Jean, qui mourut assez tôt; pourquoi Philippe, comte de Poitiers, se mit en possession du royaume.

Mais le duc de Bourgogne et sa mère lui étaient contraires et disaient que la fille de son frère Louis devait hériter. Mais les autres disaient que femme ne peut hériter du royaume de France. Pour ce ledit Philippe fut couronné roi, et à la nuit de la Tiphaine ¹ après fut reçu comme roi à Paris.

Philippe le Long a repris les traditions du règne de Philippe le Bel, dissipé les ligues des seigneurs, et continué l'œuvre administrative de son père. C'est à lui qu'on doit l'organisation définitive de la Chambre des comptes. Ce fut un prince réformateur.

§ 7. — RÉHABILITATION DE LA MÉMOIRE D'ENGUERRAND DE MARIGNY (1317).

(Archives nationales, registre 53 du Trésor des Chartes, n° 226.)

Philippe, etc., faisons savoir que nous, en pleine connaissance de cause et par la vertu de notre autorité royale, restituons aux enfants de feu Enguerrand, jadis seigneur de Marigny, l'entière jouissance de leur réputation et de leurs droits légitimes, au cas où la mort infamante de leur père aurait porté atteinte à leur honneur.

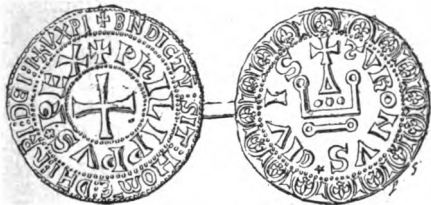
Donné à Chanteloup, le vendredi fête de la Nativité de saint Jean-Baptiste, l'an du Seigneur 1317.

1. L'Épiphanie.

§ 8. — PHILIPPE LE LONG ESSAYE D'ÉTABLIR L'UNIFORMITÉ
DES MESURES ET DES MONNAIES (1321).

(*Continuateur de Guillaume de Nangis,*
dans les *Historiens de France*, t. XX, p. 650.)

Le roi avait commencé à régler qu'on ne se servirait dans son royaume que d'une mesure uniforme



Monnaie de Philippe V.

pour le vin, le blé et toute marchandise ; mais, prévenu par une maladie, il ne put accomplir l'œuvre qu'il avait commencée. Ledit roi proposa aussi que dans tout le royaume toutes les monnaies fussent réduites à une seule. Et comme l'exécution d'un si grand projet exigeait de grands frais, séduit, dit-on, par de faux conseils, il avait résolu d'extorquer de tous ses sujets la cinquième partie de leurs biens. Il envoya donc pour cette affaire des députés en différents pays, mais les prélats et les grands qui avaient depuis longtemps le droit de faire différentes monnaies, selon les diversités des lieux et l'exigence des hommes, ainsi que les communautés des bonnes villes du royaume, n'ayant pas consenti à ce projet, les députés revinrent vers leur maître sans avoir réussi dans leurs négociations.

§ 9. — ORGANISATION DE LA CHAMBRE DES COMPTES SOUS PHILIPPE LE LONG. — ANALYSE DES ORDONNANCES DES 15 JUILLET 1318, 3 JUIN 1319 ET 3 JANVIER 1320.

(*Recueil des ordonnances*. Vuitry, *Régime financier de la France sous Philippe le Bel et ses trois fils*, t. I, p. 282 et suivantes.)

Le roi ordonne que l'état de ses finances sera vu une fois par an par les gens de ses comptes, que ses trésoriers et les officiers de son hôtel compteront deux fois par an; que les sénéchaux, les baillis, les receveurs, présenteront tous les ans leurs comptes aux époques accoutumées, et que la Chambre punira ceux qui y manqueront. (Art. 4, 5, 6, de l'ordonnance de 1318.)

Le grand chancelier ne doit sceller aucun acte qui soit contraire aux ordonnances. Si par erreur il l'a fait, et que les gens des comptes le reconnaissent, ils retiendront l'acte et informeront le roi.

Il comptera en la Chambre des émoluments de la chancellerie; il en sera de même du trésorier de la Sainte-Chapelle pour son office. (Art. 21, 23, 24, de l'ordonnance de 1318.)

Quand le roi donnera en payement des terres de son domaine, l'assiette qui devra en être faite sera apportée et enregistrée en la Chambre des comptes avant qu'il puisse y avoir mise en possession. (Art. 17 de la même ordonnance.)

Les maîtres des eaux et forêts compteront en la Chambre des émoluments de leurs offices; ils recevront les comptes des livrées de bois qui leur auront été remises pour être données par ordre du roi, et ils présenteront ce compte à la Chambre. (Art. 46

de l'ordonnance de 1318, et art. 2 de l'ordonnance de 1319.)

Les sénéchaux, les baillis, les receveurs, avant



Sceau de Philippe V dit le Long.
(Arch. nat., n° 5.)

d'exercer leurs fonctions viendront prêter serment devant la Chambre des comptes qui tiendra du chancelier leurs lettres de nomination, et ne les leur remettra qu'après avoir reçu leur serment. (Art. 22 de l'ordonnance de 1320.)

Les commissions des commissaires royaux envoyés

dans les provinces seront adressées par les chanceliers à la Chambre des comptes, chargée d'enregistrer leurs noms, l'objet de leur voyage, l'époque de leur départ, et de recevoir leur serment. Dès le lendemain de leur retour, ces commissaires devront se présenter à la Chambre ; ils y rendront compte de leur mission avant de pouvoir en recevoir une seconde. (Art. 20 de l'ordonnance de 1318, et art. 16, 17, 18 de l'ordonnance de 1320.)

Tous les travaux de la Chambre doivent rester secrets. Les membres s'engagent par serment à ne pas les faire connaître, à ne transporter au dehors et à ne communiquer aucune des pièces qui leur sont soumises, à moins d'un ordre exprès du roi. (Art. 33 de l'ordonnance de 1318, art. 23 et 24 de l'ordonnance de 1320.)

La Chambre où les comptes seront entendus aura trois clercs ou secrétaires, deux pour tenir les comptes, et le troisième chargé de tenir un registre-journal où sera consigné chaque jour ce qui aura été fait. Huit autres clercs seront attachés deux par deux au travail de la correction des comptes, quatre seront chargés des comptes antérieurs au règne de Louis X, et quatre des comptes postérieurs. (Art. 2, 3, 4, 6 de l'ordonnance de 1320.)

Chaque membre de la Cour viendra le matin à l'heure fixée et restera jusqu'à midi, expédiant le travail commencé, sans s'absenter et sans se laisser distraire par aucune affaire. (Art. 7.)

Nul compte ne sera entendu sans que les maîtres laïques soient présents, et après l'audition d'un compte il n'y sera rien ajouté ni rien retranché qu'en présence de tous. (Art. 8.)

Les gens des comptes ne seront détournés de leurs

travaux par aucune mission qui ne se rapporte pas à leurs fonctions. (Art. 9.)

Tous les comptes à corriger seront inventoriés et remis ensuite aux correcteurs; il sera fait inventaire de tous les travaux et de toutes les délibérations de la Chambre. (Art. 1^{er} et 11.)

10. — EXACTIONS DE PHILIPPE LE LONG. — MÉCONTENTEMENT
DU PEUPLE PARISIEN. — MORT DE PHILIPPE LE LONG (1322).

(*Chroniques de Saint-Denis*,
dans les *Historiens de France*, t. XX, p. 705.)

En cet an même, le roi Philippe, combien qu'il fût franc et débonnaire, par le mauvais conseil d'aucuns qui plus aimaient le profit qu'ils ne faisaient la paix du royaume, voulut lever de tous ses sujets trop grande exaction, si que le même peuple disait qu'il voulait avoir le quint de chacun, combien qu'il ne semblait pas que ce fût vérité de si grande somme. Et déjà étaient convoqués les bourgeois de Paris et des autres bonnes villes qui se merveillaient et disaient : « Qu'est devenue la rente du royaume et les dîmes, et les annates des bénéfices, dont il a eu les rentes du premier an et la subvention des Juifs et des Lombards? Et il ne paye nulle dette ni les aumônes que ses ancêtres ont données aux pauvres religieux et aux filles de Dieu. Et prend encore à crédit tout ce qu'il prend, et il n'a tenu chevauchées ni fait édifice, si comme son père fit. Où est fondu tout cela? On pensait que aucuns qui étaient autour de lui l'avaient emboursé et conseillé de lever cette exaction pour mieux embourser... Si advint au commencement

d'août que le roi tomba en deux grièves maladies, c'est à savoir en quarte ¹ et en flux de ventre et de sang et languit moult longuement et furent faites plusieurs processions pour lui obtenir guérison. Mais ni prières ni médecins ne valurent rien qu'il ne trépassât le troisième jour de janvier.

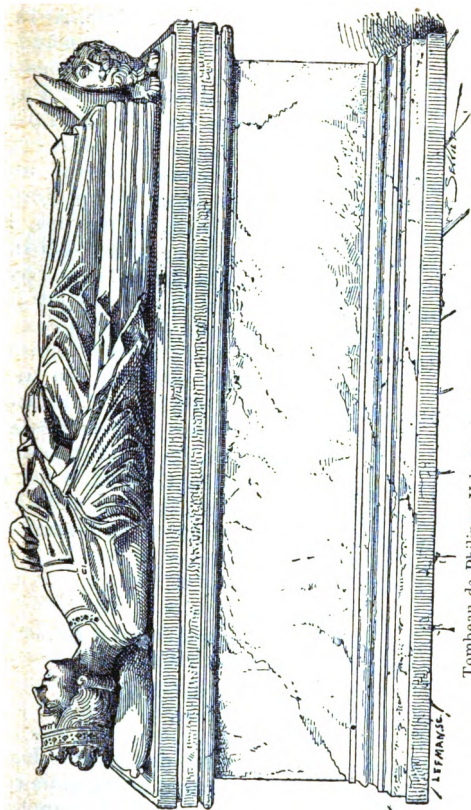
Le règne de Charles le Bel dura de 1322 à 1328. Il fit annuler son mariage avec Blanche de Bourgogne pour épouser Marie de Luxembourg, et renoua avec l'Allemagne des relations qui avaient été interrompues depuis la mort de Philippe le Bel. Le pape Jean XXII conçut même le projet de déposer l'empereur Louis de Bavière pour lui substituer le roi de France, combinaison à laquelle celui-ci ne parait pas s'être prêté tout d'abord, mais qu'il crut cependant pouvoir réaliser en 1324, par le traité conclu à Bar-sur-Aube avec le duc Léopold d'Autriche. L'obstination des partisans de Louis de Bavière fit échouer ce plan. A l'intérieur, des démêlés antérieurs avec la Flandre et l'Angleterre annoncèrent et préparèrent la guerre de Cent Ans qui allait s'ouvrir.

§ 11. — PROCÈS DU SEIGNEUR JOURDAIN DE L'ISLE, CONDAMNÉ PAR LE PARLEMENT DE PARIS A ÊTRE PENDU (1322).

(Continuation de la Chronique de Guillaume de Nangis, Historiens de France, t. XX, p. 672.)

Cette année, Jourdain de l'Isle, seigneur gascon très noble d'origine, mais très bas par ses actes, fut accusé auprès du roi de beaucoup de crimes dont l'accusait la rumeur publique. Il ne put s'en justifier. Cependant, en considération de sa naissance, le pape

1. Fièvre quartaine.



Tombeau de Philippe V le Long. (Basilique de Saint-Denis.)

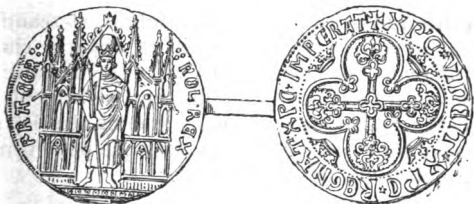
Jean lui avait fait épouser sa propre nièce. A la requête du pape, le roi voulut bien lui faire grâce des dix-huit accusations qui lui avaient été intentées par-devant la Cour de France et dont chacune, d'après la coutume française, aurait mérité la mort. Loin de reconnaître un tel bienfait, il ajouta d'autres crimes à ceux dont il s'était rendu coupable, violant, assassinant, entretenant une bande de sicaires, protégeant les brigands, et ne reconnaissant même pas l'autorité royale. Lui-même assomma de son bâton un sergent du roi qui était revêtu de la livrée royale. Ces méfaits ayant été révélés, on l'appela en jugement à Paris. Il y vint environné d'un pompeux cortège de comtes, de nobles et de barons aquitains. De l'autre côté se tenaient le neveu du feu le seigneur pape Clément, le sire d'Albret et beaucoup d'autres. Quand on eut entendu ses réponses et sa défense sur les crimes dont on l'accusait et pour lesquels on l'avait emprisonné au Châtelet, il fut condamné à mort par les juges du palais. La veille de la Trinité, il fut traîné à la queue des chevaux, puis pendu au gibet public.

§ 12. — CHARLES LE BEL FAIT SAISIR LES BIENS DES ANGLAIS
DEMEURANT DANS SON ROYAUME (1326).

(*Chroniques de Saint-Denis*,
dans les *Historiens de France*, t. XX, p. 719.)

L'an de grâce 1326, la reine de France, Jeanne, fille de noble prince monseigneur Louis, jadis comte d'Évreux, avec grand appareil et moult somptueux, fut couronnée à Paris, en la chapelle du roi au palais. En ce même an, la reine d'Angleterre, Isabelle, sœur

du roi de France, qui redouta, si elle demeurait plus en France, qu'elle n'encourût la malevolence et l'indignation du roi d'Angleterre son seigneur, prit congé de son frère le roi de France et s'en alla vers l'Angleterre. Quand elle fut partie de Paris, elle che-



Monnaie de Charles IV.

mina tant qu'elle vint en la comté de Ponthieu, et là attendit nouvelle de son seigneur et décida d'y séjourner un peu. En cette saison vinrent nouvelles au roi de France que le roi d'Angleterre avait fait commandement par tout son royaume qu'on mit à mort tous les Français qui étaient en Angleterre, et qu'il avait pris pour soi et confisqué tous leurs biens. Pour laquelle chose le roi de France, moult ému, commanda que tous les Anglais qui étaient en son royaume fussent pris et leurs biens aussi, laquelle chose fut faite en un jour et en une heure, c'est assavoir le lendemain de la Notre-Dame en mi-août. Si furent moult ébahis ne fut pas merveille, car ils redoutaient que comme ils avaient été pris tous en un jour, qu'ils ne fussent aussi tous en un jour mis à mort. Mais Dieu qui sait les choses mal ordonnées, ordonner en mieux, ordonna tout autrement, car le roi fut informé véritablement que tout ce qu'on lui

avait donné à entendre était faux, c'est à savoir que les Français eussent été pris ni mis à mort en Angleterre. Et pour cela fit le roi de France tantôt délivrer et mettre hors de prison tous les Anglais. Mais de ceux qui étaient riches, leurs biens furent confisqués, duquel fait tous les hommes honnêtes du royaume de France furent courroucés et troublés, et scandalisés, car au roi et en ses conseillers apparut clairement la mauvaise tache et fort vil péché d'avarice et de convoitise, dont plusieurs disaient (et avaient raison, ce semblait) que les Anglais avaient plus été pris pour prendre et avoir leurs richesses que pour venger l'injure et la vilenie du royaume.

§ 13. — ACCORD ENTRE LE PAPE ET LE ROI CHARLES LE BEL
AU SUJET DU DÉCIME ECCLÉSIASTIQUE (1326).

Continuation de la Chronique de Guillaume de Nangis,
dans les *Historiens de France*, t. XX, p. 643.)

Le pape, se voyant appauvri, envoya dans toutes les provinces du royaume de France des députés particuliers demander aux églises et aux ecclésiastiques de ce royaume un subside pour poursuivre la guerre en Italie. Le roi de France le défendit, soutenant que c'était contraire aux coutumes du royaume ; mais, le seigneur pape lui ayant écrit à ce sujet, le roi, réfléchissant au « je donne pour que tu donnes », lui accorda facilement sa demande. Ainsi s'explique que le pape ait accordé au roi pour deux ans la dime ecclésiastique. Ainsi l'un tond la malheureuse Église, pendant que l'autre l'écorche. Ce subside levé par le seigneur pape fut très considérable. Quelques-uns durent donner la dime, d'autres la moitié, d'autres

enfin la totalité de leurs biens. Il s'ensuivit, ce qui était inouï jusqu'alors dans le royaume de France, que le pape, en vertu de l'autorité apostolique,



Sceau de Charles IV.
(Arch. nat., n° 52.)

recueillit de chaque bénéficiaire le revenu d'un an de son bénéfice. C'est pourquoi il est fort à craindre qu'à l'avenir on ne porte un grave dommage à l'Église de France, puisque personne ne peut s'opposer à sa spoliation.

§ 14. — LA COMMUNE DE SOISSONS RENONCE A SON INDÉPENDANCE ET DEMANDE A ÊTRE ADMINISTRÉE PAR UN PRÉVÔT ROYAL.

(*Recueil des ordonnances*, t. XI, p. 500.)

Charles, etc., faisons savoir à tous présents et à venir que comme nous ayant reçu de la commune de Soissons supplications des bourgeois et habitants d'illec pour certaines causes tendant aux fins qu'ils fussent cy-après gouvernés à perpétuité en prévôté en notre nom, par un prévôt que nous y établirons désormais, sans qu'ils aient maire ni jurés en la commune, si que ledit prévôt sera tenu les gouverner aux usages et coutumes, avec les libertés et franchises qu'ils avaient en temps qu'ils étaient gouvernés en commune...; nous, à la supplication desdits habitants, la commune, avec les juridictions, droitures, émoluments..., avons reçu et recevons dès maintenant, par la teneur de ces présentes lettres, et gouvernerons en notre nom dorénavant par un prévôt que nous députerons; et voulons que le prévôt qui par nous sera député en ladite ville pour la gouverner en notre nom et celui qui pour le temps à venir y sera, gouvernera en prévôté les habitants, aux lois et aux coutumes avec les libertés, franchises qu'ils avaient au temps qu'ils étaient gouvernés en commune, excepté que dorénavant majeur ni juré ne seront mis ni établis, etc.



Tombeau de Charles IV le Bel. (Basilique de Saint-Denis.)

§ 15. — MALADIE ET MORT DE CHARLES LE BEL (1327-1328).

(*Chroniques de Saint-Denis*,
dans les *Historiens de France*, t. XX, p. 722.)

En cet an, la reine de France, qui était enceinte d'enfant et reposait au Château-Neuf près d'Orléans, enfanta une fille, et assez tôt après sa première fille mourut... L'an de grâce mil trois cent vingt-sept, manda le roi Charles au roi d'Angleterre qu'il vint faire hommage de la duché d'Aquitaine; si excusa le roi que bonnement ne pouvait pour la mort de son père qui était mort nouvellement. Si l'eut le roi de France cette fois pour excuse. En cet an furent assemblés à Paris plusieurs barons pour mettre accord entre le comte de Savoie et le Dauphin de Viennois. Et comme ils ne purent trouver matière de paix, si s'en allèrent sans rien faire... Le jour de Noël environ minuit, accoucha au lit malade le roi Charles; et la veille de la Chandeleur mourut au bois de Vincennes; si fut son corps enterré auprès de son frère à Saint-Denis, et son cœur aux Frères prêcheurs à Paris. Et ainsi toute la lignée du roi Philippe le Bel en moins de douze ans fut toute défaillée et amortie.

NOTICES

SUR LES PRINCIPAUX AUTEURS ET OUVRAGES
DONT LES EXTRAITS PRÉCÉDENTS SONT TIRÉS

Chroniques de Ryshanger.

On ne connaît que très peu de chose sur William Rishanger, Rissanger ou Rysangre, car le nom du célèbre écrivain de la première des compilations qui font suite à la grande chronique de Mathieu Pâris paraît avoir eu diverses orthographes. D'après la ressemblance du nom, on a quelque motif de conclure qu'il naquit dans l'endroit connu sous le nom de Rishangles, petit village situé à peu près à quatre milles d'Eye, ville du comté de Suffolk, où il y a un marché. La période exacte dans laquelle florissait Rishanger a été longtemps un sujet de doute et de perplexité; et pendant longtemps encore il en sera ainsi, selon toute probabilité. Il semble prouvé qu'il succéda à Mathieu Pâris comme historiographe royal en 1259; pendant que d'un autre côté, en supposant qu'il ait écrit toutes les chroniques qui ont été mises sous son nom, lesquelles relatent la mort d'Édouard II, il doit avoir vécu en 1327 et même plus tard, sous le règne d'Édouard III. Ces deux hypothèses sont inconciliables. La première est la plus vraisemblable. Il mourut probablement sous le règne d'Édouard II.

Guillaume de Nangis.

Guillaume de Nangis est un des chroniqueurs de cette période sur lequel nous possédons le moins de renseignements biographiques. Il était moine de Saint-Denis et vivait sous Philippe le Hardi et sous Philippe le Bel. Il a laissé une *Vie de saint Louis*, une *Vie de Philippe le Hardi* et la *Chronique*. C'est à ce dernier ouvrage que nous avons emprunté quelques extraits. Il est surtout important pour le règne de Philippe le Hardi et de Philippe le Bel : mais il s'arrête en 1301. Un continuateur, moine de Saint-Denis, comme Guillaume de Nangis, nous a donné l'histoire des trois fils de Philippe le Bel.

Chroniques de Saint-Denis.

De bonne heure l'histoire a été écrite dans les couvents. La célèbre abbaye de Saint-Denis, notamment, a été un grand centre de recherches et de travaux relatifs aux anciennes annales de la France. On attribue à Suger l'idée de réunir en un seul corps tous les récits et documents historiques antérieurs. De là la rédaction des grandes Chroniques de Saint-Denis, qui ne sont à vrai dire, pour l'époque dont traite ce volume, qu'une traduction de la chronique latine de Guillaume de Nangis et de ses continuateurs. En donnant ici des lectures tirées des Chroniques de Saint-Denis, nous avons dû faire certaines modifications d'orthographe et même des changements de mots, indispensables pour rendre plus facile l'intelligence de cet ancien texte.

Anciennes Chroniques de Flandre.

Vaste compilation historique, presque aussi étendue que les Chroniques de Saint-Denis ; comme elles, écrite de diverses mains et continuée pendant plusieurs siècles. On ne peut lui attribuer la valeur d'un récit original, ni l'impartialité d'un témoignage désintéressé ; mais elle

mérite d'être signalée à raison de l'abondance des faists recueillis dans cette longue suite de récits qui s'ouvrent à l'époque de Charlemagne et se terminent généralement à la fin de l'administration du comte Louis de Male, époque à laquelle le comté de Flandre a perdu son antique indépendance. Il ressort de certains détails insérés dans la Chronique de Flandre que le compilateur anonyme qui a traité l'histoire flamande du commencement du **xiv^e** siècle vivait à Saint-Omer et appartenait à une famille de bourgeois. Il est favorable à la cause du roi de France et paraît l'adversaire de la bourgeoisie flamande.

Jean de Saint-Victor.

Auteur d'un *Mémorial* qui, jusqu'en l'an 1300, n'est qu'une copie de la Chronique de Guillaume de Nangis. A partir de 1300, il devient un auteur original qui a connu personnellement la vérité. Il est à regretter que son travail, brusquement interrompu, ne dépasse pas l'année 1322. Mais sa chronique a été continuée par un anonyme jusqu'en 1329.

Bernard Guldons.

A laissé deux compilations : les *Fleurs des histoires* et la *Chronique des rois de France*. Son *Traité sur l'ordre des frères prêcheurs* nous fait assister aux soulèvements des populations du Midi contre les inquisiteurs. D'autres opuscules du même auteur traitent de l'histoire des prieurs de Grandmont, des évêques de Toulouse et des évêques de Limoges.

Girard de Frachet.

Dominicain, né à Châlus en Limousin au commencement du **xiii^e** siècle, fut prieur de Limoges, puis de Marseille, provincial en Provence et à Montpellier; mourut

en 1271. Sa compilation aurait à peine mérité d'être publiée, si elle n'était pas accompagnée d'une continuation anonyme qui, dans un abrégé ordinairement très correct, rectifie souvent la dernière partie de la Chronique de Guillaume de Nangis et ses deux premiers continuateurs.

Musée des Archives nationales.

Publié en 1872 par la Direction générale des Archives. Il contient la description des documents originaux de l'histoire de France exposés dans l'hôtel Soubise et est enrichi de nombreux fac-similés paléographiques et de reproductions d'autographes. La partie relative à l'époque de Philippe le Bel et de ses trois fils a été traitée par Boutaric, le savant auteur de *la France sous Philippe le Bel*.

Notices et extraits des manuscrits.

Publication de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Le tome XX contient un certain nombre de mémoires et de documents contemporains de Philippe le Bel, publiés par Boutaric.

TABLE DES MATIÈRES

I. — LE RÈGNE DE PHILIPPE LE BEL (1285-1314). — CE ROI A ENTREPRIS DE DONNER A LA FRANCE SES FRONTIÈRES NATURELLES. — TENTATIVES POUR ANNEXER AU ROYAUME LES POSSESSIONS DES ANGLAIS EN FRANCE. — LUTTE AVEC L'ANGLETERRE (1292-1303).

§ 1. — Fin des affaires d'Espagne et d'Italie (1285-1291).....	2
§ 2. — Édouard I ^{er} fait hommage à Philippe IV (1288).....	2
§ 3. — Conflits sanglants entre les marins français et anglais (1292-1292).....	4
§ 4. — Capture par les Anglais d'une flotte normande dans le port de Saint-Mathieu (1293).	5
§ 5. — Négociations entre la France et l'Angleterre. — Édouard I ^{er} , cité au parlement, ne comparait pas. — Edmond de Lancastre désespère de la paix (1294).....	6
§ 6. — Édouard d'Angleterre abjure l'hommage fait au roi de France (1294).....	9
§ 7. — Préparatifs diplomatiques et militaires d'Édouard I ^{er} contre la France.....	10

§ 8. — Mémoire de l'amiral Benoît Zacharie à Philippe le Bel sur les moyens d'équiper une flotte et de se procurer une armée navale pour une descente en Angleterre (1295).	11
§ 9. — Mémoire anonyme sur la guerre contre l'Angleterre, les mesures militaires qui furent prises, les négociations diplomatiques de Philippe le Bel pour se faire des alliés et sur les ressources financières que l'on se procura pour faire face aux dépenses de cette guerre.....	15
§ 10. — Conclusion et rupture d'une convention de paix dressée sous la médiation des reines de France.....	19
§ 11. — Analyse du traité de paix conclu le 20 mai 1303 entre Philippe le Bel et Édouard I ^{er} .	20

II. — SUITE DES GUERRES ENTREPRISES POUR DONNER A LA FRANCE SES FRONTIÈRES NATURELLES. — TENTATIVES POUR INCORPORER AU ROYAUME LE GRAND FIEF FLAMAND. — BATAILLES DE COURTRAY ET DE MONS-EN-PUELLE. — TRAITÉ D'ATHIES (1294-1314).

§ 1. — Premiers démêlés entre le roi Philippe le Bel et le comte de Flandre, Guy de Dampierre, à propos de son alliance avec le roi d'Angleterre. — Captivité du comte de Flandre et de sa fille (1294),.....	23
§ 2. — Intervention dérisoire du roi d'Angleterre en Flandre (1297).....	27
§ 3. — Bataille de Courtray (11 juillet 1302).....	30
§ 4. — Autre récit de la bataille de Courtray.....	33
§ 5. — Bataille de Mons-en-Puelle.....	35

III. — TENTATIVES DE PHILIPPE LE BEL POUR RECULER DU CÔTÉ DE L'EST LES LIMITES DU ROYAUME. — SES RAPPORTS AVEC LES EMPEREURS ALLEMANDS (1285-1314).

§ 1. — Philippe le Bel et Adolphe de Nassau.....	41
--	----

§ 2. — L'Italien Muccio, agent politique de Philippe le Bel, négocie la paix avec Adolphe de Nassau (1295).....	43
§ 3. — Alliance conclue entre Édouard 1 ^{er} et Adolphe de Nassau contre Philippe le Bel (1295).	44
§ 4. — Relations de Philippe le Bel avec l'Alsace (1297).....	45
§ 5. — Adolphe de Nassau, gagné par l'or de Philippe le Bel, abandonne les Flamands (1297).....	46
§ 6. — Conférence de Quatre-Vaux, entre Toul et Vaucouleurs, entre Philippe le Bel et l'empereur Albert d'Autriche (1299).....	47
§ 7. — Lettre des citoyens de la ville impériale de Toul à Philippe le Bel, pour se mettre sous le protectorat du roi de France (1300)....	48
§ 8. — Extrait de la convention conclue avec l'évêque de Verdun et stipulant que le Verdunois servirait de frontière au royaume de France (1305).....	49

IV. — PHILIPPE LE BEL ACCOMPLIT LA SÉPARATION DU POUVOIR RELIGIEUX ET DU POUVOIR SÉCULIER. — SES RAPPORTS AVEC LES PAPES BONIFACE VIII ET CLÉMENT V. — LE PROCÈS DES TEMPLIERS (1295-1314).

§ 1. — Bulle <i>Ineffabilis</i> (1296).....	52
§ 2. — Lettre de l'archevêque de Reims et de ses suffragants suppliant Boniface VIII de tempérer les scandales causés par sa dernière bulle (1297).....	53
§ 3. — Fausse bulle <i>Scire te volumus</i> (1300).....	56
§ 4. — Réponse attribuée à Philippe le Bel (1302).	57
§ 5. — États généraux de 1302 (10 avril).....	57
§ 6. — Autre récit sur les États généraux de 1320.	58
§ 7. — Extrait d'un discours prononcé par Boniface VIII à l'assemblée des cardinaux avant la bataille de Courtray (1302).....	60

§ 8. — Extrait de la lettre que les nobles de France réunis aux États généraux adressèrent aux cardinaux contre Boniface VIII (1302)	61
§ 9. — Extrait de la consultation de l'avocat Pierre Dubois contre le pape Boniface VIII (1302).	63
§ 10. — Extrait du manifeste de Guillaume de Nogaret contre Boniface VIII (12 mars 1303).	64
§ 11. — Extrait du réquisitoire du légiste Plasian contre Boniface VIII (13 juin 1303).....	66
§ 12. — Déclaration de Guillaume de Nogaret relative à l'attentat d'Anagni (8 septembre 1303).....	68
§ 13. — Plaintes du pape adressées à la population d'Anagni (1303).....	71
§ 14. — Philippe le Bel et Boniface VIII.....	72
§ 15. — Entrevue de Philippe le Bel et de Bertrand de Goth dans la forêt de Saint-Jean-d'Angély, d'après la légende (1305).....	74
§ 16. — Satire anonyme contre le pape Clément V et le roi Philippe le Bel (1305).....	76
§ 17. — Déposition d'un Templier. — Comment on recevait les membres de l'ordre (1307)...	77
§ 18. — États généraux de Tours de 1308, convoqués pour délibérer sur le procès des Templiers	80
§ 19. — Extrait de l'enquête faite par les commissaires pontificaux contre les Templiers (1310).....	81
§ 20. — Le roi fait brûler le grand maître des Templiers	82

V. — ADMINISTRATION DE PHILIPPE LE BEL. — EXTRAITS DE SES PRINCIPALES ORDONNANCES. — SES RELATIONS AVEC LA NOBLESSE, LE CLERGÉ ET LE TIERS ÉTAT.

§ 1. — Ressources financières de Philippe le Bel pour la guerre de Flandre	84
--	----

§ 2. — Ordonnance de 1294 destinée à réprimer le luxue	87
§ 3. — Protection accordée par Philippe le Bel aux marchands italiens. — Analyse de l'ordonnance royale en date du 22 mars 1295.....	92
§ 4. — L'administration du royaume. — Analyse de l'ordonnance du 23 mars 1303.....	94
§ 5. — Jugement d'un contemporain au sujet des opérations de Philippe le Bel sur les mon- naies. — Extrait des mémoires de Pierre Dubois (1300-1306).....	102
§ 6. — Émeute du peuple de Paris provoquée par l'altération des monnaies (1306).....	104
7. — Procès-verbal d'élection des députés de la communauté de Chéroy aux États géné- raux de Tours de 1308.....	105
8. — Mandat des députés envoyés par la ville d'Amiens aux États généraux de 1308....	106
9. — Extrait de l'ordonnance par laquelle Phi- lippe le Bel défend le port des armes par tout le royaume (1308).....	107
10. — Analyse de l'ordonnance de Philippe le Bel sur les monnaies (1313).....	107
§ 11. — Relations de Philippe le Bel avec les com- munes. — Démêlés des bourgeois et de l'évêque de Beauvais (1288-1306).....	109
§ 12. — Philippe le Bel défend à l'évêque de Beau- vais d'opprimer les bourgeois (1305)....	110
§ 13. — Arrêt de Philippe le Bel qui met fin aux démêlés de l'évêque et de la commune de Beauvais en condamnant les deux parties (1306).....	112
§ 14. — Philippe le Bel joueur.....	116
§ 15. — Les Etats généraux du 1 ^{er} août 1314. — Mécontentement du peuple contre Phi- lippe le Bel.....	118

- § 16. — Association des nobles de Champagne, constituée en vue de réagir contre l'absolutisme de la royauté et particulièrement contre les impositions de l'année 1314... 121

VI. — LES TROIS FILS ET SUCCESEURS DE PHILIPPE LE BEL :
LOUIS X LE HUTIN (1314-1316). — PHILIPPE V LE LONG
(1316-1322). — CHARLES IV LE BEL (1322-1328).

- § 1. — Extrait de l'ordonnance de Louis le Hutin pour l'affranchissement des serfs de ses domaines (1315)..... 123
- § 2. — Ordonnance de Louis le Hutin par laquelle la royauté donne satisfaction aux revendications des nobles de Bourgogne (1315).
- § 3. — Analyse de l'ordonnance qui améliore la situation des Juifs (28 juillet 1315).....
- § 4. — Tentative du comte de Valois auprès de Louis le Hutin pour faire vérifier les comptes d'Enguerrand de Marigny..... 1
- § 5. — Réaction en faveur de la mémoire d'Enguerrand de Marigny. — Louis le Hutin, dans son testament, fait une donation à son filleul Louis de Marigny (juin 1316).. 13
- § 6. — Mort de Louis le Hutin. — Philippe le Long, régent, puis roi de France. — La loi salique (1316)..... 136
- § 7. — Réhabilitation de la mémoire d'Enguerrand de Marigny (1317)..... 138
- § 8. — Philippe le Long essaye d'établir l'uniformité des mesures et des monnaies (1321). 139
- § 9. — Organisation de la Chambre des comptes sous Philippe le Long. — Analyse des ordonnances des 15 juillet 1318, 3 juin 1319 et 3 janvier 1320..... 140
- § 10. — Exactions de Philippe le Long. — Mécontentement du peuple parisien. — Mort de Philippe le Long (1322)..... 143

§ 11. — Procès du seigneur Jourdain de l'Isle, condamné par le Parlement de Paris à être pendu (1322).....	144
§ 12. — Charles le Bel fait saisir les biens des Anglais demeurant dans son royaume (1326). ..	146
§ 13. — Accord entre le pape et le roi Charles le Bel au sujet du décime ecclésiastique (1326).....	148
§ 14. — La commune de Soissons renonce à son indépendance et demande à être administrée par un prévôt royal.....	150
§ 15. — Maladie et mort de Charles le Bel (1327-1328).....	152
NOTICES SUR LES PRINCIPAUX AUTEURS ET OUVRAGES DONT LES EXTRAITS SONT TIRÉS.....	153

LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

EXTRAIT DU CATALOGUE

LITTÉRATURE POPULAIRE

SPÉCIALEMENT DESTINÉE AUX OUVRIERS DES VILLES
ET DES CAMPAGNES

1^{re} série, format in-16, à 1 fr. 25 le volume.

Agassiz (M. et Mme) : *Voyage au Brésil*, abrégé par J. Belin de Launay; 4^e édit. 1 vol. avec 4 gravures et une carte.

Aunet (Mme d') : *Voyage d'une femme au Spitzberg*; 7^e édit. 1 vol. avec 4 gravures.

Badin (A.) : *Duguay-Trouin*; 5^e édit. 1 vol.
— *Jean Bart*; 5^e édit. 1 vol.

Baines (Th.) : *Voyage dans le sud-ouest de l'Afrique*, abrégé par J. Belin de Launay; 2^e édit. 1 vol. avec 4 gravures.

Baker (S. W.) : *Le lac Albert*. Nouveau voyage aux sources du Nil, abrégé par J. Belin de Launay; 2^e édit. 1 vol. avec 4 gravures.

Baldwin (W. C.) : *Du Natal au Zambèze (1851-1866)*, récits de chasse, abrégés par J. Belin de Launay. 1 vol. avec 4 gravures.

Barrau (Th.) : *Conseils aux ouvriers* sur les moyens d'améliorer leur condition. 1 vol.

Bernard (F.) : *Vie d'Oberlin*; 3^e édit. 1 vol.

Bonnechose (E. de) : *Bertrand du Guesclin*, connétable de France et de Castille; 10^e édit. 1 vol.

Bonnechose (E. de) : *Lazare Hoche*, général en chef des armées de la République (1793-1797); 9^e édit. 1 vol.

Burton (le capitaine) : *Voyages à la Mecque, aux grands lacs d'Afrique et chez les Mormons*, abrégés par J. Belin de Launay; 4^e édit. 1 vol. avec 4 gravures et 3 cartes.

Calemard de la Fayette : *Peau-de-bique* ou la prime d'honneur; 3^e édit. 1 vol.

— *L'agriculture progressive*. 1 vol.

Carraud (Mme Z.) : *Une servante d'autrefois*; 4^e édit. 1 vol.

— *Les veillées de maître Patrigeon*, entretiens familiers sur le travail, la propriété, la richesse, l'agriculture, la famille, etc.; 4^e édit. 1 vol.

Ouvrage couronné par l'Académie française.

Charton (E.), de l'Institut : *Histoires de trois enfants pauvres* (un Français, un Anglais, un Allemand), racontées par eux-mêmes et abrégées par M. Ed. Charton; 10^e édit. 1 vol.

Conférences faites à la gare Saint-Jean, à Bordeaux, sous le patronage de la Compagnie des chemins de fer du Midi. 2 vol.

Chaque conférence peut être vendue séparément.

Corne (H.) : *Le cardinal Mazarin*; 4^e édit. 1 vol.

— *Le cardinal de Richelieu*; 6^e édit. 1 vol.

Cornelle (Pierre) : *Chefs-d'œuvre*. 1 vol.

Cours d'économie industrielle, conférences faites aux ouvriers de Paris par des membres de l'Association polytechnique, recueillies et publiées par M. Evariste Thévenin. 7 séries formant 7 volumes qui se vendent séparément.

Deherrypon : *La boutique de la marchande de poisson*; 2^e édit. 1 vol.

— *La boutique du charbonnier*. 1 vol.

Duval (J.) : *Notre pays*; 4^e édit. 1 vol.

Ernouf (le baron) : *Histoire de trois ouvriers français* (Richard Lenoir, Bréguet, Brézin); 4^e édit. 1 vol.

— *Deux inventeurs célèbres* : Philippe de Girard, Jacquard; 5^e édit. 1 vol.

— *Denis Papin*, sa vie et son œuvre (1647-1714); 3^e édit. 1 vol.

— *Les inventeurs du gaz et de la photographie*. 1 vol.

— *Pierre Latour du Moulin*. 1 vol.

— *Histoire de quatre inventeurs français au XIX^e siècle* (Savage, Heilmann, Thimonnier, Giffard). 1 vol.

Flammarion : *Petite astronomie descriptive*; 3^e édit. 1 vol. avec 100 figures.

Fonvielle (W. de) : *Le glaçon du Polaris*, aventures du capitaine Tyson; 3^e édit. 1 vol. avec 4 gravures et une carte.

— *Les drames de la science : La pose du premier câble*. 1 vol.

Franck (A.) : *Morale pour tous*; 6^e édit. 1 vol.

Franklin (B.) : *Œuvres*, traduites de l'anglais et annotées par Ed. Laboulaye. 5 vol.

Mémoires; 4^e édit. 1 vol.

Correspondance; 3^e édit. 3 vol.

Essais de morale; 5^e édit. 1 vol.

Chaque ouvrage se vend séparément.

Gœpp et Ducoudray : *Le patriotisme en France*; 4^e édit. 1 vol. avec 8 gravures.

Gullemin (A.) : *La lune*; 6^e édit. 1 vol. avec 2 grandes planches tirées hors texte et 46 figures.

Ouvrage couronné par la Société pour l'instruction élémentaire.

— *Le soleil*; 6^e édit. 1 vol. avec 58 figures.

— *Les étoiles*; 3^e édit. 1 vol. avec 63 figures, une carte céleste et une planche coloriée.

— *Les nébuleuses*, notions d'astronomie sidérale. 1 vol. avec 66 figures.

— *La lumière et les couleurs*; 4^e édit. 1 vol. avec 71 figures.

Guillemin (A.) : *Le son*, notions d'acoustique physique et musicale; 3^e édit. 1 vol. avec 70 figures.

Hauréau (B.), de l'Institut : *Charlemagne et sa cour*; 5^e édit. 1 vol.

— *François I^{er} et sa cour*. 1 vol.

Hayes (Dr) : *La mer libre du pôle*. Voyage abrégé par J. Belin de Launay; 3^e édit. 1 vol. avec 4 gravures.

Ouvrage couronné par la Société pour l'instruction élémentaire.

Homère : *Les beautés de l'Iliade et de l'Odyssée*, traduction de Giguet; 2^e édit. 1 vol.

Joinville (sire de) : *Histoire de saint Louis*, texte rapproché du français moderne, par Natalis de Wailly, de l'Institut; 8^e édit. 1 vol.

Jonveaux (E.) : *Histoire de quatre ouvriers anglais*, d'après Samuel Smiles (Maudslay, Stephenson, W. Fairbairn, J. Kasmith); 4^e édit. 1 vol.

— *Histoire de trois potiers célèbres* (Bernard Palissy, J. Wedgwood, F. Böttger); 2^e édit. 1 vol.

Jouault (A.) : *Abraham Lincoln*, sa jeunesse et sa vie politique; 2^e édit. 1 vol. avec deux portraits.

— *George Washington*; 3^e édit. 1 vol. avec 3 gravures et 2 cartes.

Labouchère (A.) : *Oberkampf* (1738-1815), 4^e édit. 1 vol.

Lacombe (P.) : *Petite histoire du peuple français*; 6^e édit. 1 vol.

La Fontaine : *Fables* 1 vol.

Lanoye (Fr. de) : *Le Nil, son bassin et ses sources*. 1 vol. avec 4 gravures.

Le Loyal Serviteur : *Histoire du gentil seigneur de Bayard*, revue par Alph. Feillet; 5^e édition. 1 vol. avec 4 gravures.

Lescure (de) : *Vie de Henri IV*. 1 vol.

Livingstone : *Explorations dans l'Afrique australe et dans*

le bassin du Zambèze, depuis 1840 jusqu'à 1864, abrégées par J. Belin de Launay; 7^e édit. avec 4 gravures.

— *Dernier journal, abrégé par le même; 2^e édit. 1 vol. avec 4 gravures et une carte.*

Mage (E.) : *Voyage dans le Soudan occidental, abrégé par J. Belin de Launay; 2^e édit. 1 vol. avec 4 gravures et une carte.*

Meunier (Mme H.) : *Le docteur au village. 2 vol. qui se vendent séparément :*

Entretiens familiers sur l'hygiène; 6^e édit. 1 vol.

Entretiens familiers sur la botanique; 3^e édit. 1 vol. avec 104 figures.

Milton et Cheadle : *Voyage de l'Atlantique au Pacifique à travers les montagnes Rocheuses, abrégé par J. Belin de Launay; 3^e édit. 1 vol. avec 4 gravures et 3 cartes.*

Molière : *Chefs-d'œuvre. 2 vol.*

Mouhot (H.) : *Voyage dans les royaumes de Siam, de Cambodge et de Laos; 4^e édit. 1 vol. avec 4 gravures.*

Muller (E.) : *La boutique du marchand de nouveautés; 5^e édit. 1 vol. avec 8 gravures.*

— *La machine à vapeur, son histoire et son rôle. 1 vol. avec 8 figures.*

Palgrave (W.) : *Une année dans l'Arabie centrale, voyage abrégé par J. Belin de Launay; 4^e édit. 1 vol. avec 4 gravures et une carte.*

Passy (Fr.), de l'Institut : *Les machines et leur influence sur le développement de l'humanité; 3^e édit. 1 vol.*

Pfeiffer (Mme) : *Voyages autour du monde, abrégés par J. Belin de Launay; 10^e édit. 1 vol. avec 4 gravures.*

Piotrowski (R.) : *Souvenirs d'un Sibérien; 2^e édit. 1 vol. avec 4 gravures.*

Ouvrage couronné par la Société pour l'instruction élémentaire.

Poirson : *Guide manuel de l'orphéoniste. 1 vol.*

Racine : *Chefs-d'œuvre. 2 vol.*

Rimbaud, professeur à la Faculté des lettres de Paris
Histoire de la Révolution française (1789-1799). 1 vol. avec
30 gravures.

Reclus (E) : *Les phénomènes terrestres*. 2 vol. avec gravures ; ils se vendent séparément :

I. *Les continents* ; 4^e édit. 1 vol.

II. *Les mers et les météores* ; 4^e édit. 1 vol.

Ouvrage couronné par la Société pour l'instruction élémentaire.

Rendu (V.) : *Principes d'agriculture* ; 4^e édition, 2 vol.

Culture du sol. 1 vol. avec gravures.

Culture des plantes. 1 vol.

— *Mœurs pittoresques des insectes* ; 4^e édit. 1 vol.

Ouvrage couronné par la Société pour l'instruction élémentaire.

Schweinfurth (Dr) : *Au cœur de l'Afrique*, voyage abrégé
par J. Belin de Launay. 1 vol. avec 4 gravures et une
carte.

Shakespeare : *Chefs-d'œuvre*. 3 vol.

Speke (le capitaine) : *Les sources du Nil*, édition abrégée
par J. Belin de Launay ; 5^e édit. 1 vol. avec 4 gravures et
3 cartes.

Stanley : *Comment j'ai retrouvé Livingstone*. Voyage abrégé,
d'après la traduction de Mme H. Loreau, par J. Belin de
Launay ; 5^e édit. 1 vol. avec 4 gravures et une carte.

Vambéry : *Voyages d'un faux derviche dans l'Asie centrale*,
abrégés par J. Belin de Launay ; 5^e édit. 1 vol. avec 4 gra-
vures.

Wallon, de l'Institut : *Jeanne d'Arc* ; 7^e édit. 1 vol. 1 fr.

Edition abrégée de l'ouvrage qui a obtenu de l'Académie
française le grand prix Gobert.



